

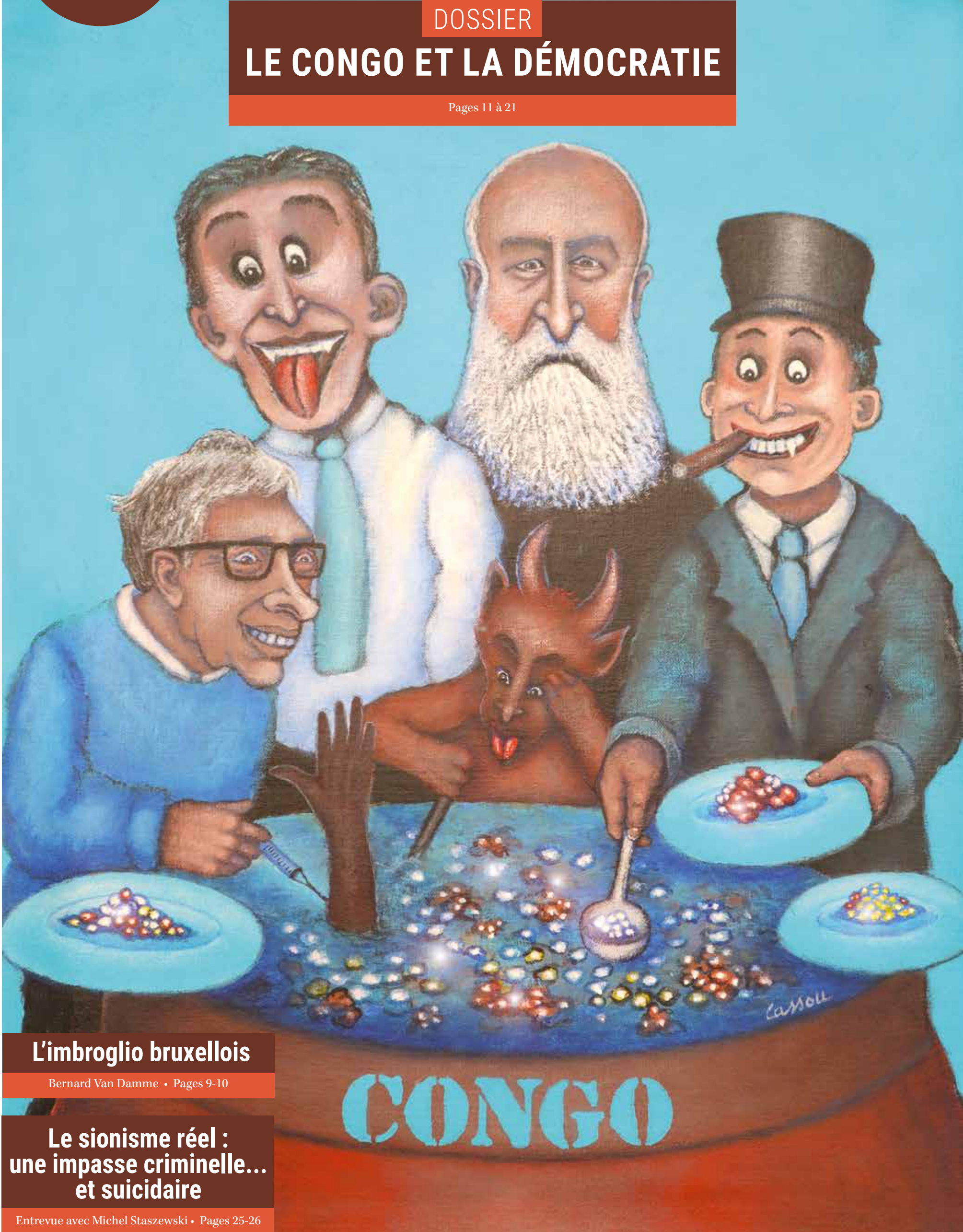
Numéro
d'hiver
32 pages

Kairos

JOURNAL LIBRE ● INDÉPENDANT

DOSSIER
LE CONGO ET LA DÉMOCRATIE
Pages 11 à 21

Illustration : Cassou



L'imbroglieo bruxellois

Bernard Van Damme • Pages 9-10

**Le sionisme réel :
une impasse criminelle...
et suicidaire**

Entrevue avec Michel Staszewski • Pages 25-26

Kairos

Editeur responsable : ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue des Bégonias, 32 - 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



SOMMAIRE

Arnaque électorale

Alexandre Penasse / Page 2

Aucun doute n'est permis, la NASA l'a dit

Constantin Mirabel / Pages 3-4

Programme Apollo : faux et usage de faux lunaire

Antoine Marcival / Pages 4-5

« Nommer le mediavers, c'est déjà commencer à le combattre. Nommer le moi-pensant c'est comprendre que nous avons les armes ! »

Entretien avec Alexis Haupt / Pages 6-7

Une voie pour les sans-voix

Entretien avec un Gilet jaune / Page 8

L'imbroglieo bruxellois

Bernard Van Damme / Pages 9-10

DOSSIER

Pages 11-21

Le Congo et la démocratie

P. W. / Page 11

Pourquoi haïr l'Occident ?

P. W. / Page 12

Les mots de la situation

P. W. / Page 13

Bande-son pour un coup d'État

François Massoulié / Page 13

Le Congo est un État failli

P. W. / Page 14

Une lente progression vers la démocratie

Propos recueillis par P. W. / Pages 15 à 17

Le temps de la démocratie

P. W. / Pages 18 à 20

Une autre histoire du monde connecté

Alexandre Penasse / Page 21

Réification

Ou de la chosification de l'homme

Kenny Cadinu / Pages 22-23

Le cour(ou)rier d'Anne Hotiaux

Page 23

AbbVie, le laboratoire qui vous empoisonnerait jusqu'à l'éviscération ?

Ambre Mainzet / Page 24

Le sionisme réel :

une impasse criminelle... et suicidaire

Entrevue avec Michel Staszewski / Pages 25-26

Rien de plus élémentaire pour gagner en autonomie que d'apprendre à préparer son pain

Christian La Grange / Page 27

Les droits des paysans

Serge Peereboom / Page 27

Gloire au petit Blanc avec ses idées noires

Jean-Guy Divers / Page 28

Fils de Pub

Alain Adriaens / Page 29

Dame Nature au secours de nos maux d'hiver

Virginie Belfiore / Pages 29-30

Vu, lu, entendu

Pages 30-31

Brèves

Page 32

Arnaque électorale

Saisir la plume... peut-être la meilleure chose à faire pour prendre un peu de hauteur, s'élever au-dessus des turpitudes politiques, des egos, des guerres intestines, coalitions et petits arrangements entre « amis », où idées et valeurs sont étouffées par le pouvoir et l'argent. Prendre la plume, pour sortir de « débats » stériles, face à un autre incapable de revoir sa position, pétri de certitudes, trop embourbé dans des perspectives de carrière, une image à vendre, où les mots prononcés ne se rapportent à aucun principe et se réduisent à des outils rhétoriques permettant d'arriver à ses fins : gagner !

Le 13 octobre dernier se tenaient en Belgique les élections communales, les citoyens devant décider qui ils voulaient pour les « représenter » au plus bas niveau de pouvoir. Si accoler l'épithète « participative » au mot démocratie relevait déjà de l'oxymore, donc de la tromperie, élire des représentants pouvait encore, peut-être, avoir du sens dans de petites entités géographiques. Là, en effet, les gens se connaissent normalement mieux, et il était peut-être encore possible d'avoir un œil sur celui qui siégeait.

Mais la participation a ses effets, même au plus bas niveau de pouvoir. Les mêmes qui écartent les citoyens des affaires les concernant directement et refusent de mettre en place des référendums d'initiative citoyenne (RIC) pérennisent des lois obsolètes favorisant les « grandes » listes. Ainsi, la clé Imperiali, du nom de son concepteur, datant de 1920, était encore d'usage en 2024 pour établir les sièges. Avec celle-ci, la participation s'assurait de sa reconduction, avec des alternances de partis dont on savait qu'ils partageaient les mêmes conceptions profondes de la société : c'est le parti qui faisait le plus de voix qui en nécessitait le moins pour obtenir un élu. Ainsi, par exemple, le MR avait besoin de 450 voix pour un élu, là où une liste citoyenne demandait le double : 900 voix. Ajoutez à cela la surmédiatisation des grandes figures des partis, déjà « élues » avant même d'avoir fait campagne et les moyens financiers de leur formation, vous aurez compris qu'on ne joue pas dans la même cour quand on émane des partis en place ou qu'on arrive dans le jeu en proposant une véritable démocratie participative¹. Sans oublier un système de vote électronique favorisant la fraude électorale et n'offrant aucune garantie sur la véracité des résultats, et nous voilà sûrs de la continuité du même.

Ce constat est désespérant, car comment imaginer que des millions des gens se rendent encore aux urnes pour solliciter des partis dont on sait qu'ils ne changeront rien en profondeur et ne feront qu'ajouter au désastre en cours ? Leur divergence dans le choix des coalitions en place dans les différentes communes indique au fond leur profonde convergence : si ici les bleus se mettent avec les verts et détestent les rouges, là les verts se mettent avec les rouges et détestent les bleus... mais au fond, tous sont d'accord avec les couleurs de l'arc-en-ciel.

Ces partis brandissent sans cesse l'épouvantail de l'extrême droite pour convaincre le peuple de les soutenir, alors que ce sont eux qui ont créé les conditions du vote d'extrême droite. Un exemple : le MR, grand gagnant des élections fédérales et régionales de mai 2024, parti de droite en Belgique, veut limiter les allocations de chômage à deux ans, ce qui fera basculer automatiquement les chômeurs sur les allocations du CPAS, prises sur les dépenses commu-

nales, ruinant à coup sûr des communes déjà endettées. Les mêmes qui, au niveau fédéral, tous partis confondus (sauf l'opposition PTB), se sont toujours refusés à attaquer de front un des problèmes majeurs de la misère, de l'injustice et du manque d'argent public, les paradis fiscaux, arguent des limites budgétaires au niveau local ne permettant pas d'allouer de l'argent à des secteurs essentiels comme la jeunesse, la culture, l'enseignement, la santé...

Ces politiques sont des agents palliatifs qui ne disent pas leur nom : à la fois membres et représentants de partis qui détruisent ce qui fait société, ils promeuvent la guerre en engageant de l'argent qui n'est pas le leur pour soutenir des guerres qu'ils ne font pas et qui, comme en Ukraine, auraient pu être évitées, ou soutiennent une politique vaccinale sans aucune réflexion sur son utilité, alors que des produits expérimentaux administrés à toute une population, reconnus comme ne protégeant ni contre l'infection ni contre la transmission, font l'objet d'une propagande inédite dans l'histoire.

Espérons que de cette continuité chaotique dont les urnes donnent encore la preuve, émergera un jour une conscience suffisante pour renverser la marche en cours.

Alexandre Penasse



Illustration : NOIR&CLAIR

1. <https://www.rtbf.be/article/elections-communales-pourquoi-les-grandes-listes-sont-avantagees-et-pourquoi-autant-de-cartels-entre-partis-11447308>

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente
Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub
Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820
Imprimé en France.
Imprimerie Rotochampagne,
2 rue des Frères Garnier
F-52000 Chaumont

Tirage : ce numéro a été tiré à 4.000 exemplaires
Route : Rotochampagne, Cambier
Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue des Bégonias, 32
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse
(ap@kairospresse.be)
Secrétaire de rédaction : Bernard Legros
Graphisme : Studio Noir & Clair
Rellecteurs :
Janine, Nadia, Alain, Annie, Colette, Amélie, Brigitte.
Pour commander des numéros :
commande@kairospresse.be

Chroniqueurs / Rédacteurs
Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.),
David Tong (D.T.), Alain Adriaens (A. A.) François
Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.), Kenny Cadinu
(K.C.), Kaarle Joonas Parikka (K.J.P.), Marion
Feledziak (M.F.).
Ont contribué à ce numéro
Jean-Guy Divers, Paul Willems, Anne Hotiaux,
Christian La Grange, Serge Peereboom, Virginie
Belfiore, Marzie Flodienka, Michel Staszewski,
Ambre Mainzet, Bernard Van Damme, Alexis
Haupt, Antoine Marcival, Constantin Mirabel.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber !
Illustrations :
Cassou, Noir&Clair, Mystigris, UncannyBee,
Timothée Simon, Philippe Debongnie, Roland De
Wind, Antoine Demant, Griseflor, Aurélie Garnier,
Mickomix.

Nos copains de la presse libre en Suisse et en France



-Moins!



AVERTISSEMENT

Les mystérieux Constantin Mirabel et Antoine Marcival lèvent un coin du voile sur un événement — mythe ou réalité ? — ayant marqué tous les Terriens qui avaient au moins 6 ans en 1969 et fait l'objet d'un album de Tintin, e. a. : on a marché sur la Lune ! Le premier choisit l'angle anthropologique après avoir lu Aldo Sterone, alors que le second résume l'historiographie du programme Apollo. Tous deux ont regardé *American Moon*, de Massimo Mazzucco*. Qu'on LEM ou pas, ce long documentaire est absolument interpellant. Alors, « conspirationniste », *Kairos* ? Si nous voulions faire plaisir à nos contempteurs, nous répondrions : pas plus ni moins que d'habitude ! Nous ne sommes pas non plus à la recherche de sensationnalisme, mais de la vérité, sans toutefois prétendre toujours la trouver, encore moins la détenir. Nous aimons aussi le débat sans tabou. Nous déclinons toute responsabilité en cas de palpitations cardiaques. Sur ce, bon voyage interstellaire.

* <https://www.youtube.com/watch?v=LwMJN5wko8U>

Aucun doute n'est permis, la NASA l'a dit

J'ai lu le nouveau livre d'Aldo Sterone, *On n'a jamais marché sur la Lune. L'imposture Apollo* (2024). Auparavant, j'avais visionné *American Moon* de Massimo Mazzucco¹, un documentaire italien très fouillé déroulant argument sur argument contre la thèse officielle. J'ai ensuite écouté quelques « débankages » des *fact-checkers* des mass médias sur ce film de plus de 3h30. Il est à noter que « vérifier les faits » ne semble, justement, pas plaire à ces derniers. En réalité, leur fonction est exactement l'inverse : empêcher, par tous les moyens, sauf à la marge pour mieux duper, tout questionnement des thèses officielles. Mon propos ici ne sera pas de développer les arguments et contre-arguments. Je renvoie le lecteur à ces documents. Ce qui m'intéressera est la menace qui pèse sur ceux qui, comme moi, ont fait cette simple démarche de bon sens, et qui est la base de l'esprit scientifique.

Dans son essai, A. Sterone observe : « *Quand une opération psychologique est bien menée, même quand plus tard la vérité éclate et que les cartes sont exposées, les esprits embrouillés refusent d'y croire. Ils s'accrochent au mensonge initial qui deviendra leur bien intellectuel le plus précieux. Il y a probablement une part d'ego qui nourrit une forme de déni. On ne veut pas admettre qu'on a été berné. Il vaut mieux défendre le narratif initial et garder une bonne image de soi* ». Voici 5 siècles, douter de la résurrection du Christ pouvait entraîner une condamnation à mort, éventuellement précédée d'une séance de torture. On ne blasphème pas impunément. Freud expliquait que la religion consiste à rabattre une névrose individuelle sur une névrose collective. On sent bien que le problème de la présence humaine sur la Lune relève de cette dimension religieuse. La violence des réactions – visages crispés, rires, insultes, volonté de changer immédiatement de sujet, fausse indifférence, disqualification du médium (j'en parle plus loin), minimisation absurde de la portée de l'événement, mise en exergue d'une erreur (inévitable) qui invaliderait l'ensemble de la démonstration... – montre que l'on a touché un point sensible. « *L'homme moderne contrairement à ce que l'on pourrait croire prend très au sérieux le sentiment du sacré* », observait le philosophe et théologien Jacques Ellul (1912-1994). Touchez-le « *et le sacré caché au fond du cœur se remue*² ». Simplement exprimer un doute que les Américains aient pu marcher sur la Lune vaut condamnation, bannissement du cercle de la Raison, pathologisation, torrent d'insultes... Comme l'a dévoilé Ellul dans son œuvre, nos sociétés modernes ont transféré le sacré sur la science. Bien entendu, la possibilité d'une croissance infinie est au cœur de cette religion. C'est même la mère de toutes les *fake news*. Cependant, tout esprit un minimum équilibré comprend bien que les arbres ne montent pas jusqu'au ciel. L'expansion illimitée trouve donc sa légitimité dans une science pervertie en pensée magique. La « science » nous permettrait ainsi de nous affranchir des lois de la biophysique. Le

scientisme, c'est la science qui nie la science. La conquête spatiale, mais surtout la mission *Appolo 11*, durant laquelle deux Américains auraient foulé le sol lunaire, a été un point d'orgue du grand récit qui supporte la religion scientiste. « *C'est un petit pas pour l'homme, un grand pas pour l'humanité* », nous connaissons tous cette phrase de l'astronaute Neil Armstrong. Pour l'homme moderne, c'est d'ailleurs bien plus certain qu'un Christ qui aurait marché sur l'eau. Est-ce moins sûr³ ? Jeter à une foule de nos contemporains son doute sur la réalité de la présence de l'humain sur la Lune, c'est comme clamer à des musulmans que le Coran n'est pas créé ou à des juifs qu'ils ne sont pas le Peuple élu. Vous n'obtiendrez pas un retour à la raison critique, mais des réactions hystériques. D'autant plus que si les disciples des religions du Livre savent qu'ils croient, les scientifiques sont persuadés du contraire : leur croyance relève pour eux du fait objectif.

L'imprégnation de ce discours est telle que, même dans les milieux techno-critiques les plus radicaux, il est quasiment impossible d'exprimer sereinement ses interrogations sur la mission *Apollo 11*. Ces mêmes milieux font ailleurs preuve d'un esprit critique exacerbé, voire quelques fois paranoïaque. Mais ici, il faudrait croire la NASA, qui opérerait alors au plus fort de la guerre froide et qui, étant mi-civile, mi-militaire, rusait, mentait ou intoxiquait, ce qui est à la base de l'art de la guerre. Comme feinter est la base des arts martiaux ou des sports de combats. La fin du film *Batman, Le Chevalier noir*, réalisé par Christopher Nolan (2008), m'avait frappé. La morale du film légitimait le mensonge comme devoir du pouvoir : « *Parce que c'est une nécessité. Parce qu'il arrive que la vérité ne suffise pas. Il arrive que les citoyens méritent mieux. Les citoyens méritent parfois qu'on récompense leur loyauté* », explique Batman. Nous savons combien les *blockbusters* d'Hollywood sont l'expression du pouvoir US. Néanmoins, mettre en doute la réalité du récit de la NASA, c'est immanquablement passer pour un « complotiste » et autres noms d'oiseaux. Pire, tant cette histoire nous traverse tous, celui qui s'y aventure devra d'abord avoir le courage de « penser contre soi ». Ensuite, il va lui falloir avoir la force d'affronter le regard de ses interlocuteurs, imaginant qu'ils vont immanquablement le considérer comme fou. Ceux-ci le renverront invariablement, sûrs de leur sagesse, à une posture ultra-relativiste ou nihiliste. La leçon contre les hérétiques a été aussi profondément intégrée que le fait lui-même. Pourtant, la crédulité face aux institutions et l'irrationalisme sont les deux faces d'une même pièce. La crainte de commencer à douter du récit de la NASA est bien légitime : « *Si je commence à penser cela, que va-t-il m'arriver ?* » Or, la plus grande peur d'un être humain est d'être exclu. D'autant plus qu'une fois l'esprit dégrisé, difficile de revenir en arrière. « *Comment ai-je pu croire une telle suite d'in vraisemblances ?* », est la nouvelle interrogation qui se substituera à l'autre. Un seul exemple, sur la Lune la température est le jour de 150°C

et la nuit d'environ -200°C. Les Américains annonçaient des sorties jusqu'à plus de 7 heures. Que dire encore de la crédibilité d'avoir expédié, à trois reprises, une jeep lunaire, lors des missions *Apollo* ? La liste de ce qui semble alors devenu des aberrations est longue.

À l'instar du covidisme, on ne peut donc rien comprendre de ce sujet sans intégrer qu'avant d'être un sujet scientifique, il s'agit d'abord et avant tout d'un phénomène humain et de ses croyances. C'est cela le vrai sujet. Dans une société où le nazisme constitue le Mal absolu, il demeure bien paradoxal que le « père » de la fusée qui aurait expédié les Américains sur la Lune fut un ancien aristocrate nazi recyclé, Werner von Braun ; un scientifique qui avait conçu le V2, premier missile balistique de l'histoire. La base du journalisme est de développer l'esprit critique des citoyens, notamment face aux institutions et à leur propension logique au mensonge. Nous n'en dresserons pas la liste, infinie, ici. Un seul exemple avec la célèbre fiole d'anthrax brandie par Colin Powell à l'ONU. Les *fact-checkers* n'existaient pas encore, mais nous pouvons imaginer quelle aurait été leur attitude face à ce qui est reconnu, par tous depuis, comme un énième mensonge de l'État US. Il faut donc qu'un simple citoyen, ici Aldo Sterone, fasse un travail d'investigation qui devrait être celui du « quatrième pouvoir ». Ce dernier est, pour des raisons structurelles, employé à l'exact inverse de sa fonction, à savoir être réduit à une meute de VoPos au service de la doctrine officielle⁴. À l'inverse de leur fonction, mass médias et *fact-checkers* font système comme police de la pensée. On se souvient de la menace du « journal de tous les pouvoirs⁵ », *Le Monde*, au sujet de Brigitte Macron : « *Personne ne peut faire usage d'une telle rumeur sans se discréditer lui-même* » (31 mars 2022). Elle relève de l'antithèse d'une pensée critique : « *La philosophie nous enseigne à douter de ce qui nous paraît évident, la propagande, au contraire, nous enseigne à accepter pour évident ce dont il serait raisonnable de douter* », expliquait Aldous Huxley (1894-1963)⁶. Le covidisme, le soutien incondicional à l'Ukraine ou à Israël, et tant d'autres événements fonctionnent selon cette même rengaine.

1. <https://www.youtube.com/watch?v=LwMJN5wko8U>

2. *Exégèse des nouveaux lieux communs*, Calmann-Lévy, 1966.n.

3. Des historiens ont apporté des explications rationnelles à un Jésus marchant sur l'eau : froid exceptionnel entraînant une glaciation, etc.

4. Il est à noter que l'énoncé de la réalité scientifique la plus élémentaire, par exemple que jamais un homme ne deviendra une femme, et inversement - car on ne passe par de XY à XX et vice-versa - vaut aux yeux des « vérificateurs de faits » délation pour « transphobie » devant conduire au tribunal.

5. Qualificatif de Guy Debord.

6. *Retour au meilleur des mondes*, 1958.

Aldo Sterone a auto-édité son essai, sans notes et références, chez Amazon®. Il ne croit non pas à l'origine humaine du réchauffement climatique, mais à ce dernier lui-même. C'est son droit. Les tentatives actuelles de criminaliser les tenants de ces thèses sont d'essence totalitaire. Si pour nous l'écologie est un moyen de la liberté, c'est pour eux l'inverse. A. Sterone a des connivences dans la droite souverainiste, ce qui invaliderait toute crédibilité à ses dires. Les staliniens niaient selon la même rhétorique la réalité des goulags face aux dissidents. A. Sterone n'est pas « écolo ». Il est à craindre qu'il affirme, à la manière un tantinet péremptoire qui est la sienne, que la science permettra de rendre l'expansion infinie. Il a déclaré à la revue sioniste *Causeur* : « *Je ne cache pas être assez pro-israélien. Je pense même être le seul blogueur arabe pro-Israël !* » (6 août 2020). Mais la vérité, d'où qu'elle vienne, reste la vérité. On ne lit jamais assez ses contradicteurs, adversaires, et même ennemis. Or, ce sont eux qui vont empêcher notre pensée de se nécroser. « *L'ennui dans ce monde, c'est que les idiots sont sûrs d'eux et les gens sensés pleins de doutes* », insistait le scientifique et pacifiste Bertrand Russell⁷. Il n'y a pas d'hommes purs qui aient raison sur tout, à moins de chercher

un gourou. Nous avons tous notre part d'ombre et de lumière, comme chacun apporte une part de vérité (comme de mensonge). La base de l'esprit scientifique est d'étudier toutes les éventualités, même celles qui paraissent improbables. On tend vers la vérité dans l'échange d'arguments contradictoires, en bridant son ego pour accepter de se tromper mille fois. L'insulte a la fonction rigoureusement inverse. Force est de remarquer que les tenants de la thèse officielle ont cette fâcheuse tendance, et que leur capacité de douter semble faible.

Donc, peut-être que la NASA a envoyé des hommes sur la Lune. Ce serait le cas, cela n'invaliderait pas le sens général de cette réflexion. Pour le moment, je n'ai vu aucun argument définitif, ni dans un sens, ni dans l'autre. Je ne suis pas nietzschéen, mais je fais mienne sa citation : « *Les certitudes inébranlables sont des ennemis de la vérité, plus graves que le mensonge.* » Néanmoins, après examen, la thèse officielle semble tenir bien difficilement. Tout porte à croire que les cosmonautes sont restés en orbite. Dans cette hypothèse, avant la mission SpaceX Polaris Dawn d'Elon Musk (à 1.400 km, si j'ai bien compris), les humains ne seraient pas allés à plus

de 500 km de la Terre. Hormis les affirmations des missions Apollo, c'était la distance maximale toujours atteinte (la Lune tourne autour de 390.000 km de la Terre). Après, on peut toujours renvoyer les sceptiques aux complotistes et compagnie. À mes yeux, cela en dit surtout long sur ceux qui s'y livrent.

Comme le relève A. Sterone, le problème est donc d'abord psychologique : comment après avoir cru *mordicus* que des Amerloques sont allés sur la Lune, voire traité d'abrutis les personnes qui émettaient courageusement des doutes, commencer simplement à s'interroger ? Il faut alors une bonne dose d'humilité, et elle n'est pas accessible à tous. Exister, c'est déjà difficile si en plus il faut s'interroger si profondément sur le maigre socle sur lequel nous reposons...

Constantin Mirabel

7. Bertrand Russell (1872-1970), *Mortals and Others: Bertrand Russell's American Essays*, 1931-1935, volume II, Routledge, 1998.



Illustration : Illystigris

Programme Apollo : faux et usage de faux lunaire

Pour l'apprenti complotiste prêt à faire preuve de bonne volonté, mais qui tient tout de même à conserver quelques relations sociales, l'hypothèse que le premier homme sur la Lune (et les suivants) ait été le fruit d'un gigantesque canular est souvent le pas de trop. Le président Kennedy assassiné avec la complicité de son vice-président Lyndon B. Johnson : ça tient la route. Les tours jumelles du WTC ayant subi une destruction contrôlée par explosifs le 11 septembre 2001 : ça ne fait guère de doute. Mais l'alunissage du LEM le 21 juillet 1969 qui serait une imposture : y a quand même des limites au délire ! Et de fait, il est indéniable que remettre en cause le premier pas de l'homme sur la Lune ouvre des abysses inquiétants et fait perdre subitement à l'homme moderne l'aura que lui avait donnée son prétendu exploit d'être parvenu pour la première fois dans l'histoire de l'humanité à gagner le sol d'un autre astre que la Terre. Et d'ailleurs : les images existent ! Tout le monde les a vues ! Et puis les Soviétiques, c'est évident, auraient dénoncé les Américains en cas de supercherie ! Pourvu pourtant qu'on accepte de se pencher sur le sujet et

on aura l'occasion de constater que non seulement le délire pourrait bien n'être pas là où on le pensait, mais qu'en outre, plus de 50 ans après l'impensable « exploit », les incessants retards et les difficultés immenses que rencontre le programme Artémis – programme supposé envoyer de nouveau des hommes sur la Lune d'ici 2026 – n'ont pas lieu de surprendre : le compte (technologique) n'y est toujours pas.

Dans la « course aux étoiles » qui va occuper l'URSS et les États-Unis entre 1957 et le milieu des années 1970, c'est l'Union soviétique qui prend rapidement les devants. Celle-ci enchaîne en effet les exploits : premier satellite artificiel en orbite (*Sputnik* en octobre 1957), premier être vivant en orbite (la chienne *Laïka* en novembre 1957), premier survol de la Lune (sonde *Luna 1* en janvier 1959) et premier vol orbital habité (*Youri Gagarine* dans le vaisseau *Vostok 1* le 12 avril 1961). Le camouflet est immense pour les États-Unis et l'exemple est déplorabile (du point de vue occidental), qui voit une économie planifiée dans le cadre d'un régime politique se réclamant du

« communisme » supplanter le pays phare du capitalisme et de l'économie de marché.

Sous l'influence de son vice-président Lyndon B. Johnson, et contraint à la surenchère face aux exploits soviétiques, le président John F. Kennedy annonce le 25 mai 1961 l'ambition insensée des États-Unis de faire marcher le premier homme sur la Lune (et accessoirement de le ramener) avant la fin de la décennie. Figure de proue de l'idéologie du marché libre et héraut de l'entreprise privée à but lucratif, Washington n'en est pas moins pragmatique et confie le projet fou à son agence spatiale d'État, la NASA, créée par Eisenhower en 1958. Le programme est nommé *Apollo* et c'est à James Webb, administrateur de la NASA depuis février 1961, qu'est confiée la tâche de le mener à terme. Tâche immense, car, en moins de 10 ans, il va s'agir non seulement de concevoir les deux modules (module lunaire qui se posera sur la Lune et module de commande qui l'attendra en orbite lunaire), mais aussi la fusée capable d'envoyer une charge utile estimée à près de 50 tonnes.

De leur côté, les Soviétiques ne sont pas en reste et enchaînent les « premières » et les exploits : première sortie extravéhiculaire (18 mars 1965), première cartographie photographique de la Lune (18 juillet 1965), premier atterrissage dit « en douceur » sur la Lune (3 février 1966), premier satellite artificiel autour de la Lune (3 avril 1966), premier accostage automatique entre deux engins inhabités (30 octobre 1967) et premiers êtres vivants orbitant autour de la Lune et revenant intacts sur Terre (18 septembre 1968). Cette dernière mission, appelée *Zond 5*, est cruciale : elle doit permettre en effet aux Soviétiques de savoir si leur propre programme de vol habité lunaire est viable. La mission *Zond 5* emporte un mannequin équipé d'un compteur de radiations et une « charge biologique » comptant deux tortues, des mouches, des vers de farine, des plantes, des graines et des bactéries. Par quoi cette « charge biologique » était-elle protégée et qu'ont découvert alors les Soviétiques ? La réponse se trouve dans les archives du programme spatial soviétique. Une chose est sûre : c'est à la suite de ces résultats que l'URSS abandonne toute ambition d'envoyer un être humain sur la Lune ou même de faire accomplir à ses cosmonautes une orbite lunaire, exploit dont elle paraissait pourtant toute proche. James Webb ne s'y trompe d'ailleurs pas, qui déclare que la mission *Zond 5* est « la plus importante démonstration spatiale faite par une nation à ce jour ». Moins de 3 semaines après, l'homme qui tient à bout de bras le programme *Apollo* depuis bientôt 8 ans démissionne. Raison officielle invoquée : le président Johnson, à l'origine de sa désignation à la tête de la NASA, ne se représente pas et James Webb veut permettre au successeur de Johnson à la Maison-Blanche de désigner en toute liberté son propre administrateur au sommet de l'agence spatiale états-unienne. Singulière raison à vrai dire, d'autant plus que la démission de Webb intervient 4 jours avant le décollage de la mission *Apollo 7*, test crucial pour le programme *Apollo* tout entier 1 an et 10 mois après le terrible échec d'*Apollo 1* (incendie au sol du module de commande et mort des trois membres de l'équipage) : il s'agit en effet de répéter en orbite terrestre les manœuvres qui devront être effectuées avec le module de commande en orbite lunaire. Or, c'est à partir de cette mission que les Américains enchaînent les exploits tous plus remarquables les uns que les autres.

Apollo 8, le 21 décembre 1968, voit le premier vol habité parvenant à se détacher de l'orbite terrestre. C'est également le premier vol habité à franchir les ceintures de Van Allen et le premier vol habité à se placer en orbite lunaire. Trois exploits absolument considérables ! *Apollo 9*, le 3 mars 1969, est une répétition générale en orbite terrestre avec sortie extravéhiculaire de 56 minutes et test pour vérifier la possibilité d'utiliser le module lunaire comme « radeau de survie » en cas de problème avec le module de commande. *Apollo 10*, le 18 mai 1969, aurait dû aboutir au premier alunissage humain, mais la NASA choisit de faire une dernière répétition grandeur nature, cette fois en orbite lunaire. Et *Apollo 11* est évidemment la mission de tous les exploits, 9 mois après la démission de James Webb. Il s'agit en effet du premier vol habité parvenant à atteindre le sol d'un autre astre que la Terre, le 21 juillet 1969. C'est par ailleurs le premier alunissage du LEM, le module lunaire : un exploit accompli donc au premier essai. Et c'est bien sûr le premier pas d'un homme sur un autre astre que la Terre. Six missions lunaires supplémentaires suivront, dont une seule ne sera pas conduite à son terme : la treizième évidemment...

Très tôt cependant, des doutes surgissent concernant l'authenticité de l'exploit prétendument accompli par les États-Unis. En 1976 notamment, Bill Kaysing, un ancien officier de l'US Navy ayant travaillé pour la société qui construisait les moteurs F-1 utilisés par la fusée Saturne V, fait paraître à compte d'auteur *We never went to the moon : America's Thirty Billion Dollar Swindle* (« Nous ne sommes jamais allés sur la Lune : l'escroquerie américaine à trente milliards de dollars »). Des délires complotistes de toute évidence, car n'existe-t-il pas des images de l'alunissage que la planète tout entière ou presque a pu voir en direct ? Regardons toutefois les choses d'un peu plus près : ces images, que tout le monde a vues, peut-on vraiment les considérer comme une preuve irréfutable ? De très mauvaise qualité, ce qui en fait quelque part la crédibilité (elles sont supposées avoir franchi 400.000 kilomètres avant de parvenir à la Terre), elles auraient en effet pu être tournées n'importe où, et par exemple lors des entraînements en conditions « réalistes » des astronautes sur Terre (une soixantaine pour l'ensemble des missions *Apollo*), avant d'être diffusées en pseudo-direct. On sait également que, pour

préparer la phase d'orbitage autour de la Lune, les Américains avaient construit une maquette de notre satellite très réaliste. Ce qui aurait pu leur permettre de produire des films tout à fait crédibles et à même de laisser croire qu'effectivement, le vaisseau d'où avait été prise la vidéo se trouvait bien en orbite autour de la Lune. Quant aux images photographiques prétendument rapportées de l'astre lunaire, elles sont elles-mêmes fort suspectes : non seulement parce que les températures extrêmes sévissant sur la Lune (150°C en dessous de zéro à l'ombre, 150°C au-dessus de zéro au soleil) rendent impossible l'usage de pellicules en milieu lunaire ; mais aussi concernant le module lunaire qu'on y voit et qui tient manifestement de la (mauvaise) maquette de cinéma, constituée de carton, d'aluminium et de bouts de scotch afin de faire tenir le tout. Rien qui, en toute hypothèse, n'ait été en mesure d'amener quelque astronaute que ce soit sur la Lune. Certains de ceux qu'on appelle les « *debunkers* » auront le culot de prétendre que le scotch était effectivement utilisé à la NASA parce que cela permettait de « *gagner du poids* » par rapport à de lourds rivets en métal : cela donne une idée du niveau de ceux qui prétendent nier que les missions *Apollo* ont un grave problème de crédibilité.

Mais les Soviétiques n'auraient-ils pas dénoncé la supercherie ? Encore aurait-il fallu qu'ils en eussent la preuve ! Pour donner une idée, le télescope spatial Hubble, mis en orbite en avril 1990 et qui possédait un miroir primaire de 2,4 mètres, était incapable de distinguer un objet inférieur à la taille d'un terrain de football sur la Lune. Il était donc absolument impossible aux Soviétiques de savoir si des hommes se trouvaient bien dans les modules envoyés par les Américains en direction de la Lune. Seuls les signaux radio émis par ces modules permettaient probablement d'en suivre la trace, sans aucune possibilité néanmoins de savoir s'il s'agissait de vols habités ou de sondes automatiques.

En somme, toute la crédibilité des missions *Apollo* repose sur ce qu'en ont donné à voir les Américains eux-mêmes : des images télévisées de qualité fortement dégradée dont les bandes originelles, selon la NASA elle-même, ont été détruites. Et les photographies à la résolution remarquable que tout le monde connaît. Mais ces films et ces photographies ne prouvent en vérité rien. Ni que les Américains sont allés sur la Lune, ni qu'ils n'y sont pas allés. La NASA peut après tout avoir voulu documenter les missions *Apollo* par des reproductions en studio précisément parce qu'il était impossible de réaliser des films ou de prendre des photographies dans l'espace. De sorte que c'est selon que l'on prête foi ou non à la parole de la NASA ou du gouvernement US que l'on peut avoir la conviction que les missions *Apollo* sont authentiques ou qu'au contraire elles sont un immense canular. Et, de ce point de vue-là, lorsqu'on connaît le rapport très particulier qu'ont toujours entretenu ou presque les gouvernements états-uniens avec la vérité, il ne paraît pas déraisonnable d'estimer que l'hypothèse d'une supercherie est à minima plausible. L'objectif assigné par Kennedy le 25 mai 1961, visant à poser un homme sur la Lune (et à le faire revenir...), était assurément insensé, mais tout laisse à penser qu'il fût d'abord pris au sérieux et que, pendant un temps du moins, la NASA et son administrateur James Webb cherchèrent véritablement à l'atteindre, dans les règles de l'art pour ainsi dire. L'incendie d'*Apollo 13* toutefois, qui obligea à tout revoir et retarda le programme *Apollo* de 21 mois selon les propres dires de la NASA, a peut-être révélé à quel point le délai imposé par Kennedy était proprement délirant, voire que l'objectif qui avait été fixé n'était simplement pas réalisable. Les Soviétiques s'y essayèrent, mais après le retour de la mission *Zond 5* le 18 septembre 1968, qui visait notamment à effectuer des tests de radiation, ils abandonnent tout ou presque pour se concentrer sur des sondes automatiques (*Venera 7*, première sonde à atterrir sur une autre planète, Vénus, le 15 décembre 1970) et sur la réalisation de stations spatiales placées en orbite terrestre (*Salout 1*, première station spatiale placée en orbite, le 23 avril 1971). Nous l'évoquions, eurent-ils alors la confirmation avec *Zond 5* qu'il était impossible pour des hommes, du moins avec les technologies actuelles et celles qu'on pouvait anticiper dans un futur proche, de franchir les ceintures de Van Allen ?

Ces ceintures, rappelons-le, ont été découvertes par le scientifique Van Allen en février 1958 grâce au premier satellite artificiel américain *Explorer 1* et au matériel de détection du rayonnement cosmique emporté à bord. Les valeurs de radiation étaient tellement hautes que le compteur Geiger omni-

directionnel placé dans le satellite n'a pas été en mesure de les quantifier et fut continuellement saturé. Est-ce pour cette raison que, 10 années après, Webb déclara au sujet de *Zond 5* qu'elle était « la plus importante démonstration spatiale faite par une nation à ce jour » ? A-t-il eu alors des informations qui lui permirent de comprendre que le programme *Apollo*, en l'état et à court ou moyen terme, n'était pas réalisable ? Nous le disions : le 7 octobre 1968, soit 3 semaines après le retour sur Terre de la sonde *Zond 5*, James Webb démissionne du poste qu'il a occupé pendant presque 8 ans à la tête de la NASA ; à 4 jours seulement du décollage de la mission *Apollo 7*, mission qui va lancer la plus incroyable série de succès technologiques et d'exploration de toute l'histoire humaine et va faire la gloire tant de la NASA que des États-Unis.

Au-delà de l'explication ridicule liant cette démission au retrait de Johnson de la course aux présidentielles, certains diront peut-être que James Webb estimait qu'il avait accompli sa mission, que tout était en place pour la réussite du programme *Apollo* et que, faisant preuve d'une incroyable humilité, il décida de se retirer afin de ne pas accaparer les lauriers de la gloire. Explication alternative pour le moins peu convaincante elle aussi. Considérons plutôt une autre hypothèse. Dans le cadre de la guerre froide, il s'agit tant pour l'URSS que pour les États-Unis de prouver la supériorité de leur modèle économique : planifié pour les Soviétiques, libéral pour les Américains (mais dans les faits, le programme *Apollo* relève assurément de la planification sous contrôle d'une agence, la NASA, tout ce qu'il y a de plus étatique). L'enjeu est international : une domination nette des Soviétiques dans le domaine spatial démontrerait aux populations, en particulier celles des pays du tiers-monde, que le communisme est capable de conduire un pays au plus grand développement en un temps très court (il s'est écoulé 40 ans entre la fin du tsarisme en 1917 et le premier satellite artificiel envoyé en orbite en 1957, l'URSS ayant dû entre temps passer d'une économie principalement agricole à une économie industrielle et produire le plus grand effort de guerre de toute l'histoire humaine afin d'affronter l'essentiel des forces nazies durant presque 4 ans). Le premier pas d'un homme sur la Lune ne remettrait pas seulement les compteurs à zéro, il consacrerait définitivement les États-Unis comme le système économique et politique le plus efficient, à même de conduire l'humanité aux plus grands exploits. Mais les résultats de *Zond 5* – et probablement des recherches faites sur le sujet par la NASA elle-même (les ceintures de Van Allen sont considérées comme l'un des problèmes majeurs à résoudre pour une mission humaine en direction de la Lune lorsque le programme *Apollo* est lancé, avant que peu à peu le sujet ne disparaisse dans les limbes) – entérinent l'impossibilité d'un voyage vers la Lune.

Le formidable objectif qu'avait fixé Kennedy 7 ans plus tôt, sur les conseils « avisés » de Lyndon B. Johnson, est inatteignable, du moins en l'état actuel de la science et des technologies disponibles. Webb est évidemment bien placé pour le comprendre avant tout le monde. Et pour en informer ses supérieurs. Que se passe-t-il alors ? Pour les plus hautes instances des États-Unis, il est impossible que le pays fasse marche arrière. Ce serait un camouflet immense. Il n'y a donc qu'une seule solution. Organiser le plus grand canular de tous les temps : faire croire à la réussite du programme *Apollo*. Tout est disponible en vérité. Les entraînements des astronautes en conditions aussi réalistes que possible ont impliqué de reproduire au mieux les conditions lunaires. On dispose d'une gigantesque maquette de la Lune. Des sondes automatiques peuvent également permettre d'obtenir des images de l'espace. Il n'est même pas nécessaire d'avoir prévenu auparavant les astronautes. On a pu faire répéter Neil Armstrong, Buzz Aldrin et Michael Collins comme s'il ne s'agissait que d'un entraînement, puis les placer devant le fait accompli. James Webb, pour sa part, ne veut pas couvrir une telle entreprise de mystification et démissionne. L'explication paraît farfelue ? En vérité, elle ne l'est que si l'on se persuade que jamais un gouvernement, et encore moins celui des États-Unis, n'aurait osé falsifier un tel événement et prétendre avoir accompli un si formidable exploit. Elle l'est beaucoup moins quand on connaît la capacité au contraire des gouvernements étatsuniens à s'affranchir de toutes règles en matière de vérité lorsque les intérêts ou prétendus intérêts du pays sont en jeu.

Antoine Marcival, auteur de *Index Obscurus, deux siècles et demi de complots, 1788-2022*, Editions Jean-Cyrille Godefroy, 2024, 360 p, 26€.

« Nommer le mediavers, c'est déjà commencer à le combattre. Nommer le moi-pensant c'est comprendre que nous avons les armes ! »

J'ai découvert Alexis Haupt sur X – la plateforme d'information citoyenne du XXI^e siècle – et bientôt, il ne se passe plus un jour sans que je lise ses tweets quotidiens d'une efficacité et d'une justesse remarquables. Une synchronicité un peu magique nous permet, un jour, d'échanger quelques mots (toujours sur X), c'est tout simplement le début d'une discussion qui durera plusieurs semaines. En voici un aperçu, autour de deux de ses essais (*Discours de la servitude intellectuelle et Mediavers, médiathéisme et complosophisme*).

Entretien à distance avec Alexis Haupt, philosophe, essayiste et semeur de pensées réflexives sur X.

Kairos : Vous êtes un personnage discret, comment auriez-vous envie de vous présenter aux lecteurs de Kairos ?

Alexis Haupt : Je suis un homme qui pense et qui couche ses pensées sur papier depuis l'âge de 20 ans. Je suis un philosophe autodidacte qui lit des livres de philosophie tous les jours et ce depuis la fin de mon adolescence. Je ne suis volontairement pas passé par un cursus universitaire, parce que je suis véritablement bien dans ma petite bulle à penser par moi-même au contact des pensées des autres. Pendant la crise sanitaire, je suis arrivé sur les réseaux sociaux, parce que ce qu'il se passait était trop grave (confinement, terrorisme d'état, mesures liberticides et totalitaires avec la doxa : « *Tous vaccinés tous protégés* » et surtout, censure de tous ceux qui s'interrogeaient). Vivant tout cela dans ma chair, j'ai décidé de faire ma part en partageant modestement mon éclairage et mes concepts – j'aime beaucoup l'idée du concept – et j'ai constaté que j'avais un certain *logos* à offrir dans cette guerre du récit. Ce *logos* est important, car il permet de voir plus clair et surtout d'avoir des mots pour se défendre.

Qu'entendez-vous par *logos* exactement, quels sont ces mots qui nous permettent de nous défendre ?

Quand je parle de mot pour se défendre, je pense par exemple à *complosophisme*. J'ai inventé ce concept-là il y a 10 ans, dans un livre qui s'appelle *Je suis votre voix ou la démocratie indirecte, une belle mascarade*. Ce concept signifie le fait de coller l'étiquette de complotiste sur une personne pour ne pas avoir à débattre ni de ses arguments, ni de ses idées, ce qui revient à la taxer d'esprit délirant. Et c'est ce qui se cache en réalité derrière l'étiquette de complotiste : sous-entendre qu'on a affaire à un discours délirant, c'est donc une psychiatrie de la personne, celle qui doute ; en plein covid, celle qui prônait la pharmacovigilance ! Je suis venu sur les réseaux pour offrir ces concepts dans le but qu'on s'en saisisse, pour les utiliser comme bouclier contre d'autres mots, parce que le mot complotiste est une arme utilisée par les puissants qui l'ont bien compris ; il est donc utile de créer des mots bouclier.

Vous nous apprenez donc ici que vous avez inventé le mot et le concept de *complosophisme* il y a 10 ans déjà. Cela fait de vous un véritable avant-gardiste du concept ! Vous confirmez un de vos tweets phare « *un complotiste, c'est quelqu'un qui a 36 mois d'avance* ». Qu'est-ce qui à l'époque a forcé la genèse de ce mot ?

À l'époque de l'écriture de ce livre, je décrivais la démocratie représentative, qui est pour moi un oxymore : dans la démocratie, le peuple n'a pas besoin de représentants, il se représente lui-même. Aujourd'hui, nos représentants sont omnipotents, ce sont donc des maîtres. J'expliquais donc que l'élection telle qu'on la connaît offre forcément le pouvoir aux plus riches (je parle ici de la caste oligarchique, le 1%, le monde de la finance, les multimilliardaires), ce qui mène à la ploutocratie. À l'époque, si quelqu'un remettait en question la démocratie

représentative ou s'il développait ce genre de pensée dans les médias, il n'était pas rare d'entendre le journaliste répondre : « *C'est complotiste, ce que vous dites, il y aurait donc quelqu'un qui pilote les politiques dans les coulisses ?* » L'une des premières utilisations, si je ne me trompe pas, est plus ancienne encore. Lors de l'assassinat de J. F. Kennedy, la CIA a commencé à abuser de cette étiquette contre ceux qui doutaient du narratif officiel. En ce qui me concerne, on me taxait de complotiste parce que j'expliquais qu'on n'était pas en démocratie, que la démocratie ce n'est pas élire des maîtres comme le dit si bien Étienne Chouard. Devant cette suppression du débat, j'ai réalisé que ce qui se passait était grave, qu'il fallait mettre un nom dessus, qu'il fallait nommer ce fléau-là. Je me suis dit que si les puissants avaient eu l'intelligence d'inventer un mot, il fallait avoir l'intelligence de leur répondre avec les mêmes armes : le mot, le verbe, le *logos*. J'avais pressenti que ça allait empirer, parce que, comme disait Montesquieu : « *C'est une expérience éternelle de constater que tout homme de pouvoir ira jusqu'à ce qu'il trouve des limites.* » J'aime bien dire : « *Il en va de même pour toute forme de censure, elle ira jusqu'à ce qu'elle trouve des limites.* » Et le meilleur moyen pour freiner ou empêcher un mal, donc de fixer une limite, c'est de le nommer. Le mot était né : *complosophisme*.

Dans *Mediavers, médiathéisme et complosophisme*, vous écrivez d'ailleurs : « Tant que les choses n'ont pas de nom, elles n'existent pas vraiment dans notre conscient. » Cette phrase explique à elle seule votre volonté de créer des mots pour combattre des maux. Cela semble très important, ce que vous faites là, parce que je ne suis pas sûre que nous soyons conscients de l'importance de nommer pour pouvoir conscientiser. Est-ce que vous vous référez à une étude en particulier ?

J'ai la conviction que tant qu'on ne met pas de nom sur un mal, ici la censure, le mal proliférera parce qu'il ne sera pas conscientisé, et donc n'existera pas dans le cerveau humain. D'abord on nomme, ensuite on en prend conscience, et donc enfin le mal existe. Tant que le mot n'existe pas, on tourne autour du pot, le processus d'identification est très long. Par exemple dans le cas du covid, la personne traitée de complotiste va essayer de se défendre, mais ne sait pas nommer le flou qui entoure sa situation. Elle n'aura comme arme que de dire « *Arrêtez de me traiter de complotiste, ce n'est pas constructif* », etc. Ce n'est pas la même chose que de répondre : « *C'est du complosophisme ce que vous faites.* » Alors, non, ce n'est pas basé sur une étude ou sur un courant de pensée. C'est mon analyse personnelle, ce n'est peut-être pas vrai tout le temps, ce n'est peut-être pas catégorique à 100%, mais j'ai l'impression que les humains ont tendance à ne pas voir une réalité tant que personne ne la nomme. C'est un peu comme « *le roi est nu* », tant que l'enfant ne nomme pas que le roi est nu, personne ne semble le voir. Une fois que c'est nommé, tout le monde le voit. J'ai l'intuition que quand on nomme une chose, on la rend palpable et donc conscientisable.

Et c'est quelque chose que vous faites beaucoup dans vos essais. Les concepts de déni de tyrannie, déni de déni de tyrannie, *mediavers*, *mediathéisme*, *moi-pensant* sont tous des concepts dont vous inventez les noms, c'est une sorte de mise à jour de notre dictionnaire pour nous permettre de nous ancrer dans notre réel. Est-ce que vous pensez que c'est aussi le travail du philosophe d'identifier et de nommer des phénomènes pour les rendre accessibles au peuple ?

Je soutiens tout à fait cette idée. Quand Platon écrit l'allégorie de la caverne, il parle d'une caverne dans laquelle les humains sont prisonniers, voyant des ombres sans voir la réalité extérieure. Il explique et nomme le réel. Le philosophe a vocation de montrer la réalité et le réel. Il a la capacité de remettre en question le récit de l'autorité, les dogmes et la doxa de cette caverne, c'est ce que j'appelle la souveraineté intellectuelle. Le *mediavers*, cet univers parallèle et hors-sol créé par les médias de masse, et qui n'est pas autre chose que la version des faits des dominants du moment, c'est finalement la caverne de Platon du XXI^e siècle.

Qu'est-ce qui fait, selon vous, que certaines personnes arrivent à penser différemment, ne sont justement pas dans cette caverne moderne qu'est le *mediavers*, et vont à contre-courant d'une doxa ou du conformisme intellectuel ?

Ma thèse est que nous avons tous un être intérieur qui s'interroge – je l'appelle le *moi-pensant* – mais qu'il est à l'état embryonnaire quand on est enfant et qu'il ne demande qu'à grandir. Les enfants passent tous par la phase « *pourquoi ?* », et ils ont souvent d'ailleurs des grandes questions : « *Il y a quoi après la mort, qu'est-ce que l'infini, qu'y a-t-il derrière les étoiles, est-ce qu'il y a toujours eu l'univers ?* » Cela prouve que chaque enfant a en lui ce petit moi intérieur qui veut connaître la vérité. Ma grande phrase est de dire que « *la mission première de l'homme est de faire grandir son moi-pensant et que tout le reste n'est que détail en comparaison avec cette mission* ». Ça ne veut pas dire que l'être au *moi-pensant* mature saura tout, mais il voudra savoir, je parle d'ailleurs de *vouloir-savoir*. Ça ne veut pas dire non plus que tout le monde peut devenir un Socrate, mais ça veut dire que chaque individu aura les ressources intérieures suffisantes pour ne pas devenir un somnambule qui répète tout type de propagande. On sait aujourd'hui que l'intelligence est pluridimensionnelle. La théorie des « *intelligences multiples* » du neuropsychologue Howard Gardner décrit 8 formes d'intelligences : logico-mathématique, spatiale, linguistique, musicale, inter-personnelle, intra-personnelle, corporelle et naturaliste. Je soutiens qu'il y a une autre forme d'intelligence, le *moi-pensant*, celle qui consiste à s'interroger, à douter.

Vous ajoutez donc une neuvième forme d'intelligence à celles que liste Howard Gardner, le *moi-pensant*, c'est-à-dire l'intelligence liée à la capacité de s'interroger et de douter. Êtes-vous d'accord avec cette observation ?



Je suis tout à fait d'accord, c'est exactement mon propos. Je soutiens qu'il y a une autre forme d'intelligence qui est celle du *moi-pensant* : ce moi philosophe qui s'interroge, qui doute, qui est motivé par la recherche de la vérité, qui est capable de remettre en question ses propres croyances et opinions. C'est peut-être même pour moi le propre de l'homme, puisque les animaux ne remettent *a priori* pas en question leurs croyances et n'ont pas cette sensibilité à rechercher la vérité. C'est pour moi l'intelligence d'une part la plus humaine, mais aussi la plus importante. Parce que si on développe toutes les autres sans développer celle-ci, on devient uniquement un bon musicien, un bon mathématicien, etc., mais sans l'intelligence où se loge l'esprit critique on devient manipulable facilement. Hélas, tout est fait dans la société pour l'anesthésier. L'École fait ainsi des « *chiens savants* », c'est-à-dire un individu dressé, formaté avec beaucoup de savoirs, mais incapable de remettre en question l'ordre de l'autorité. Cela dit, Gardner a également identifié, me semble-t-il, l'intelligence qu'il appelle existentielle, c'est-à-dire la faculté de se poser de grandes questions qui pourrait correspondre à ma thèse du *moi-pensant* : chaque être humain possède un *moi-pensant* qu'il faut impérativement prendre en charge dès l'enfance. Si on fait penser un enfant dès le plus jeune âge, il deviendra un adulte sensible à la vérité, capable de suspendre son jugement devant le récit de l'autorité, moins enclin à la soumission intellectuelle.

On sait par ailleurs que le cursus scolaire est fondé principalement sur le développement des intelligences logico-mathématique et linguistique, et que toutes les autres sont très largement minimisées, pour ne pas dire méprisées. Si je vous suis, cette neuvième intelligence (le *moi-pensant*) pourrait être développée chez tous les individus, à condition que l'école y travaille ?

Vous avez bien cerné le fond de ma pensée. On a tous en nous ce *moi-pensant*, comme on a tous d'autres capacités cognitives plus ou moins développées, et chacun a un potentiel. Je ne pense pas que tout le monde puisse devenir Einstein, Mozart ou Socrate, cependant on peut tous faire quelques calculs, jouer du piano, s'interroger et douter. Je crois que l'École anesthésie effectivement le *moi-pensant*. J'ai d'ailleurs rédigé un essai, *L'usine à calculettes ou l'imposture*

de l'école traditionnelle, dans lequel j'expliquais que la mission première de l'homme était de faire mûrir son *moi-pensant*, et donc que c'était aussi celle de l'École. Je l'incriminais donc, soutenant qu'il n'est pas entendable de dire qu'il s'agit d'une École, puisqu'elle étouffe sa propre mission. C'est un peu provocateur, mais l'École véritable n'est pas encore née, et celle que l'on connaît n'est qu'une « *usine à calculettes* », on en sort sans savoir penser.

Donc, d'après vous, l'École anesthésiant ce *moi-pensant*, seuls ceux qui auraient cette neuvième forme d'intelligence dominante la développeraient naturellement. Est-ce que cela pourrait expliquer que certaines personnes, même sans bagage scientifique, éthique ou philosophique aient pu aller à contre-courant de cette expérience de Milgram mondiale que fut le covid ?

Vous touchez quelque chose de très important ! On peut effectivement aller encore plus loin en disant que ces personnes qui auraient ce *moi-pensant* développé arrivent à remettre en question le récit de l'autorité, l'opinion de la majorité, à faire preuve de souveraineté intellectuelle et donc arriveront à sortir de tout type de propagande ou d'ingénierie sociale et à être les opposants au système, sans forcément avoir un bagage scolaire particulier. L'expérience de Milgram que nous avons vécue pendant le covid pourrait donc nous avoir montré que les personnes qui ont ce *moi-pensant* développé ont été celles qui ont résisté à cette propagande. Il y a une phrase qui me parle beaucoup dans *Le meilleur des mondes* : « *La révolution véritablement révolutionnaire se réalisera non pas dans la société, mais dans l'âme et la chair des êtres humains* ». Je pense en effet que la vraie révolution sera individuelle et intérieure, c'est-à-dire l'éveil du *moi-pensant*. Je pense que sans cet éveil, il n'y aura jamais de vraie révolution durable, il n'y aura que des dominants qui se succéderont et des dominés qui se soumettront, et tout ne sera qu'éternel recommencement. Je pense d'ailleurs que les dominants ont bien compris que développer ce *moi-pensant* des êtres humains était dangereux pour eux. La Boétie² expliquait déjà qu'une des ruses des tyrans était d'hébéter la population.

Si je reprends toutes ces idées, j'en déduis que ce *moi-pensant* développé pourrait peut-être expliquer ces « génies » qui ont révolutionné leur discipline³, n'acceptant pas le formatage préétabli et cassant les codes communément admis avant eux.

Je pense effectivement que les « génies », c'est-à-dire les personnes qui révolutionnent leur discipline, excellent non seulement dans leur discipline, mais ont aussi un *moi-pensant* mûre qui s'interroge en boucle sur le processus. Si on prend l'exemple d'Einstein, on pourrait dire qu'il devait avoir l'intelligence logico-mathématique et un *moi-pensant* mûre qui est un moteur à questions, en quelque sorte ; Mozart avait sans nul doute l'intelligence musicale et un *moi-pensant* mûre qui a révolutionné les codes musicaux de son époque.

Donc, par extension, les comportements révolutionnaires forts⁴ pourraient être liés à ce *moi-pensant* développé ?

Oui, les personnes qui laissent libre cours à leur *moi-pensant* dans la société en remettant en question normes, règles, ou même la société, c'est le même *vouloir-savoir*. Certains l'orientent dans leur « laboratoire » (Einstein, Mozart) et d'autres dans la Cité (les opposants au totalitarisme et à toute forme d'abus de pouvoir).

On pourrait dire que ces personnes ont un *moi-pensant* mûre et une intelligence inter/intrapersonnelle développée, ce qui les rendrait incapables de se soumettre à une autorité injuste de la Cité ?

Oui, c'est une remarque intéressante !

Le corollaire m'amène à une autre question. Ceux qui n'auraient pas ce *moi-pensant* développé parce que cette forme d'intelligence-là n'est pas prédominante chez eux ou que l'École échoue dans cette mission, seraient rendus incapables de contester l'autorité. J'en viens donc à ma question : aujourd'hui nous assistons à beaucoup de culpabilité mise sur les épaules de ceux qui se sont soumis. Avec ce que nous venons de mettre en lumière, comment réunir les 99% en comprenant que volonté et capacité sont deux choses différentes ?

Effectivement, on ne condamnerait pas un aveugle de ne pas voir ! D'où l'importance de comprendre la phrase de Huxley, « *La vraie révolution sera intérieure* ». Je pense très sincèrement que si les personnes au *moi-pensant* mûre comprennent cela, elles pourront aider les autres à le développer. Il peut être utile de jeter un bon seau d'eau à la tête des gens pour les réveiller – comme je fais parfois sur X ou dans mes livres –, mais ensuite, ceux qui ont le *moi-pensant* mûre doivent comprendre qu'il faut aider les prisonniers de la caverne moderne, le *mediavers*, à faire grandir leur propre *moi-pensant*. Si nous réfléchissons à cette hypothèse du *moi-pensant* à développer dès l'enfance, on pourra réussir de grandes choses.

Tenter de faire grandir le *moi-pensant*, c'est ce que vous faites tous les jours en 2024 avec vos tweets très efficaces sur X et dans vos livres. Vous envisageriez de le faire dans les écoles si tout allait dans ce sens ?

Oui, un tel projet serait aussi beau que salutaire ! Il est ici question de philosophie véritable, de laisser les enfants s'interroger en stimulant leur petit *moi-pensant* (et non d'enseigner aux enfants les pensées des autres), de les accompagner dans cette quête de sagesse jusqu'à devenir des adultes motivés par la recherche de la vérité et de la justice et finir par se connaître eux-mêmes. Votre question me plaît autant qu'elle me fait sourire, car dans une autre vie, j'avais songé à un tel projet.

Propos recueillis par Marzie Flodienka

1. *Les Habits neufs de l'empereur*, conte de Hans Christian Andersen.

2. Étienne de la Boétie, *Discours de la servitude volontaire*, 1576.

3. On peut penser à des personnages comme Galilée, Vinci, Mozart, Hendrix, Einstein, Van Gogh, Picasso, etc.

4. Che Guevara, Louise Michel, Simone Weil, Charles de Gaulle, la Résistance, Juan Branco, Julian Assange, Edward Snowden, etc.

Une voie pour les sans-voix

ENTRETIEN AVEC UN GILET JAUNE

Kairos : On connaît les Gilets jaunes français, mais le mouvement existe également en Belgique. Pouvez-vous brièvement nous planter le décor des Gilets jaunes belges ?

G. J. : Bien sûr. Commençons déjà par mentionner que nous manifesterons le samedi 16 novembre à partir de 13h à la place du Luxembourg, à Bruxelles. Il s'agit d'une part d'une célébration d'anniversaire – 6 ans du mouvement des Gilets jaunes (déjà !) – et d'autre part de la dénonciation de l'état des gouvernements européens qui continuent à délaissier les démunis et à nous mépriser. Mais nous existons toujours ! Le mouvement des Gilets jaunes belges est apparu très vite après le mouvement français en 2018. Tout comme eux, ils se réunissaient sur les ronds-points et c'était le même principe : les gens simples et les démunis (mais pas qu'eux) ne s'en sortaient plus financièrement et il fallait changer les choses. Déjà à l'époque, le gouvernement frappait fort et le mouvement a pris cher. Mais le mouvement ne pouvait pas s'éteindre, même s'il a reculé un peu. Puis il y a eu la crise sanitaire. J'ai personnellement rejoint le mouvement au début du covid. Nous avons fait une grosse manifestation au Cinquantenaire à Bruxelles pour protester contre les mesures sanitaires absurdes. Nous avons voulu rester pacifiques et avons manifesté à répétition. L'idée était d'avoir un monde différent. Surtout, ce qui était typique de ces manifestations, c'était l'aspect « bon père de famille » : nous discutons librement, débattions dans le calme et la décence, malgré quelques désaccords entre les participants. Il fallait que cela soit bénéfique pour tous. Il n'y avait pas de gens qui semaient le trouble pendant ces manifestations, mais cela n'a pas empêché les forces de l'ordre de taper dur. Mais bon, soit on continue à accepter [la misère - NDLR], soit on continue à manifester. C'est ce qu'on a fait.

Le déclencheur du mouvement des Gilets jaunes en France était la hausse du prix du carburant. Les gens modestes n'avaient plus les moyens de vivre de manière décente. C'était une manifestation du désespoir, puis le mouvement a pris de l'ampleur et a migré des ronds-points vers Paris...

Oui, cela a commencé par les ronds-points en Belgique aussi, et certains d'entre nous sont descendus à Paris. Puis, il y a eu l'aide aux gens modestes et désespérés qui reste une de nos actions sur le chemin, le but réel de notre chemin étant d'améliorer la démocratie, parce qu'en l'état, elle est totalement insuffisante et ce ne sont bien évidemment pas les hommes politiques qui vont faire ce taf, puisqu'ils vivent moelleusement du système tel qu'il est. Prenons l'exemple de ma mère : elle a 75 ans et elle ne sait plus rien payer. Elle devrait vendre notre maison familiale pour subvenir à ses besoins, sans parler de ses 7 petits-enfants. Elle a bossé toute sa vie comme institutrice et maintenant à la retraite, elle est abandonnée par le système tel qu'il est mis en place par ses tenants. Pourtant, elle ne demande pas beaucoup : de quoi pouvoir payer ses factures et parfois encore se permettre un resto pour les grandes occasions. Elle est à la retraite et elle ne peut pas en profiter. Elle s'en moque de vivre modestement mais elle aimerait bien, par exemple, offrir des cadeaux aux petits-enfants, malheureusement ce n'est pas possible. Alors quoi ? Il faudrait aller voter pour améliorer les choses ? Qu'est-ce que cela changerait ? Ou bien, cela changerait pendant un an ou deux, puis rebelote. Comment voulez-vous ne pas être un Gilet jaune ?

À ce propos justement, que sont devenus les Gilets jaunes ? Faites-vous des actions encore aujourd'hui ?

Nous sommes toujours là, d'où notamment la manifestation du 16 novembre : on n'est pas morts ! En gros, nous sommes divisés en « groupes régionaux » en fonction de notre localisation géographique et tenons des réunions régulières [sur internet et les réseaux sociaux - Ndlr] où nous discutons de nos actions. Le principe est assez simple : si tu as une idée, propose-la. Nous n'avons pas d'organisation centralisée, chacun donne son avis sur les actions proposées et nous fonction-

nons de manière démocratique. Une majorité décide. Après, la participation aux actions se fait en fonction des personnes intéressées et de leurs possibilités (géographiques, calendrier, etc.). C'est un fonctionnement que nous n'avons pas inventé, cela existait déjà chez les Celtes. Mais le fonctionnement est très « organique », ce n'est pas uniquement la majorité qui décide : s'il y a 10 personnes qui trouvent une action intéressante et que 20 personnes sont contre, alors il y aura une discussion. En fait, nous discutons pas mal au niveau des idées et sommes souvent bien accueillis. À titre d'exemple, nous avons visité « La Baraque » à Louvain-la-Neuve et cela s'est bien passé. Nous avons échangé avec les jeunes, discuté sur les idées d'actions, la politique, sur comment vivre de manière indépendante... Toutes les idées sont les bienvenues.

Vous avez aussi des jeunes parmi les Gilets jaunes ? Quel en est le profil « typique » en Belgique ?

Il y a de tout : des jeunes, des moins jeunes, de gauche, de droite...

...et des anarchistes ?

Bien sûr ! Mais cela dépend de ce que l'on entend par « anarchiste ». S'il s'agit uniquement de s'abstenir du vote, et bien, il n'y a pas que cela. Nous avons des anarchistes parmi nous, certes, mais également des engagés en politique qui incitent à voter. Je l'ai dit : « Toutes les idées sont les bienvenues. À chacun son affinité. »

Parce qu'il y en a encore qui croient au vote ? Coluche l'avait bien dit : « Si voter changeait quelque chose, il y a longtemps que ça serait interdit ».

On est d'accord, mais nous ne nous fixons pas de charte, il y a de la place pour tout le monde, même pour ceux qui sont convaincus du vote. Mais pour revenir à nos actions, nous avons réalisé déjà plusieurs actions dans des cafés et restaurants qui exigent un paiement par carte.

Notamment à La Bastoche au cimetière d'Ixelles (Bruxelles), cela a été médiatisé...¹

La Bastoche n'acceptait pas de paiements en liquide. Nous nous y sommes rendus en un grand groupe pour y manger et boire, puis au moment de payer, nous avons mis nos gilets jaunes et avons exigé de payer en liquide. Cela a été refusé et le gérant a appelé la police. Nous avons dit à la police que « l'on ne sortirait pas avant d'avoir payé ». La police nous a donné raison et le gérant a dû se débrouiller pour nos paiements. On a même présenté nos cartes d'identités : le but n'était pas de s'attaquer aux policiers, mais bien à l'établissement. D'ailleurs, cela se passe souvent pas trop mal avec les policiers, nous ne sommes pas violents. Nous avons ensuite appris par la

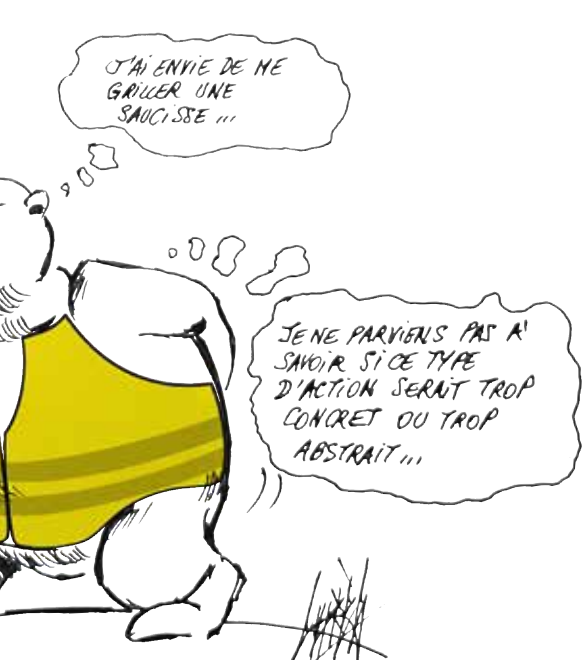


Illustration : Timothée Simon

suite que La Bastoche continuait à exiger un paiement par carte, donc quelque temps après, rebelote, nous y sommes retournés et avons refait le même coup !

Je suis surpris que les policiers ne vous causent pas des misères...

Généralement, tout se passe bien. Nous sommes calmes, avons un but précis et dans le cas du cash, avions tout à fait raison. Après, les policiers arrivent très vite lors d'une action comme celle que l'on a faite à ce restaurant. Cela nous est déjà arrivé quelques fois de devoir cesser une collecte d'argent pour une cause, car cela avait été jugé comme étant de la « mendicité ». Mais bon, généralement il n'y a pas trop de problèmes.

L'image que vous en donnez est celle d'actions pratiques et « simples », si j'ose le terme.

Tout à fait, c'est parce que c'est du concret, du terre à terre. Il existe une action, un besoin et nous sommes là. Il existe une solidarité touchante qui règne, ce sont des gens empathiques qui veulent aider et changer les choses. Ou du moins dire que nous ne sommes pas d'accord quand cela est le cas (et il y a du pain sur la planche). Nous n'avons pas de voix ailleurs, mais chez les Gilets jaunes, nous donnons la voix à ceux qui n'en ont pas. Ce n'est pas le gouvernement qui vous écouterait, mais nous, nous sommes là. Pour les plus cyniques d'entre nous, nous dénonçons et prédisons les dystopies qui vont se produire.

Un peu comme chez nous Kairos, par exemple au niveau des mesures covid...

Exactement ! Puis nous entendons souvent qu'« ils n'oseraient pas, ça ne va jamais se produire », lorsque l'on parle des mesures gouvernementales. Eh bien si ! Combien de fois n'avons-nous pas eu raison ! Et qui bouge quand on nous matraque et qu'on nous enlève nos libertés ? Et bien nous, nous bougeons, nous. Nous faisons des actions. C'est cela la vraie démocratie, l'action, le concret. N'importe qui n'étant pas d'accord peut enfiler son gilet jaune et nous rejoindre.

À ce propos, où pouvons-nous vous suivre ?

Sur les réseaux sociaux – Telegram et Facebook, par exemple. Rendez-vous sur « Pur Gilet Jaune » sur Facebook, vous y trouverez nos actions passées et celles du futur !

Un grand merci pour cet entretien !

Propos recueillis en direct par Kaarle Parikka, octobre 2024.

1. Action des Gilets jaunes au restaurant La Bastoche à Bruxelles : « Ixelles : des militants organisent une action dans un café qui refuse les paiements en liquide », BX1, 14 janvier 2023.

L'imbroglieo bruxellois

Lorsque vous rencontrez quelqu'un en rue et qu'il annonce être flamand, posez lui la question : où habitez-vous ? S'il vous répond Bruxelles, aussitôt, précisez... Mais ? Mais alors vous êtes député ou Ministre ? Au-delà de la boutade, la vérité qui s'en rapproche cache une bien triste réalité qu'on peut même qualifier de scandaleuse et à rebours de l'esprit démocratique. Avant d'en découvrir les tenants et aboutissants, revenons quelques mois auparavant.

Illustration : NOIR&CLAIR

Gouvernement BRUXELLOIS

Le combat est froid, cynique mais toujours policé. Ces politiciens représentent la crème de la partitocratie belge, qui contrôle l'appareil d'État. Derrière eux, se tiennent les machines de guerre électorale du CVP¹ et du PS, dont la seule préoccupation est d'occuper le pouvoir et s'y maintenir. Voire créer de nouvelles instances afin d'élargir leurs assises et le nombre de postes et d'emplois à distribuer aux cadres et encartés. C'est bien là l'enjeu de cette troisième région, considérée comme une nouvelle protubérance d'une superstructure étatique où le citoyen a bien du mal à trouver sa place.

Le combat est froid, cynique mais toujours policé. Ces politiciens représentent la crème de la partitocratie belge, qui contrôle l'appareil d'État. Derrière eux, se tiennent les machines de guerre électorale du CVP¹ et du PS, dont la seule préoccupation est d'occuper le pouvoir et s'y maintenir. Voire créer de nouvelles instances afin d'élargir leurs assises et le nombre de postes et d'emplois à distribuer aux cadres et encartés. C'est bien là l'enjeu de cette troisième région, considérée comme une nouvelle protubérance d'une superstructure étatique où le citoyen a bien du mal à trouver sa place.

Les politiciens francophones vont pouvoir prendre en main de nouveaux mandats, administrer de nouveaux ministères et siéger dans de nouvelles assemblées (un parlement bruxellois complété d'instances linguistiquement spécifiques, la COCOF pour les francophones, le VGC, pour les néerlandophones et un « brol », comme on dit à Bruxelles, pour les matières « bi-communautaires », la COCOM.

En échange, résultat du marchandage digne des commerçants, vendeurs de carpettes d'un bazar oriental, les Flamands obtiennent des protections pour participer d'office aux exécutifs. Quel que soit leur nombre d'électeurs, des partis flamands sont assurés de participer au gouvernement et de gérer des matières importantes. Or, l'électorat flamand représente environ 54.000 individus, soit près de 10% de l'ensemble des votants. Les flamands envoient 17 députés au Parlement contre 72 pour les francophones. En dépit de tout sens démocratique, les voix flamandes sont donc presque deux fois plus importantes que les voix de l'autre groupe linguistique. En outre, en votant pour le collège électoral néerlandophone, vous votez deux fois, puisque vous envoyez aussi 6 députés bruxellois au Parlement flamand.

Cette concession des francophones était le prix à payer aux Flamands pour permettre à la Région de Bruxelles-capitale de sortir du frigo.

Ce mépris du principe démocratique d'un homme/une voix, n'a pas empêché les politiciens francophones de se glisser avec délectation dans ces nouvelles institutions et de truster les maroquins et les mandats multiples et variés, mis à disposition. Même le FDF (aujourd'hui Défi), malgré son engagement historique à défendre les bruxellois francophones face à l'ogre du nord, n'a pas hésité, depuis 35 ans, à participer de nombreuses fois à cette escroquerie.

Pendant tout ce temps, les élus bruxellois se sont donc préoccupés uniquement d'occuper le pouvoir. Durer, se maintenir au pouvoir est l'unique objectif de ces mandataires, sans véritablement s'interroger sur la viabilité institutionnelle de

1. Christelijke Volkspartij, ancien nom du CD&V (Christen-Democratisch en Vlaams)

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?

Le 9 juin 2024 dernier, les électeurs bruxellois étaient appelés à renouveler leur parlement régional. A l'heure où j'écris ces lignes et alors que les premières feuilles mortes tombent sur le trottoir des artères de la capitale, le gouvernement bruxellois n'a toujours pas été constitué. La situation n'est pas nouvelle. Depuis ses origines, il a toujours été extrêmement compliqué de créer des majorités politiques au sein de la Région bruxelloise. D'autant plus, qu'au lieu de réunir une seule coalition, comme dans les autres régions et au fédéral, le mécano institutionnel bruxellois nécessite la mise en place de trois coalitions : une majorité côté francophone, une majorité néerlandophone et la fusion de ces deux coalitions au sein de l'exécutif bruxellois. Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?

De quels cerveaux torturés sont sortis ces plans d'une plomberie institutionnelle alambiquée et tortueuse ?

Il faut d'abord remonter à l'année 1970, au cours de laquelle, la première réforme moderne de la Constitution belge instaure

un article 107 quater, qui prévoit, entre autres, la création de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale. Ironie de l'histoire, pendant 19 ans cette région centrale restera au frigo. Malgré son inscription dans le marbre constitutionnel, Bruxelles-Capitale est restée suspendue au bon vouloir de nos élus nationaux et victime de la mauvaise volonté des flamands d'appliquer la loi. Cette pratique étrange tient au fait que les décideurs politiques belges collectionnent toujours une série de dossiers non résolus qui vont faire office de monnaies d'échange dans le cadre de longues tractations en vue de constituer un gouvernement et établir son programme pour la législature. Ces longues négociations sont habituelles d'un système politique nécessitant la mise en place de coalitions pour aboutir à l'établissement d'un exécutif viable.

Ainsi, les élections de décembre 1987 conduisent à l'une des plus longues crises politiques depuis l'indépendance du pays. Pendant 148 jours, nos éminences négocient en coulisses. Parmi elles, deux personnalités en particulier, se livrent à un

cette région. Petit à petit cependant, le piège va se refermer sur cette extravagante usine à gaz, conçue par les deux sulfureux alchimistes Dehaene et Moureaux. Car une fois l'élection passée, les élus francophones et néerlandophones doivent se réunir chacun de leur côté, pour dégager une majorité dans chaque groupe linguistique, afin, ensuite, de constituer un gouvernement de législature. Et cela devient de plus en plus périlleux au fil du temps.

C'est même la raison du blocage actuel. Les élus néerlandophones n'arrivant pas à s'entendre pour constituer une majorité dans leur groupe. Pourquoi ? Parce qu'un rusé élu de longue date, l'inquiétant Fouhad Ahidar, a su parfaitement tirer avantage des failles du système biscornu des institutions régionales bruxelloises. Il est vrai que ce personnage a eu le temps d'observer en détails les arcanes régionales puisqu'il fut député de Vooruit (socialiste flamand) depuis 2004 et même vice-président du Parlement de 2014 à 2019.

Il a parfaitement exploité une anomalie du dispositif électoral pour s'y engouffrer et parvenir à faire élire 3 députés aux dernières élections, faisant de son Team le deuxième parti flamand au Parlement.

Extrêmement populaire au sein de l'importante communauté arabo-musulmane de la Capitale, il s'est appuyé sur cet énorme réservoir de voix, tout en tirant parti du fait que pour être candidat dans le collège électoral néerlandophone, il n'est pas nécessaire de parler la langue de Vondel. Une carte d'identité flamande suffit. Rien n'est plus simple de l'obtenir que de se rendre dans sa maison communale et de l'exiger. L'administration communale vous fournira ainsi une carte d'identité dont l'en-tête commence par « Belgïe » au lieu de « Belgique ». Pas besoin donc de maîtriser « l'Algemeen Beschaafd Nederlands (ABN) » pour être élu néerlandophone à Bruxelles.

Ce que nos législateurs tordus de 1989 n'avaient pas prévu, c'est l'évolution sociologique de la ville et l'accroissement démographique important de cette communauté marocaine. Pourtant, Philippe Moureaux n'avait, lui-même, pas été en reste pour favoriser ce néo-électorat à son avantage et celui de son Parti Socialiste.

Ainsi, le *stem blok* (vote bloqué) conçu pour les élus flamands s'est retourné en faveur d'un parti, le Team Fouhad Ahidar, surfant sur un programme islamo-conservateur, allant de l'opposition à l'interdiction de l'abattage rituel à l'autorisation du voile dans l'administration jusqu'à l'importation dans notre pays du conflit israélo-palestinien. Rappelons au passage, que l'ex-socialiste est visé par une plainte pour antisémitisme et a mené l'essentiel de sa campagne sur des thèmes communautaires et religieux.

Au-delà du seul cas de Fouhad Ahidar, le blocage actuel est aussi significatif d'un modèle politique qui est arrivé au bout de sa logique. Le fragile équilibre était en principe basé sur une certaine loyauté entre les deux blocs linguistiques. Cependant, à maintes reprises, il s'est avéré que les ministres flamands maintenaient un lien indéfectible avec « mère Flandre ». Lors de la dernière législature encore, Elke Van den Brandt, ministre écologiste flamande, en imposant, sous des prétextes environnementaux, son plan de circulation « Good Move », le si mal nommé, a favorisé l'exode de nombreuses entreprises vers la périphérie et en particulier vers le Brabant flamand.

Mais les foudades d'un ministre flamand n'empêche nullement la petite classe politique bruxelloise de se vautrer avec aisance dans ce fatras d'institutions multiples et dispendieuses, qui coûtent fort cher aux contribuables de la Capitale.

Car là est le véritable problème de Bruxelles. Pour une ville d'un peu plus d'un million cent cinquante mille habitants, il faut compter 89 députés au Parlement bruxellois, environ 700 conseillers communaux répartis sur 19 entités locales auxquels il faut ajouter 209 conseillers des CPAS (Centre Public d'Aide Sociale). Mais ce n'est pas tout ! N'oublions pas une dizaine de sociétés de logement sociaux, une multitude d'O.I.P (organisme d'intérêt public) économiques ou sociaux, qui attribuent un nombre impressionnant de mandats publics rémunérés. Ce qui permet à cette petite aristocratie politique de compléter grassement ses revenus réguliers.



Illustration : Philippe Deborgnie

Pendant que les Bruxellois s'appauvrissent chaque jour un peu plus, pendant que les problèmes sociaux s'accroissent et s'aggravent d'année en année, les institutions régionales continuent à croître et à se diversifier, sans que les mandataires prennent conscience de la catastrophe qui s'en vient. La dette consolidée de la Région bruxelloise a fortement augmenté durant la dernière législature, elle s'élèvera à 14,5 milliards fin 2024. Le budget bruxellois est le pire du pays. A un point tel que la Cour des Comptes, depuis 3 ans, s'abstient de donner un avis sur la conformité des finances régionales bruxelloises². Du côté des communes, 10 d'entre elles sont en déficit et 9 seulement sont à l'équilibre. Les communes les plus touchées sont celles qui longent le canal (Anderlecht, Forest, Schaerbeek, Molenbeek). Elles engrangent moins de recettes fiscales et leurs dépenses sociales augmentent³. Quelle sera leur situation financière lorsque le chômage sera limité à 2 ans au maximum ?

Bruxelles souffre d'une multitude de handicaps et de problèmes sans cesse croissants. Or, les autorités bruxelloises réagissent trop souvent avec lenteur voire, font preuve d'une inertie révoltante. La classe politique apparaît totalement déconnectée des soucis quotidiens de ses administrés, se satisfaisant de profiter de ses rentes.

Le tissu social urbain est en voie de désintégration. Les habitants déménagent pour fuir cette réalité. Malheureusement les plus démunis ne peuvent s'en éloigner.

La saleté dans l'espace public et l'insécurité sont bien de l'ordre du factuel et non des perceptions lointaines ou des sentiments diffus. Les 52 fusillades en région bruxelloise depuis le début de l'année sont une inquiétante réalité⁴. Léparpillage des compétences de police en 6 zones au lieu d'une, complique la tâche des forces de l'ordre, notamment dans la lutte contre les gangs et le trafic de drogues.

Si la participation bruxelloise semble désormais reléguée aux abonnés absents, ne serait-ce pas l'heure des citoyens, de tous ces habitants qui participent à des comités de quartiers, à toutes ces initiatives locales tant sur le plan économique que social ou culturel, de relever le défi ?

Les hommes de bonne volonté, les personnes de dialogue et d'écoute existent certainement dans cette ville. Au nord et au sud, d'un côté et de l'autre du canal. Des ponts enjambent pour

tant bien ce dernier. Vœux pieux, naïveté ? L'urgence nécessite cependant de vaincre les préjugés, d'oser aller au contact de l'autre. Pourquoi pas des ateliers constituants pour imaginer ensemble une nouvelle *res publica* ?

Bernard Van Damme

2. <https://www.levif.be/belgique/politique/regions/bruxelles/bruxelles-le-mauvais-eleve-bientot-en-faillite-le-train-des-depenses-est-en-marche/>

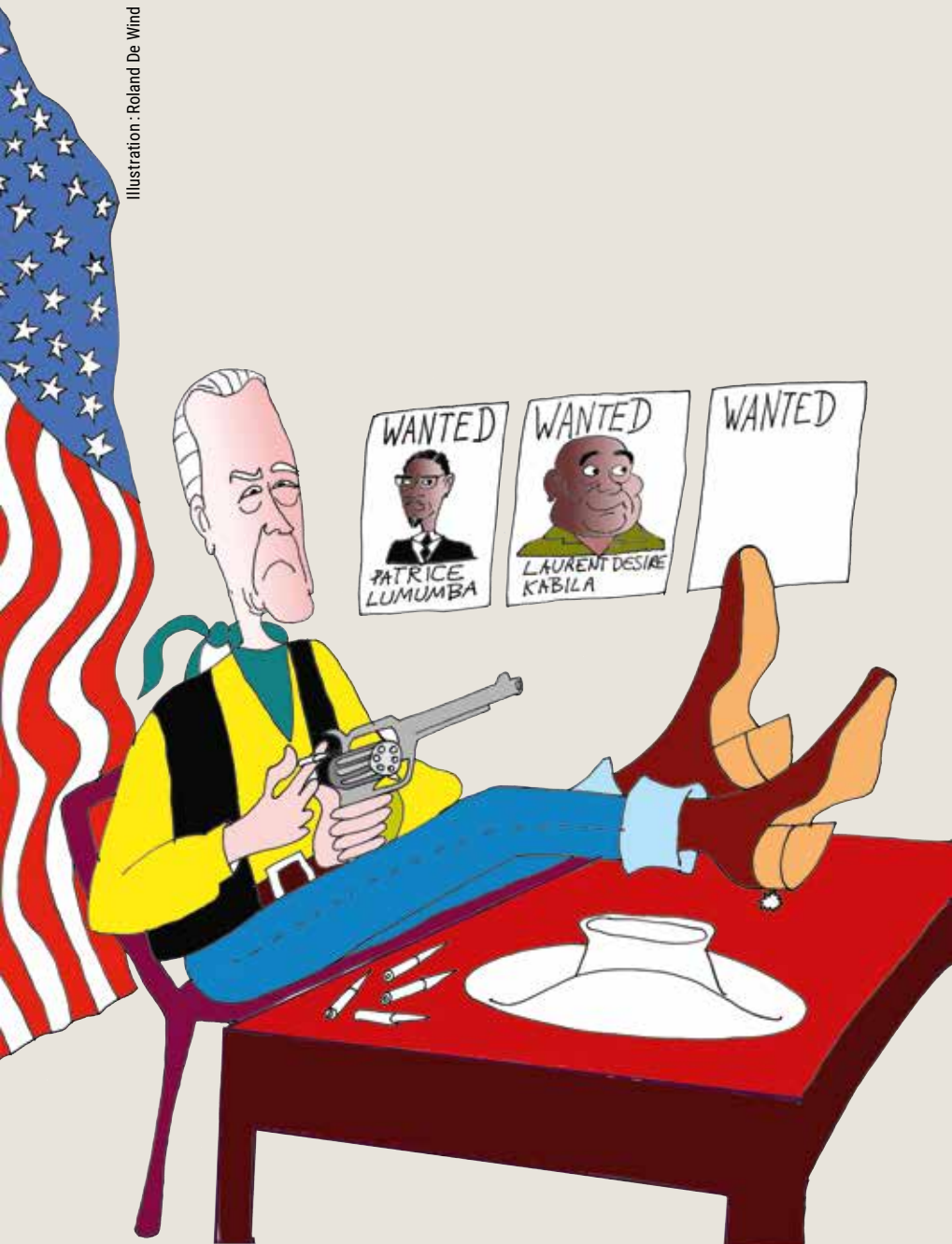
3. <https://bx1.be/categories/news/les-communes-bruxelloises-sortent-financierement-fragilisees-de-la-mandature-selon-une-etude-belfius/#:~:text=Les%20communes%20bruxelloises%20d%C3%A9gagent%20ainsi,%C3%A0%2058%2C5%20en%202024>

4. <https://bx1.be/categories/news/nouvelle-fusillade-cette-nuit-a-anderlecht-il-sagit-de-la-52e-de-lannee/>

Le Congo et la démocratie

Dossier coordonné par Paul Willems

Illustration: Roland De Wind



Congo : le CETRI¹ fait le point sur la situation². Panique à bord. Le Congo évolue d'une méchante façon. On s'en serait douté ! Les intervenants à son webinaire³ du 17 octobre et auteurs du numéro 3 de l'année 2024 de la revue du CETRI, tous des Congolais, passionnants, vont au fond des choses. Presque. Je dis presque parce qu'il manque des informations sur les financements étrangers des plateformes politiques au Congo. Dans les relations du monde occidental avec les pays africains, et du reste aussi sud-américains, à quelques nuances près, l'ingérence demeure la règle. Le nombre de coups d'État organisés avec le soutien ou suivant l'impulsion des États-Unis n'a jamais décliné. L'implication américaine et occidentale en général est relativement dissimulée, et cela rend très délicate leur critique et complètement impossible leur condamnation. Tout cela contribue à faire vivre le mythe de la liberté et de l'indépendance, autrement dit un autre énorme bobard dont les dirigeants américains sont friands, et dont les peuples qui sont le plus victimes de cette ingérence paient un prix inacceptable. Cette ingérence rend presque inutile toute résistance des Congolais. Si, en 2018, conscients du risque que représentait l'élection de quelqu'un comme Étienne Tshisekedi, beaucoup trop proche des chancelleries des pays interventionnistes, les Congolais avaient choisi Emmanuel Ramazani Shadary par exemple, ils ne seraient pas confrontés au même risque, autrement dit à la prise de pouvoir par la force ou par un coup constitutionnel, soit lors de la prochaine

échéance électorale, soit même avant, par un dirigeant mis en place avec le soutien occidental.

Cela au risque d'un retour à la case départ, comme le soulignait Albert Malukisa dans son intervention lors du webinaire du CETRI. Pourquoi ne pas avoir fait simplement ce choix ? Probablement à cause du suivisme des médias congolais par rapport aux informations diffusées par les prétendus grands médias internationaux. Les médias congolais auraient pu s'indigner à cause de mesures prises en Occident contre des membres du PPRD (confiscation d'avares en banques, mandats d'arrêt, et surtout atteintes systématiques à leur réputation). Comme si la corruption en général justifiait ce genre de mesures dans le cas de toutes sortes d'autres responsables politiques ! Le double standard appliqué par l'Occident dans le traitement des dirigeants des pays du Tiers-Monde représente à lui seul la cause de toutes sortes de catastrophes. Bien sûr, certains se réjouissent à l'avance de la catastrophe en vue.

En général, après avoir soufflé sur les braises, attisé le feu, jusqu'à provoquer de véritables cataclysmes, voire génocides, ils les commentent sans répit, tout en se lamentant, et leur trouvent des non-solutions, acculant les peuples concernés dans des voies sans issue, avant de chercher une autre victime. Un autre coupable. On a plus ou moins forcé un peuple à accepter comme dirigeants des gens qu'on a financés, couverts, propulsés sur la scène politique, ou mis à l'abri, quoi qu'il arrive, pendant parfois de nombreuses années. Sans le dire bien sûr. Laissant croire que seul le hasard, les décisions de ces derniers se en cause. La liberté n'est-elle pas sacrée. Il s'agirait d'en apprendre davantage sur cette ingérence.

Le présent dossier explique à sa façon la situation en cours au Congo, et développe vaille que vaille la question de l'ingérence qui s'y démène depuis longtemps pour imposer des règles de fonctionnement parfois insupportablement contestables aux Congolais. Il prend le temps de remonter aux origines, et donc de revenir sur l'histoire récente du Congo. Il évoque la lente progression vers la démocratie, l'implication des uns et des autres dans ce processus. L'effondrement sans fin du mobutisme et la guerre qui en a résulté. Ses causes que l'on dissimule derrière un sempiternel verbiage sur les rapports ethniques en Afrique subsaharienne, au moyen de mises en scène spectaculairement cruelles. La guerre fait tourner l'économie extractive, et donc la plus grande partie de l'économie. Ce dossier évoque le danger existant de disparition de l'État congolais, causé par cette ingérence étrangère, par les règles qui contribuent à multiplier les conflits dans le monde. On connaît la prédisposition des puissances interventionnistes à mettre en place des potentats et la dangereuse légalité qui en découle. Et le sort imparté par ces puissances aux révoltes populaires. Au Congo, toute révolution unitaire semble d'avance vouée à l'échec à cause de ces puissances.

Aucun de ceux qui ont contribué à réaliser ce dossier ne vient de passer six mois au Congo, ou n'est payé à temps

plein pour rédiger des études sur le Congo, le commerce et les pays en voie de développement. Notre propos n'est pas de décrire ce qui s'y passe quotidiennement. Ni d'expliquer ce qui se passe à l'ONU, ou plutôt ce qui ne s'y passe pas, si ce n'est à notre façon.

La vie à Kinshasa, le travail dans les mines du Katanga ou la situation au Kivu relèvent tous de l'impensable. Seuls des romanciers sont capables de décrire de telles situations. Et il en existe et même d'excellents. Notre objectif est de revenir sur un narratif qui, malgré les efforts fournis par certains journalistes, par des intellectuels courageux, contribue à noyer tous les jours davantage ceux-là même qui vivent quotidiennement des situations invraisemblables au Congo, sans parler des autres. De déconstruire quelques biais qui servent à véhiculer toutes sortes de préjugés.

On a lu des comptes-rendus de la presse congolaise. Oui, il y a des gens en Belgique qui passent leur vie à rédiger quotidiennement ces comptes-rendus. Il s'agit d'une source extraordinaire d'informations sur cette région du monde.⁴ On sait certaines choses. La presse congolaise commente régulièrement, quotidiennement, les débats qui ont cours au Parlement. Il y est question de la guerre, des élections, des faits et gestes de certains ministres, de quelques autres événements (les peuples font des guerres quand il n'y a rien d'autre à faire). Des voyages du président. Des accords que le Congo conclut avec d'autres pays. Des intérêts économiques et géostratégiques des puissances occidentales, et de leurs concurrents. On apprend des choses en épluchant la presse internationale, des revues spécialisées⁵. Il y a aussi de très nombreuses informations de premier plan disponibles sur Internet. Nous avons aussi lu des livres.

L'information officielle déploie des trésors d'inventivité pour dissimuler les faits les plus importants. L'essentiel est tu, dissimulé alors que la presse, les revues, la littérature regorgent d'informations, qui souffrent de ce biais. Lorsqu'un auteur s'efforce de décrire le rôle réel des multinationales, son livre est mis au pilon, censuré, un procès bâillon s'empresse de le condamner, on le menace d'avoir à payer des amendes exorbitantes.⁶ Il faut la mobilisation de milliers de gens pour le tirer d'affaires. Bref, on a essayé de se faire une idée un peu différente, et de la partager.

1. Centre intercontinental.

2. Congo (RDC) : reproduction des prédatons, collection Alternatives Sud, volume XXI, 2024, n°3, éditions Syllepse, CNCD-11.11.11, 176 pages. (<https://www.cetri.be/Congo-RDC-reproduction-des>)

3. Congo RDC : entre reproduction des prédatons et renouvellement des résistances.

4. <https://congoforum.net/>

5. Congo (RDC) : reproduction des prédatons La Collection Alternatives Sud vol. XXI - 2024, n°3, septembre 2024, (coordinateur-auteur) François Polet, Syllepse, CNCD-11.11.11, 176 pages.

6. Alain Deneault, *Noir Canada Pillages, corruption, et criminalité en Afrique*, écosociété, 2008, 352 pages. Un récit exceptionnel qui ne couvre cependant que les activités des sociétés minières canadiennes. <https://www.cahiersdusocialisme.org/deux-ans-apres-la-publication-de-noir-canada-%E2%80%99epee-de-damocles-pese-toujours-sur-la-tete-des-editions-ecosociete%E2%80%A6-2/>

Pourquoi haïr l'Occident ?

Petite dérive en Occident, en proie à une sorte de vague à l'âme. On n'aime pas l'Occident. On irait même jusqu'à le haïr ? Certains se demandent ce qui se passe ? C'est fou quand même : haïr l'Occident !

À Bastogne, au War Museum, en avril 2024, un panel d'intellectuels et de dirigeants ont débattu sur le thème : *L'Occident, pourquoi tant de haine ?* Le titre ne précise pas de quel côté est la haine. Mais, bien sûr, pour la majorité des intervenants, elle est du côté du reste du monde : des Palestiniens, des Arabes, des Africains. Oui et non ! Certains Occidentaux ont un lourd passé interventionniste, néocolonial. Les gens se font une idée très fautive du néocolonialisme. Dans ce monde de bisounours, ils ne perçoivent plus les enjeux réels de la politique extérieure de leur pays. Elle ne les intéresse plus. Il suffit de leur dire qu'un dirigeant du Tiers-Monde se comporte comme une brute pour que les gens souscrivent à une campagne de bombardement, ou à une agression en bonne et due forme. Mais les choses ne sont pas aussi simples. Le néocolonialisme est une authentique oppression. Pour les dirigeants occidentaux, opprimer le Tiers-Monde fait partie de la routine, et en même temps, n'a rien d'une routine. Il s'agit ni plus ni moins de terroriser tous ceux qui peuvent l'être. Par des bombardements, par des campagnes en tout genre, notamment par la propagande climatique et d'autres. Pour justifier les uns, on se sert de la politique-spectacle. Les autres formes d'oppression sont justifiées par des arguments économiques qui ne sont rien d'autre que des diktats. Les pays du Tiers-Monde ne contrôlent pas leur politique économique. Pas plus que les autres. Mais les conséquences de ce manque de contrôle sont très différentes de ce qu'elles sont dans les pays industrialisés en Occident, qui exportent leur pollution, sinon leurs problèmes, qui, parce que les termes des échanges leur sont infiniment favorables, se servent de tout ce dont ils ont besoin, et qui provoquent des conflits quand ils n'obtiennent pas tout ce qu'ils désirent.

Le président français a fait un tour en Afrique en mars 2023 pour expliquer aux dirigeants de là-bas qu'il n'y avait pas de raisons de haïr l'Occident. Que la Françafrique, c'était terminé. Sans blague ! En partie à cause de la France, la situation du Tiers-Monde aujourd'hui est pire que sous la Françafrique. C'est désormais le FMI qui oblige les pays du Tiers-Monde à mener une politique économique systématiquement favorable aux pays industrialisés occidentaux. Installer au pouvoir dans un pays un ancien haut fonctionnaire du FMI fait partie de la routine néocoloniale. Au besoin, des militaires français arrêtent son principal adversaire politique, comme ce fut le cas en Côte d'Ivoire. Les grandes organisations internationales sont complices, ce sont des actrices majeures du néocolonialisme. Les médias tirent à boulets rouges sur les gouvernements qui passent outre leurs recommandations ou leurs interdictions. Les gouvernements du Tiers-Monde n'ont pas le droit de remédier à leur manière à toutes sortes de problèmes. Un dirigeant n'est quelqu'un de corrompu que s'il refuse l'argent des Américains, ou des Européens.

Mais les Occidentaux collent sur le reste du monde l'étiquette de corrompu. Ils continuent à voir dans le Tiers-Monde des démocraties ratées ou de monstrueuses dictatures, des vilains cocos, des méchants, et voient dans leurs propres démocraties occidentales des régimes accomplis, exemplaires, des modèles.

Ils alimentent constamment le même narratif, se servent de tout pour le faire. Leurs organisations humanitaires ou écologiques sont partout, et sont censées tout régler. Mais elles ne règlent rien du tout. Elles fournissent une aide alimentaire dans les cas extrêmes à des gens qui se retrouvent dans des camps, ayant tout perdu à cause des conflits que l'Occident génère en modifiant systématiquement les rapports de force existants entre les uns et les autres. Les Occidentaux inversent systématiquement la situation. Tout n'est que supercherie. Et ils voudraient que tout le monde pense comme eux.

En général, l'équation est la suivante : l'Occident = démocratie, et le reste du monde = dictature. À quelques exceptions près, comme Israël, le Japon, l'Ukraine, depuis que la mafia américaine a mis la main sur les riches terres agricoles des pauvres gens que leurs oligarques envoient tous au front sans exception. Mais les médias occidentaux dénoncent ceux qui désertent en masse. L'Ukraine serait un pays où se cachent des millions de déserteurs. La transformation des faits est telle que dans certaines dictatures, les Occidentaux voient des démocraties, et, dans certaines démocraties, ils voient des dictatures. N'y voyant que du feu, les gens souscrivent. Logique, c'est un discours de façade. Les mots ont un sens second. Ou n'ont aucun sens. De sorte qu'on finit par s'y perdre. Le Congo : démocratie ou dictature ? Le Venezuela ? Haïti ? Le Rwanda, dictature ou démocratie ? L'Ukraine ? La Russie ? La France ? La Belgique ? Derrière cette façade, il y a la réalité que l'on documente bien sûr, mais d'une curieuse façon. Dans cette documentation, le rôle des services secrets, omniprésents dans le Tiers-Monde, est invisible.

L'économie toute puissante, le *business as usual*, détruit les collectivités locales à un rythme accéléré. C'est le cas depuis des siècles. Au Congo, on a commencé par tuer les éléphants, puis des millions de gens. Le sol de deux immenses provinces est dramatiquement pollué par les déchets miniers. Au Nigéria, le delta du Niger est devenu un dépotier pétrolier. Ne parlons pas du Putamayo, de l'Amazonie équatorienne, ou de Bornéo. Du Serengeti, ce somptueux parc national, dévasté par la multinationale Total. L'Occident ne laisse personne, aucun peuple, aucune nation, tranquille, que leur sous-sol soit bourré ou pas de matières premières, qu'il soit pauvre ou riche. Mais cela ferait moins de dégâts que l'économie vivrière. Les Occidentaux ont besoin de se répandre, de se mêler de tout, de fabriquer des règles, d'être les seuls à pouvoir les violer impunément, et ne laissent jamais les autres en paix. Il s'agit avant tout que leurs plans marchent. Quoi qu'il en coûte. Le job de leurs dirigeants est de dissimuler tout cela derrière des idéaux humanitaires, ou démocratiques. Les droits de l'homme servent de prétexte. Dans certaines régions du monde, les organisations humanitaires couvrent des génocides, et servent même à les perpétrer ou à les provoquer.

L'intérêt des pays occidentaux pour les droits de l'homme est aussi à géométrie variable. La diplomatie étale au grand jour ses efforts pour parvenir à la paix, pour promouvoir partout la démocratie. Sauf que cela se solde par des génocides auxquels on assiste impuissant, et par la mise en place de dictatures. Ce que la diplomatie occidentale conclut en secret demeure caché à jamais. La presse ment. Julian Assange, le seul journaliste ayant réussi à percer quelques secrets a vécu 12 ans entre la vie et la mort, dont 5 ans dans une prison de haute sécurité, comme un truand de haute volée. Ce mensonge organisé, ses procédés pour dissimuler certains faits, pour en étaler d'autres, et ses explications font horreur. Pas seulement au Tiers-Monde. Ils font horreur à certains Occidentaux eux-mêmes qui essaient de ne pas se laisser bernier par le spectacle auquel ils ont droit. Ils représentent un piège mortel pour les populations du monde entier.

La culture médiatique de masse fait l'éloge de dictateurs militaires en tout genre, des seigneurs de guerre.

Les médias occidentaux décrivent aussi plus que positivement des dictatures féroces, en font des modèles, et vont jusqu'à les considérer comme des démocraties, même lorsqu'on y assassine en prison un président élu. Ils cessent en



Illustration : Antoine Demant

même temps de s'intéresser aux pays qui se retrouvent sous la coupe de ce genre de régime. Dans un cas, on considère que le régime auquel les peuples ont affaire, c'est leur affaire, et dans l'autre cas, on n'a rien de plus urgent que de provoquer un changement de régime. On pointe toutes les fautes que les gouvernements concernés accumulent. Il s'agit avant tout de faire triompher un narratif général qui provoque une forme d'amnésie et d'en nier un autre.

En 1973, Noam Chomsky et E. S. Herman ont écrit un livre intitulé *Bains de sang, précédé de L'archipel Bloodbath*². Il est question de la manière dont l'Occident présente les choses. En d'autres mots, du double standard qu'il pratique en matière géopolitique, quand il traite d'un conflit, surtout de ceux qui sont particulièrement sanglants. Cette pratique du double standard sert à tout justifier : interventions, bombardements massifs, occupations et sanctions en tout genre. L'Occident banalise ce qui l'arrange, et monte les faits en épingle, quand, au contraire, il y trouve un intérêt. Il soutient des régimes, et sanctionne les autres, les humilie, les rabaisse. Il les traite en inférieurs. Mais en Occident, on parle. Même si ce sont toujours les mêmes qui parlent, qui ont accès aux médias, qui les possèdent. Qui disent ce que la majorité veut entendre. On se sert des sentiments. Tout est cousu de fil blanc. Il est plus que temps de se ressaisir. De changer son fusil d'épaule. De changer de registre. Mais comment ? Toutes sortes de voix se font entendre et disent que l'Occident se trompe. Il n'y a nulle haine là-dedans. Seulement du bon sens.

P. W.

1. <https://www.bastognewarmuseum.be/events/colloque/>

2. *Bains de sang, précédé de L'archipel Bloodbath* (de Jean-Pierre Faye), traduit de l'américain par Marie-Odile Faye.

Les mots de la situation

Quand le Congo déclare son indépendance, il n'est pas prêt. Les cadres, l'argent font défaut. La Belgique décide encore à sa place. Il ne faut surtout pas laisser faire. Elle a déjà décidé que les Congolais auraient comme elle un Parlement, des ministres, une administration, des services publics. Il faudra aménager les choses, faire avec les moyens du bord, alors que toutes sortes de forces, de contraintes s'exercent déjà dans tous les sens. Chaque ex-puissance coloniale convoite une part de richesses du Congo et lorgne sur l'une ou l'autre province.

Il faut être très riche pour exploiter des ressources naturelles, raffiner du cuivre, du cobalt, extraire des diamants, de l'or. Pour exporter ces richesses. Et il faut se montrer intraitable. Or le Congo peut-il se montrer intraitable ? Non. Il n'a pas d'armée. Ou elle est encore sous commandement de la Belgique. Il est impossible que cela fonctionne. Il faut qu'il fasse ce qu'on lui dit. Comme auparavant. Les Congolais doivent dire qu'il sont indépendants, que ce qu'ils font, ils sont libres de le faire. L'iniquité est totale. Les grands médias, les ministres des affaires étrangères des ex-puissances coloniales, et en particulier celui de la Belgique, son premier ministre, le roi, choisissent à la place des Congolais le narratif à utiliser. Le 30 juin, lors de la cérémonie de l'indépendance, à Kinshasa, qui s'appelle alors Léopoldville, Baudouin Ier, le roi des Belges, dit des énormités. Il évoque l'amitié entre les deux peuples belge et congolais, brosse un portrait idyllique de la colonisation. C'est du paternalisme. On ne peut pas continuer comme ça. Se faire mettre en boîte dès le commencement. C'est de la censure.

Patrice Lumumba se cabre. Il donne sa version des faits. Ce n'est pas la même. Il ose aller au fond des choses. Pour lui, il ne s'agit pas de ne dire que du bien de la Belgique. Il décrit et dénonce le système colonial que l'on s'efforce de présenter de manière exclusivement positive. Il met des mots sur une expérience dans laquelle il est encore difficile de voir clair. Il ne les mâche pas. Il n'a que quelques minutes pour dire l'essentiel. Lumumba s'efforce de décrire à qui il a affaire. Ses paroles sont édifiantes, évoquent ce qui n'appartient pas encore complètement au passé. De ce qui est encore présent à l'esprit de

tout le monde. De ce qui fut de mise pendant toute la période coloniale, et contre lequel des révoltes ont éclaté, réprimées jusqu'au jour précédent. Il dénonce le racisme, les inégalités, l'injustice qui ont régné pendant trois-quarts de siècle. Les abus qui étaient systématiques. La loi qui n'était pas la même selon qu'on était noir ou qu'on était blanc. Pour lui, qui hérite d'une énorme responsabilité, il s'agit bel et bien de faire la part des choses. Ce qui jusqu'alors n'a jamais été fait. Pour lui, il ne s'agit pas de reprendre le même narratif que les autres, le seul qui existe, à son compte, il s'agit d'en inventer un. Il n'y a pas beaucoup de livres, de discours qui dénoncent avec lucidité les abus du colonialisme. Même si le courant anticolonial a déjà quelques années de vol. Son discours direct, franc, peu diplomatique, provoque une réaction de colère et de stupeur. Il y a encore des gens qui pensent qu'on n'a pas le droit de contredire un roi. L'habitude de dicter le jugement qu'on porte sur les faits, de fabriquer l'actualité à sa convenance est trop forte. La machinerie s'enraye. Le premier ministre congolais est accablé par les critiques, condamné par tous ceux dont la parole fait la pluie et le beau temps dans toute une partie du monde. Les ex-colonisés d'un jour, pas plus que les colonisés d'avant, et du reste pas davantage que la plupart des opprimés, n'ont le droit à la parole, sauf pour dire ce qu'on leur permet de dire.

On peut tout reprocher aux dirigeants du Tiers-Monde, aux dirigeants de petits pays, ou à ceux de pays sans aviation, sans marine, sans industrie, mais on ne peut rien reprocher aux puissances coloniales. On ne peut évoquer leur paternalisme. Et encore moins le leur reprocher. Dans un cas, on peut tout dire. On ne s'en prive pas. On va jusqu'à inventer des choses. De manière très diplomatique. Dans l'autre, il faut s'en tenir à la lettre à une vision des choses mensongère, à ladite vision diplomatique des choses. Cette diplomatie qui broie les consciences. Qui s'en amuse. Et qui passe pour exemplaire. Toute autre version des faits est considérée comme une atteinte au bon goût, comme une provocation, comme une déclaration de guerre. Comme un crime. Comme une erreur mortelle. Lumumba connaît l'hypocrisie de ceux à qui il a affaire. Est-ce qu'il pressent la suite ? L'intervention mili-

taire belge dévastatrice qui se prépare ? Et la succession de désastres qui s'ensuit. La mutinerie de la force publique. Les troubles. Le verbiage diplomatique et démocratique qui trouve rapidement un prétexte pour en appeler à des sanctions. Tenté de demander aux Russes de lui venir en aide, Lumumba est traité de communiste. À cette époque, et encore aujourd'hui, le communiste est l'ennemi par excellence. Les pays communistes sont mis au ban de l'humanité, traités en ennemis, vus comme des états voyous. Les bombardements américains au Vietnam et en Corée feront en tout 6 millions de victimes, un chiffre emblématique. 3 millions au Vietnam, au Laos et au Cambodge, et 3 millions en Corée, parmi lesquels beaucoup de Chinois. En Corée, il semble que les Américains aient utilisé des armes bactériologiques. Au Vietnam, ils utilisent massivement des armes chimiques. Les puissances néocoloniales s'en donnent à cœur joie. Elles fabriquent de A à Z une sécession et même plusieurs qui vont faire au moins un million de victimes. Les journaux mentent à tour de bras. Le secrétaire général des Nations unies qui essaie de rétablir la paix se fait probablement assassiner par des mercenaires, alors qu'il est en route pour discuter avec Moïse Tshombe. Son avion est abattu au-dessus de la Rhodésie. Les puissances néo-coloniales prétendent que ce sont des communistes qui l'ont abattu. Après coup, elles s'accuseront toutes mutuellement. Elles violent toutes les règles, mais passent leur temps à en accuser d'autres. La mécanique est bien rodée.

Non, en démocratie, la parole n'est pas libre. On ne dit pas ce que l'on veut. La liberté de parole, de pensée, renvoie à une simple pétition de principe. Si l'on souhaite s'exprimer, on n'a qu'à répéter ce qu'on nous apprend à dire. Moutonner. Et de toute manière, mieux vaut avoir une armée puissante sous la main.

Lumumba, pour la plupart des gens, encore de nos jours, a fait un discours de trop. Pour d'autres, le choc qu'il a causé fut quelque part salutaire.

P. W.

«Bande-son pour un coup d'État», film documentaire de Johan Grimonprez, 150 minutes, 2024.

Au regard des longs métrages de fiction, le film documentaire est un genre produit sans grands moyens, mal distribué et le plus souvent cantonné à un public de niche. Raison de plus pour saluer la sortie dans quelques salles d'art et essai de Belgique de *Bande-son pour un coup d'État*. Fruit du travail minutieux de recherche et de mise en perspective historique du documentariste belge Johan Grimonprez, ce film relate les événements qui courent de la fausse indépendance du Congo, le 30 juin 1960, à l'assassinat du premier ministre Patrice Lumumba, le 17 janvier 1961, qu'il insère dans le contexte congolais, belge et international de l'époque. Servi par un montage subtil au rythme syncopé qui entrelace images d'archives, témoignages d'acteurs-clé et morceaux de jazz de l'époque, ce film de 2h30 nous emporte à la manière d'un thriller haletant dont on sort éberlué, tant par sa beauté formelle que par la richesse de sa documentation et, surtout, le caractère implacable de sa démonstration : en dépit des intentions proclamées, la Belgique n'avait aucune intention de renoncer à ses inté-

rêts coloniaux, portés notamment par une Union minière opportunément privatisée trois jours avant la proclamation de l'indépendance et garantis par le maintien d'un contrôle total sur la Force publique, la police coloniale. Alors que la Belgique s'assure du soutien d'hommes liges tels que le président Kasa-Vubu puis de Mobutu, ou encore du pantin Tschombé porté à la tête de l'État-fantôme du Katanga, le patriotisme intransigent de Patrice Lumumba en fait l'homme à abattre, et ce dès la cérémonie d'indépendance, lorsqu'aux propos lénifiants du roi Baudouin sur l'œuvre civilisatrice belge, il rétorque : « *Nous qui avons souffert dans notre corps et dans notre cœur de l'oppression colonialiste, nous vous le disons tout haut: tout cela est désormais fini* ». Grimonprez démontre avec rigueur et brio comment, avec la complicité active des services secrets américains et britanniques, la Belgique a fomenté l'arrestation puis l'assassinat du premier ministre, et l'émoi international suscité par cette ignominie. En rendant compte la vigueur des débats au sein d'une ONU traversée par la rivalité entre

l'Est et l'Ouest d'une part, le mouvement des Non Alignés et le souffle de la décolonisation d'autre part. Quant à la bande-son et aux archives cinématographiques donnant à voir et à entendre, de Louis Armstrong à John Coltrane, les plus grands musiciens de l'époque, elle est tout sauf anecdotique : expression du mouvement d'émancipation afro-américain, le jazz est retourné et instrumentalisé par la CIA au service de son influence sur le continent africain. L'exemple de la tournée qui mène Armstrong au Katanga dans un avion rempli d'armes à l'insu du musicien en offre un exemple hallucinant. Comprenant à quel point il a été joué, Armstrong aurait alors menacé de déchirer son passeport américain et de s'installer au Ghana nouvellement indépendant. Remarquable leçon d'histoire, ce film mérite d'être projeté dans toutes les écoles de Belgique et du Congo.

François Massoulié

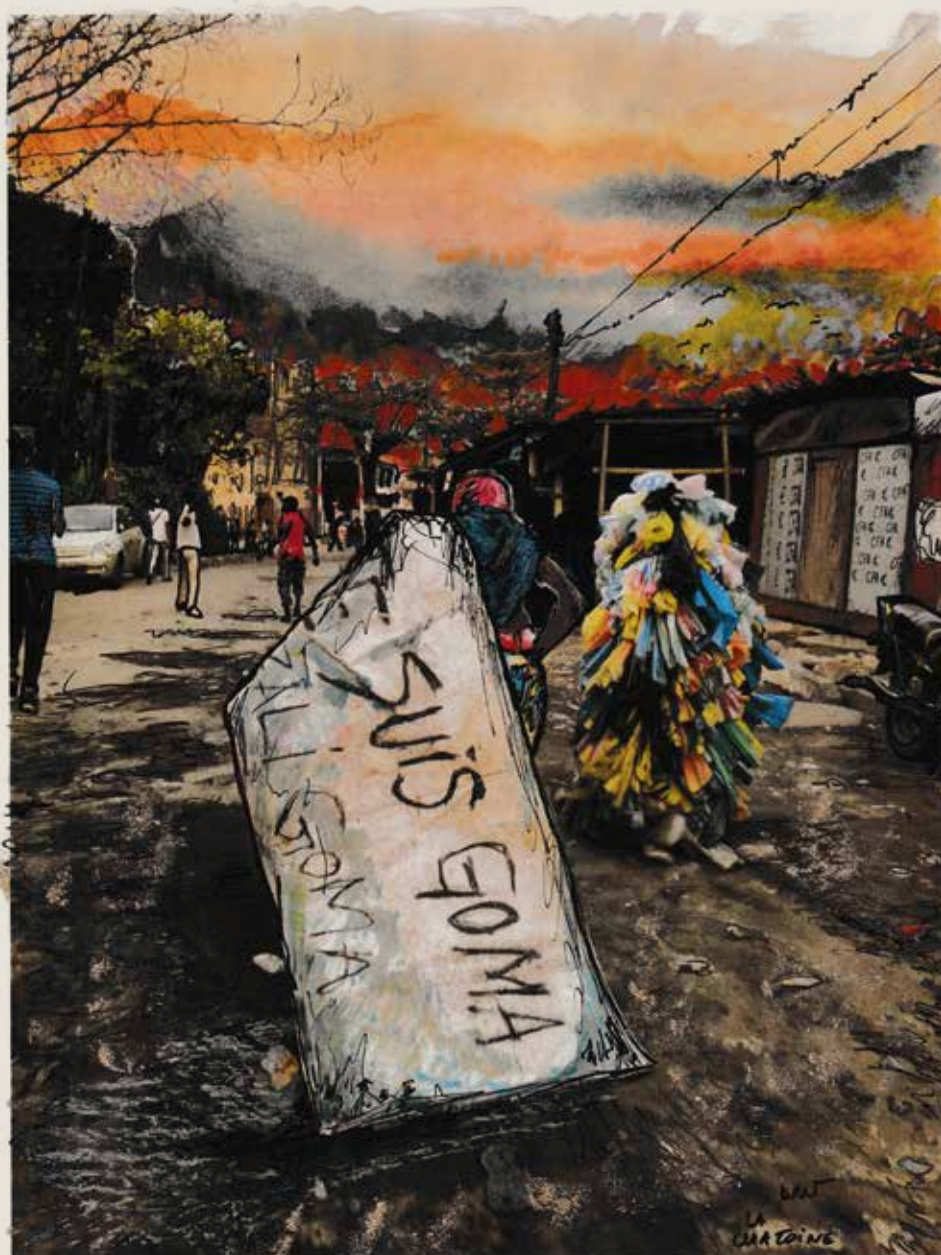
Le Congo est un État failli

Les clichés ont souvent un caractère choquant. C'est un des motifs pour lequel on les utilise. Un autre motif est la difficulté à les remettre en cause. Un cliché représente une partie seulement de la réalité, mais il se fait passer pour sa totalité. En même temps, il procède à un jugement à son sujet. C'est efficace. Presque éloquent. Tout cela en peu de mots. Les critiquer nécessite une analyse complexe. Alors qu'abonder dans leur sens ne nécessite aucun effort. Le cliché renvoie souvent par conséquent à un lieu commun. Les sophistes y ont systématiquement recours. Et si on fait mine de ne pas les comprendre, on est confronté à de l'indignation, ou on est pris pour un attardé. Il ne reste le plus souvent qu'à opiner positivement, ou à se taire, à écraser comme on dit.

L'affirmation que le Congo est un État failli relève du cliché. Il rejette sur ce pays lui-même la responsabilité exclusive de sa situation. Or, le Congo n'est pas le premier responsable de cette situation. La faillite économique qui le concerne a cours pratiquement depuis son indépendance. On peut même dire qu'elle découle des conditions dans lesquelles celle-ci lui a été octroyée. Le Congo est un État failli dès son indépendance. Tout simplement parce que la puissance coloniale qui reconnaît cette indépendance vide les caisses de l'état en s'en allant dès cette indépendance. C'est l'origine du fameux contentieux belgo-congolais. Exactement comme ont fait les Américains en quittant l'Afghanistan en 2021. En laissant des pays sans ressource, on les accule, on provoque une crise, des troubles. Au Congo, on a provoqué une dramatique guerre civile qui a engendré des destructions supplémentaires. Le Congo espère encore à ce moment-là se relever grâce aux royalties perçues sur la vente de matières premières qui abondent au Congo. Mais on le déçoit. Ces matières premières proviennent essentiellement du Katanga. Or, pendant les 4 premières années de son existence, suite à une intervention belge, cette province revendique son indépendance et fait sécession. Le Congo ne peut plus tabler sur le Katanga pour relever son économie. L'intervention belge est déterminante pour permettre au Katanga de s'organiser, de mettre en place un gouvernement, contrôlé à distance par l'Union minière, la principale société minière belge en activité au Congo à ce moment-là. Elle exploite le cuivre katangais. C'est elle qui finance les officiers belges qui ont soi-disant donné leur démission à l'armée belge. C'est elle qui paie les mercenaires.

En attendant, la CIA et les dirigeants belges montent un vaste complot. Ils se servent de Mobutu et des Katangais pour faire assassiner Lumumba. Mobutu fait arrêter Lumumba, le livre aux Katangais, et ces derniers l'exécutent. Et quand la guerre avec le Katanga se termine, elle se poursuit dans l'Équateur, du côté de Stanleyville. Les lumumbistes s'y sont réfugiés. Ils ne reconnaissent pas le régime mis en place par les Belges et les Américains. Une seconde intervention militaire belge va mettre fin avec l'appui de l'ONU, à ce que les médias et les gouvernements occidentaux appellent une rébellion. En 1964-65, les lumumbistes se font exterminer par des troupes irrégulières qui soutiennent les interventionnistes.

En 1965 aussi, les services secrets et les diplomates belges et américains provoquent, autrement dit financent et couvrent un coup d'état de Mobutu. La dictature est instaurée. La guerre cependant n'est pas finie. Et d'autres interventions sont organisées. Cette fois, ce sont principalement des mercenaires qui s'attaquent à la résistance.



Mobutu espère remettre en marche l'économie mais il a besoin d'aide. Il reçoit une aide substantielle de certains pays occidentaux. Mais cette prétendue aide, il lui faudra la rembourser. Pendant quelques années, sur un plan économique, pendant que la plupart des dissidents, des lumumbistes continuent à se faire exterminer, grâce à cette aide massive, Mobutu parvient à donner l'impression que les choses fonctionnent de nouveau. Mais, hélas, rapidement, à cause d'une récession mondiale, causée par une hausse subite des prix du pétrole, le cours des autres matières premières s'effondre. On connaît le mécanisme qui a servi à ruiner les pays du Tiers-Monde. Les taux d'intérêt de leur dette augmentent vertigineusement, alors que leurs recettes se réduisent comme peau de chagrin. Et, pour couronner le tout, Mobutu met en poche le peu des royalties que les sociétés minières laissent à l'état. Les rares recettes de l'état filent presque intégralement dans la poche de Mobutu, qui en partage généreusement une partie avec ses proches, avec la nouvelle élite en poste à Kinshasa.

Au début des années 1980, le rapport Blumenthal, un fonctionnaire du FMI, attribue l'énorme dette du Congo, et la situation de ce pays à la corruption, il est vrai assez phénoménale. Le cliché de l'état failli est né. Pour un cliché, c'est un cliché. Il exonère les états occidentaux de toutes leurs responsabilités.

En fait, le Congo est un pays, un peuple, qu'on a brisé, qu'on réduit systématiquement à rien dès le départ pour pouvoir en piller les ressources plus facilement. Tout dans les mésaventures de ce pays a été causé, orchestré par d'autres gouvernements.

Ces derniers vont continuer à le détruire par tous les moyens possibles.

Les clichés ont la vie longue. Un tel cliché renvoie à une véritable tradition, à des mensonges qui se transmettent de génération en génération. On a pratiquement affaire à un dogme. Le Congo n'est pas seulement un état failli, pour les grandes organisations internationales, il en est le prototype.

Même le Monde Diplo a recours à ce cliché. *État failli, calvaire des populations* titre le Monde diplomatique de mai 2024¹. Pourtant, il passe son temps à critiquer les clichés.

Ce dogme, c'est celui de tous les appareils idéologiques qui servent à présenter la politique étrangère des pays occidentaux sous un jour exemplaire. La tâche de ceux qui persistent à jeter un regard ouvert et réaliste sur la situation est presque impossible.

Les points de vue développés en général au sujet de la R.D.C., la rhétorique utilisée, son aspect déclaratif, les insinuations auxquelles la

presse dans sa toute grande généralité, les experts des ONG en général, les experts des grandes organisations, pratiquement tous, procèdent, rend tout autre point de vue pratiquement indéfendable.

Quel état n'est pas un état failli en Afrique?

En Afrique, la plupart des dirigeants qui mènent une politique économique différente de celle que leur autorise à mener le Département d'État américain ou le Quai d'Orsay, se font assassiner. Même cela, le cliché de l'état failli sert à l'expliquer.

Les Congolais ont fini par s'accoutumer à ces mensonges, à ces clichés, à ces inventions, de ces mesquineries aux guerres qu'on provoque dans leur pays. La tradition des coups fumants. Les Congolais ont un mot pour parler de ces coups fumants : le mot congolisation.

P.W.

1. Le monde diplomatique, mai 2024.

Une lente progression vers la démocratie

Colette Braeckman est une journaliste-reporter belge dont l'audace dépasse l'imagination. Sillonnant depuis longtemps l'Afrique centrale, elle est l'auteure de plusieurs ouvrages sur la République Démocratique du Congo (RDC) et les événements qui, depuis deux générations, ont bouleversé cette région du monde. Grâce à son grand cœur, elle n'est pas devenue, comme tant d'autres, la simple propagandiste d'une pensée unique et de ses sempiternels colportages. Nous avons abordé succinctement avec elle les deux décennies qui précèdent directement la période actuelle, en procédant par touches successives, traitant surtout du développement de la démocratie en RDC.

LES AMÉRICAINS ET L'UDPS¹

Dans votre dernier livre², vous parlez d'un lobby américain prodémocrate qui aurait soutenu l'UDPS dans les années 1980...

C'était le Rainbow lobby. La dame s'appelait Nancy Ross. C'étaient des gens très actifs qui venaient régulièrement à Bruxelles pour prendre contact. Ils donnaient beaucoup d'informations, soutenaient à fond l'UDPS contre Mobutu. Dès que Tshisekedi³ ou les autres se faisaient arrêter, ils faisaient des communiqués, se mobilisaient, c'était un lobby militant. Comme c'était pour la démocratie ou pour libérer les gens de l'UDPS, on était en très bons termes. Après, il y a eu le Rwanda et ils ont disparu complètement.

Des organisations américaines, comme le New Endowment for Democracy (NED), ont joué un rôle dans des révolutions, comme le printemps arabe. Elles sont considérées comme des extensions de la CIA. Et le Rainbow lobby ?

Je n'ai jamais eu la preuve qu'ils étaient de la CIA, mais ils étaient quand même très bien introduits aux États-Unis. J'y suis allée, je ne sais plus à quelle occasion, à la fin des années 1980 et j'ai été tout de suite reçue par des gens du Haut département d'État, qui suivaient de très près le Zaïre de Mobutu, qui posaient des questions pointues, qui savaient qui était qui. C'était une attention insolite. L'UDPS a été créée en 1979, avec la lettre des 13 parlementaires à Mobutu. L'UDPS ne demande pas la démocratie, ou le multipartisme, mais l'autorisation de créer un deuxième parti. Ce n'était pas une revendication pour créer une démocratie, mais c'était un pas en avant. Ce sont des dissidents du MPR de Mobutu qui ont créé l'UDPS. Le Rainbow lobby était à côté d'eux dès le début, ils n'étaient pas tout seuls. Quand il y avait des gens emprisonnés et battus, il y avait toujours des protestations américaines. Les Américains étaient beaucoup plus rapides que les Belges. La Belgique en était encore à se demander qui était qui, qui étaient ces gens. Ce n'est qu'après la chute du mur de Berlin qu'ils ont été reçus à l'ambassade. Les Américains ont pris leurs distances avec Mobutu à partir de 1985.

Il y a eu un rapport américain important sur le Congo de Mobutu à ce moment-là...

En 1982, il y a eu le rapport du FMI, le rapport Blümenthal, qui a démolit le Zaïre de Mobutu sur le plan économique. C'est un très bon rapport qui a dénoncé la corruption institutionnalisée, les détournements effectués par le régime. Après cela, Blümenthal est retourné en Allemagne et n'a plus mis les pieds au Zaïre. Que Blümenthal, un haut fonctionnaire du FMI, ait mené cette enquête, qu'il ait été autorisé à la publier, et qu'elle ait eu un tel écho dans la presse, ça veut dire quelque chose.

Tshisekedi a-t-il créé cette opposition dans le but de soutenir indirectement Mobutu, qui était très critiqué à un moment donné, pour donner l'impression que le Zaïre se démocratisait ?

Tshisekedi a toujours gardé le contact avec Mobutu, jusqu'à la fin de sa vie. Il faisait de grandes déclarations tonitruantes,

mais c'était un ami de la première heure de Mobutu. Il a rédigé les statuts du MPR. C'était un juriste. Mobutu devait lâcher du lest. Est-ce qu'ils n'ont pas mis ensemble cette stratégie au point ? C'est possible. Ils ont interdit les autres, dont les lumumbistes qui étaient toujours persécutés. L'UDPS a pris des coups aussi. C'étaient des Kasaiens. Ils n'ont pas été mis en prison, mais ils ont été relégués dans leurs villages d'origine, ce que les Belges faisaient déjà. Une vieille pratique coloniale consistait à renvoyer les gens dans leur village, à 1.000 km de la capitale, en leur disant de cultiver la terre.

KABILA⁴

Quand Kabila père est venu à Bruxelles, je ne sais pas si tu te souviens ?...

... Il s'est retrouvé dans la fosse aux lions. Il était déconcerté par l'accueil glacial de la Belgique. Il a été reçu par Hervé Haskin et par Armand De Decker. Le dispositif belge était nul. On l'a traité comme un chien. Et trois mois après, il était mort. On savait qu'il allait mourir. J'étais révoltée. Je ne voulais pas être obséquieuse, mais j'essayais d'être cordiale avec lui. Oh, c'était horrible !

Quand on pense que Kabila a déclenché une guerre internationale...

Un combattant, hein. Et sur place, sur le terrain, il a rameuté les Maï-Maï, les vieux de la vieille, et tout le monde y est allé.

L'Angola, le Zimbabwe, la Libye...⁵

La population de Kinshasa s'est soulevée. Elle a empêché les agresseurs de réussir leur coup. Les gens ont été héroïques ! Ils se sont défendus contre des envahisseurs. On ne parle jamais de cela. Au contraire, une campagne de presse a dénoncé la chasse aux Tutsis.

Alors que Kabila a mis les Tutsis de Kinshasa en lieu sûr pour les protéger.

Il a chargé son fils Joseph et Okitundu qui était ministre des droits humains de faire un répertoire de Tutsis qui vivaient à Kinshasa, d'aller les chercher et de les mettre en sécurité. Et on a dit : « *Quand même, Joseph, le fils du président, il a l'autorité.* » En fait, il a obéi aux instructions de son père ! Ensuite, des gens ont fait courir des rumeurs : « *Oui, mais Joseph est un Tutsi.* »

Laurent-Désiré Kabila avait affaire à une campagne de presse internationale qui cherchait à le salir. On a inventé toutes sortes de choses.

Alors qu'il essayait d'arrêter les militaires de Paul Kagame.

Qui a transporté les soldats rwandais au Bas-Congo ? Est-ce que ce sont les Américains ?

Ce sont des avions rwandais. L'opération qui a consisté à mener les Rwandais jusqu'à Kinshasa était une opération à haut risque menée par Kabarebe avec un avion rwandais qui

a atterri à Kitona. Le Zimbabwe est intervenu. Et ils ont dû se replier à pied dans des conditions difficiles vers l'Angola. Ils ont marché à travers le Bas-Congo. Ils se sont retrouvés au-delà de la frontière angolaise, dans un ancien camp de Savimbi. Et là, les Américains ont envoyé un avion pour les ramener au Rwanda.

ET LA GUERRE A CONTINUÉ...

Cette guerre s'est enlisée. Les femmes sont violées. Les hommes, torturés, tués, les femmes, parfois aussi. Il en est ainsi depuis plus de 20 ans. Justine Masika⁶ a écrit un livre sur les souffrances de femmes et les tortures à Goma. C'est un classique.

GOMA

Que peux-tu me dire à propos de la variole du singe à Goma ? L'explication officielle, c'est que c'est une zoonose.

Si au moins, il y avait un système de distribution d'eau et des égouts corrects ! Il n'y a même pas d'évacuation des rejets. Bukavu est devenu une poubelle à ciel ouvert. Il y a des maladies. C'est normal.

Le MonkeyPox est né à Kamituga, une localité du sud-Kivu où il y avait une mine d'étain qui marchait du temps de la Belgique et de Mobutu et qui fut un des premiers objectifs de la guerre en 1996. Les Rwandais ont occupé Kamituga et se sont emparés de la mine d'étain. Ils se sont rendu compte qu'il n'y avait pas que de l'étain, mais d'autres minerais. Il y a eu un directeur d'origine rwandaise. Ensuite, il y a eu, je crois, une compagnie américaine qui a pris possession de Kamituga et puis qui a tout revendu. Et, enfin, sont venus des Chinois. Kamituga a aussi été occupé par les rebelles. Tout le système social et le système sanitaire se sont écroulés, c'est devenu un des pires endroits du point de vue sanitaire à cause des viols, de l'occupation. Les conditions de vie des mineurs artisanaux, les violences sexuelles, c'est un terrain idéal pour tous les virus, comme la variole qui, bien que n'étant pas une maladie mortelle, va vite et est très invalidante.

C'est 5% de létalité quand même...

Ah ? C'est beaucoup. À Goma ?

À Goma, au Congo, même en Europe.

J'ai reçu un coup de fil hier de Médecins du monde qui a une équipe à Goma qui m'a alertée en disant que c'était terrible. Ils ont plein d'infos sur le MPox⁷. À Goma, les conditions d'hy-

1. Union pour la démocratie et le progrès social.

2. *Mes carnets noirs*, éditions Weyrich, Neufchâteau, 2024.

3. Étienne, le père de l'actuel président congolais, Félix. Colette Braeckman l'appelle simplement Tshisekedi.

4. Laurent-Désiré Kabila, le résistant, qui a fait 36 ans de maquis, le père de Joseph Kabila.

5. Selon DVR (David Van Reybroeck), le Tchad envoie 2.000 soldats. La Libye envoie des avions. C'est l'Angola qui chasse les Rwandais du Bas-Congo.

6. Justine Masika Bihamba. *Femmes debout face à la guerre*, Éditions de l'Aube, 2024, 225 pages.

7. Colette B. parle du Monkey Pox et puis la conversation se met sans transition à évoquer le Mpx. Il semble que Mpx et Monkey Pox, ce ne soit pas tout à fait la même chose.

giène dans les camps de déplacés – ils sont 3 millions – sont déplorables.

J'ai lu qu'il y en avait un million et demi à Goma.

Dans tout le Kivu, Nord et Sud, il y en a 3 millions. Les gens descendent des montagnes et se rassemblent dans des camps au bord du lac. Ils sont coincés avec le lac d'un côté et les rebelles de l'autre. Ils sont chassés par les combats. Leurs maisons sont détruites. Sur les rives du lac Kivu, ils sont dans des huttes, des blindés comme ils disent, dans des conditions d'hygiène indescriptibles. Médecins du monde et Médecins sans frontière travaillent là. Ils ont des équipes sur place comprenant des locaux. Dans tout ça, le Monkey Pox, c'est la cerise sur le gâteau. Il ne peut qu'y avoir une épidémie de quelque chose. Rappelez-vous : avec l'exode des Hutus du Rwanda, il y a eu le choléra. Les gens mouraient par milliers.

LE M23

Par qui est dirigé le M23 ?

Ce sont des réfugiés qui sortent des camps d'Ouganda avec une ligne de commandement du Rwanda.

Mais ils sont sortis de ces camps dans les années 1990...

Non. Toutes les guerres au Kivu, avec Laurent Nkunda, tous ces Tutsis, toutes ces rébellions, chaque fois ça se termine par un accord de paix, les combattants sont retirés et on les met dans des camps en Ouganda. Vous avez toute une zone en Ouganda avec des camps de réfugiés. J'ai visité ça, un jour, avec le ministre de la Coopération. Il y a des réfugiés d'autres pays aussi, mais il y a toute une zone avec des réfugiés d'origine congolaise, logés, nourris, avec des écoles. Ils suivent un entraînement sportif.

Logés et nourris ?

Oui. La coopération belge paie pour ça. Il y a toute une ligne budgétaire. On forme des jeunes gens. On les éduque. On leur apprend un métier. Les combattants du M23 ont grandi dans les camps de réfugiés, soutenus par l'aide internationale. Par l'UE, par la Belgique. C'est de la coopération. L'UE le fait aussi ailleurs. Les soldats du FPR⁹ étaient réfugiés en Ouganda. Ils ont été formés, éduqués.

Est-ce que le FPR a été subventionné par les Belges ?

C'était le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR). Si la Belgique donnait de l'argent, c'était via l'ONU. Mais ça c'est normal. C'est le HCR. Ces gens avaient parfaitement le droit d'avoir la qualification de réfugiés, apatrides même. Et ils avaient des documents de l'ONU, des cartes de réfugiés de l'ONU. Leur principale revendication, qui était légitime, était de rentrer dans leur pays, d'obtenir une carte d'identité nationale rwandaise et de ne plus être des apatrides qui ont des problèmes quand ils voyagent dans le monde. Les gens du FPR ne voulaient plus voyager avec une carte de l'ONU. Ils voulaient une carte de citoyen rwandais. C'était leur principale revendication dans toutes les réunions de l'OUA⁹. En Belgique, il y avait toujours un type qui se levait et qui prenait la parole dans les années 1980 et qui demandait : « *Et qu'est-ce que vous faites avec les réfugiés rwandais qui sont apatrides ? Nous sommes les plus anciens réfugiés d'Afrique.* » Ce qui était vrai. Ça remonte aux années 1960. Il faut régler le problème, disait-on. Et le régime rwandais disait : « *Vous voyez bien qu'il n'y a pas de place chez nous.* » Et ça a généré le FPR qui s'est battu pour le retour. Le M23 et tous les rebelles venus d'Ouganda, eux, se battent pour retourner au Kivu. Est-ce que ce sont tous des gens qui sont nés dans le Masisi, à Rutshuru, au Kivu, comment le savoir ? Est-ce qu'il y a des jeunes Rwandais qu'on a injectés dans l'équipe ?

Ces réfugiés-ci, c'est le HCR, la Belgique, l'Union européenne ?

C'est la Belgique qui soutient l'UE et qui travaille avec le HCR, conjointement. Ce sont des opérations internationales de soutien des camps de réfugiés qui sont très bien organisées. Ils ont un statut, un titre de réfugiés internationaux, accueillis officiellement par l'Ouganda, et l'Ouganda a concédé des terrains au HCR pour qu'il construise là des villages, des écoles, des hôpitaux, des services, pour que ces gens puissent vivre

décemment. Mais ils ne sont pas chez eux. Là-dedans, il y a des gens d'Afrique australe aussi. Des anciens réfugiés des guerres d'Afrique australe.

Des gens de l'UNITA, des gens comme ça ?

Oui. Il faudrait vérifier. La question qui se pose avec l'Ouganda, c'est que le régime ougandais n'accepte jamais de naturaliser ces réfugiés. Ce sont des gens de la deuxième génération de réfugiés d'origine congolaise, mais ils ne peuvent pas obtenir la nationalité ougandaise. Et donc ils restent réfugiés. La deuxième et la troisième génération continuent à prôner le droit au retour, puisque dans le pays où ils vivent, ils ne peuvent jamais s'intégrer pleinement ni avoir accès à certains emplois. On pérennise le problème et donc l'instabilité. C'est le germe de nouvelles guerres. Ça, c'est l'Ouganda. Il suffit de demander à la coopération belge. Ils ont des dossiers là-dessus. La Belgique paie le HCR, ou l'UE. C'est officiel.

Là, ils ont des écoles, ils sont bien logés, mais au Kivu, par contre, ce n'est pas le cas.

Au Kivu, ce sont des déplacés, pas des réfugiés.

Je savais que Laurent Nkunda allait et venait en Ouganda, mais je ne savais pas qu'il avait le statut de réfugié, qu'il avait une carte du HCR, qu'en Ouganda, il était logé, blanchi.

Lui était de Goma. Mais il y en a d'autres. Il y a des jeunes gens, logés, nourris, blanchis. C'était un Tutsi du Nord-Kivu, qui avait rejoint le FPR et avait combattu au Rwanda comme officier. Mais il est d'origine congolaise, Tutsi du Nord.

Un Banyamulenge ?

Non. Les Banyamulenge sont des Tutsis du Sud-Kivu. Il était intégré dans les troupes rwandaises. Et quand il a mené des opérations au Nord-Kivu, on a vu qu'il était originaire de je ne sais plus d'où¹⁰. C'est compliqué hein ?

LA RÉSISTANCE

Qui combat ces paramilitaires ?

Les Forces armées congolaises. Mais ces troupes ne sont pas très efficaces.

Les Américains et les Belges ont beaucoup insisté pour former des policiers. Ou des militaires.

Les Belges ont formé la 6ème brigade, je crois. À Kitona. Ces soldats sont considérés comme de bons militaires, bien formés, patriotes. Les Belges se désolent un peu d'avoir formé une bonne unité, alors que, souvent, ils quittent l'armée, car ils ne sont pas bien payés. C'est un classique. La Belgique a formé plusieurs fois des unités d'élite et puis ces soldats se sont volatilisés, ils ont disparu dans la nature.

Comme les trois sportifs congolais, sur six, qui se sont volatilisés à Paris, juste avant la cérémonie de clôture des Jeux olympiques.

Les Français ont formé des officiers supérieurs. Il y a une espèce de grande académie militaire à Kinshasa. C'est Saint-Cyr quoi ! Ce sont des Français qui l'ont créée. En sortent des gens intelligents, bien formés, mais pro-Français, évidemment.

Les soldats qui ont des idées révolutionnaires sont plus efficaces que les soldats formés par les Belges, les Français ou les Américains qui sont avant tout là pour défendre les multinationales, les intérêts occidentaux.

Qui sont les soldats qui ont des idées révolutionnaires ? Ils sont où ?

Il n'y en a plus. Ils se forment dans les révolutions, dans les guerres. Il y a eu l'AFDL. Il y a eu le maquis de Kabila. Il y a eu Mulele, tous les Simbas et les... lumumbistes. Il y a eu des générations de révolutionnaires dont certains étaient militairement bien formés.

Au Kivu, ils ne se montrent pas. Mais il y a encore des gens qui ont cette idéologie. Les Mai-Mai savent se battre. Ils sont



villipendés, critiqués. Je pense que ce courant-là n'est pas perdu, il est toujours là.

Avec des curés de paroisse, des gens de la base, cet élan patriotique congolais est toujours là, mais pour le moment ils ne se montrent pas. Ils tiennent à la vie. Les gens transmettent oralement. Aujourd'hui, il y a aussi les fameux combattants Wazalendo. Les enfants du pays, comme on dit. À l'étranger, on les déblatère, on dit que ce sont des tueurs. Ce sont des milices. Je ne suis pas beaucoup allée au Kivu, mais j'en ai quand même rencontré. Ce sont des étudiants d'université, qui font le droit ou l'histoire, et qui se sont un jour dit qu'ils allaient aller se battre pour leur pays. Ils s'expriment très bien en français. Il y a peut-être de tout, il y a peut-être des coupeurs de route, mais il y a aussi une génération de jeunes qui ont 20 ans et qui se battent pour leur pays : les Wazalendo. Mais ce sont aussi ceux-là qu'on met en première ligne.

Ils meurent parce qu'on les localise facilement ?

Leurs officiers sont corrompus.

Ce sont des officiers de l'armée congolaise ?

Oui. Les Wazalendo sont des groupes d'irréguliers, un peu comme les Mai-Mai, mais qui sont dans l'armée congolaise et d'après ce que je sais, l'armée congolaise les met toujours au

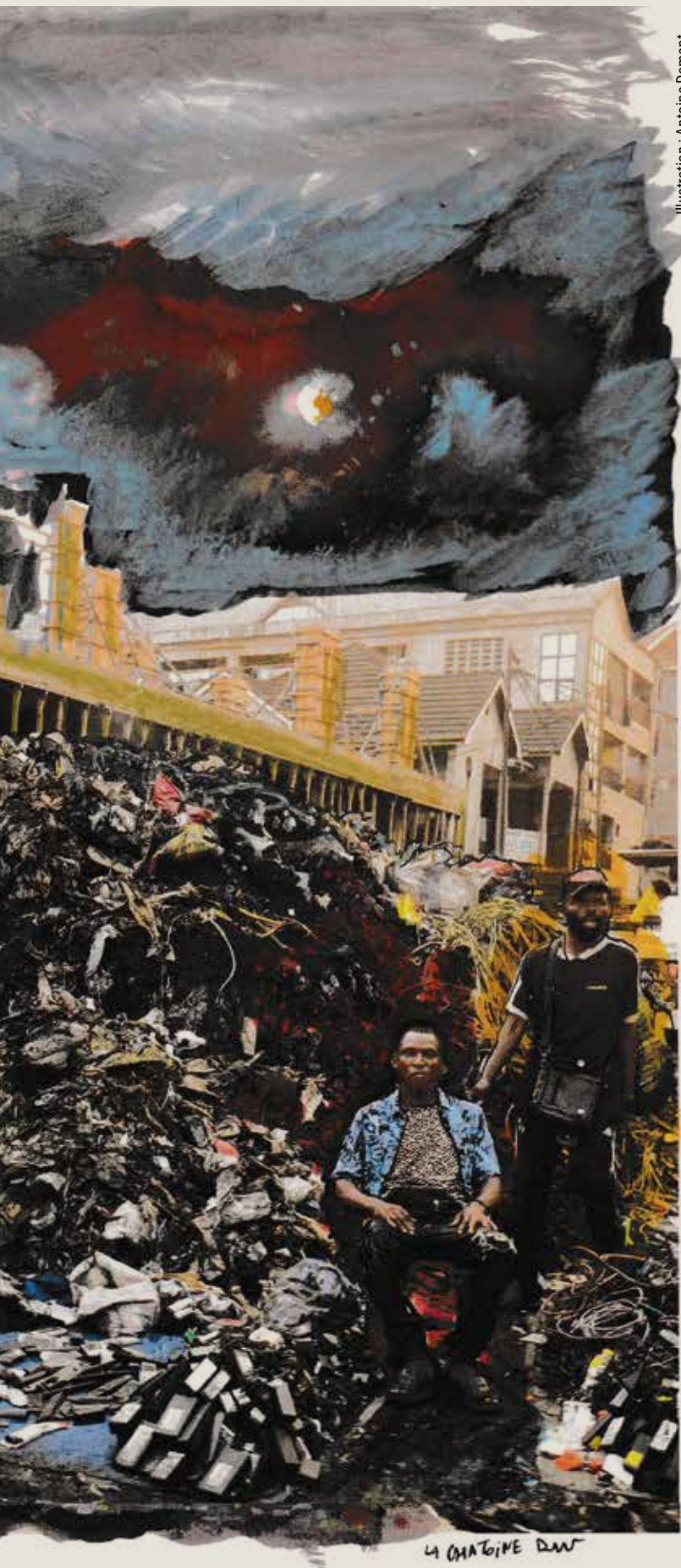


Illustration : Antoine Demant

premier rang. Donc les premiers qui meurent face au M23, c'est eux. Est-ce qu'il y en a qui restent à l'arrière pour se préserver, c'est difficile à savoir.

LE CONGO ET LA DÉMOCRATIE

Est-ce que les Congolais parviendront à préserver leur démocratie, leur unité ? Qu'est-ce qui va se passer aux prochaines élections ? Est-ce qu'un protégé du FMI comme Martin Fayulu va finir par passer ?

Les Congolais sont focalisés sur la guerre avec le Rwanda. C'est la grande priorité. Ils dénoncent. Mais il n'y a pas que ça. Il y a la corruption, la mauvaise gouvernance.

Qu'est-ce qui est important ? Quel biais, quel angle d'attaque utiliser pour préserver la démocratie ? Comment aborder la question de la démocratie au Congo, dans le tiers-monde ?

Tshisekedi¹¹ a une légitimité. Que ça plaise ou non. Il n'a peut-être pas eu les 73% dont on le crédite. Kagame n'a pas eu 99,9% non plus. Mais les gens ont voté pour lui à cause des petites mesures sociales qu'il a prises. Il a pensé à la gratuité de l'enseignement primaire et de la maternité. Pour les gens, c'est énorme. Il y a pensé. Les soins ne sont pas bons, mais il a posé le principe de cette gratuité. Normalement, toute

femme enceinte a le droit d'aller à l'hôpital et d'accoucher gratuitement. Tout le monde a dit : « *Oui, mais les services ne sont pas bons, les docteurs ne sont pas formés, elles doivent quand même payer pour toutes sortes de choses.* » D'accord, mais le principe est posé. Il est inscrit dans la loi. Et le prochain devra tenir compte de ça. Le principe de la gratuité de l'enseignement primaire est acquis également. Évidemment, il y a encore toutes sortes de mesures à prendre.

On paie encore les professeurs. Il y a encore des professeurs ?

Oui. Les professeurs ont droit à une petite paie, un petit salaire ridicule. Et il y a la contribution des parents. Les gens ont voté pour ça. Ils doivent encore payer. Ce n'est pas parfait. L'État n'a pas d'argent. Le salaire des enseignants n'est pas suffisant pour qu'ils vivent. Il faut leur donner quelque chose. Mais le principe est posé et cette année-ci, les gens ont payé moins que les années précédentes. J'ai suivi la campagne. Les gens ont dit : « *Les Blancs, vous pouvez dire tout ce que vous voulez, il a quand même pensé à nous.* » Il a pensé à ce droit à l'enseignement, à sa gratuité. On peut dire : oui, c'est démagogique ! Mais il y a quand même pensé. Il a été élu grâce à ça, mais aussi sur une base patriotique, contre la division du pays, contre l'invasion rwandaise, sur cette base nationaliste et patriotique. On dit que c'est un régime « ethniste ». Mais les gens ont aussi voté pour l'unité du Congo. Et Tshisekedi doit faire attention, parce que s'il ne tient pas ses promesses, ils vont se retourner contre lui.

Qui choisit les candidats ?

Les gens ont voté pour l'unité du pays. Et pour le reste, ils ont voté pour des candidats corrompus.

S'il n'y a plus de Tshisekedi aux élections suivantes, que fait-on ? Ça fait deux mandats déjà, quand même...

Ce ne sera plus lui. C'est fini. Il ne peut plus se présenter.

Et après lui ? Il y a des gens qui parlent de Katumbi. Dans certains milieux, il n'a droit qu'à des éloges.

Le temps est passé. C'est un suppôt des Américains.

Je ne savais pas si c'était les Américains ou les Français.

C'est américain. C'est une créature.

Martin Fayulu, c'est le suppôt de qui, lui ?

C'est français.

Je l'aurais juré. Qui peut se présenter à la place de Tshisekedi ? Joseph Kabila ne peut plus se présenter, lui ?

Il pourrait. Il ne s'est pas représenté. Il a laissé passer les tours. Mais légalement il peut.

La BBC a publié un article sur Kabila. On a essayé de savoir pourquoi il ne s'était pas représenté, pourquoi le PPRD n'avait pas fait campagne.

Les prochaines élections, il peut.

Enfin, ce n'est pas forcément une solution. Il devient vieux aussi, il n'est pas éternel.

Il a 50 ans, est en état de diriger. Il a un diplôme universitaire. Mais on ne peut pas dire qu'il ne soit pas corrompu. Ils sont tous corrompus.

Mais cette corruption, est-ce que ça sert à faire fonctionner une organisation, un parti, à payer des gens, des journalistes, à mener campagne, à préparer des élections ?

À payer des permanents. Et il fait tourner ses affaires. Il a un parc naturel proche de Kinshasa dans le Bas-Congo. C'est un grand lieu d'attraction. Tous les gens de Kin sont très contents. Ils ont quelque chose du même genre que nous ici avec Paire Daiza qu'ils ont pris comme modèle. Les gens, tous ceux qui ont un peu d'argent, y vont avec les enfants et sont

très contents. Il se sert d'un vieil avion de l'armée, qu'il a posé au milieu du parc. À l'intérieur, c'est un restaurant.

Pourquoi pas ?

Il gagne de l'argent et il fait tourner son affaire. A-t-il des ambitions, je ne sais pas. Il y a quand même des choses qui sont intrigantes, comme la persécution dont il fait l'objet pour le moment. Les gens de Tshisekedi l'embêtent, l'empêchent de venir au pays, attaquent sa résidence. C'est qu'ils ont peur de lui.

Ils ont déjà éliminé pas mal de monde.

S'ils ont peur de lui, c'est qu'ils le soupçonnent de... Et lui, comme il est, il ne dit pas un mot.

Est-ce qu'au sein de l'UDPS, il y a quelqu'un qui pourrait succéder à Tshisekedi ?

Comme toujours, il y a la famille. La maman joue un rôle, elle aurait sûrement quelqu'un pour remplacer Félix, pour que ça reste dans le clan. Vous avez Kabuya qui est secrétaire du parti, mais qui est un peu persécuté maintenant. Vous avez l'UDPS parti, formation politique qui veut garder le pouvoir globalement, qui a sûrement des candidats au sein du parti. Ils doivent se heurter à la famille biologique de Tshisekedi.

Kabila ne dit rien, il est discret, il ne dira jamais rien. Il reçoit des gens. Mais il est prudent. Il ne vit pas dans le pays. Il est au Zimbabwe ou en Afrique du Sud. Et il a raison. Parfois je me dis : « *Joseph, il a gagné.* » Bon, il a de quoi vivre, il a sécurisé sa famille sur le plan matériel et tout. Mais quand il voit ce désordre, peut-être se dit-il qu'il devrait faire quelque chose. Mais dans l'armée, est-ce qu'il y a encore des gens de son côté ? Dans la réorganisation de l'armée, ses partisans ont été écartés, mais aussi des officiers qui venaient du Rwanda, qui étaient liés à Kigali. Mais ceux-là, ils ne pouvaient pas rester. Ils ont bien fait de les obliger à démissionner.

Est-ce qu'il y a la peur d'un coup de force ? Cela signifierait la liquidation de toute une série de gens, quand même. Je pense à Joseph Kabila et aux gens de son parti. Ceux-là risquent de se faire éliminer s'il y a une prise de pouvoir par des gens comme Fayulu.

Bah, ils sont prudents, hein.

Heureusement. Mais il a encore beaucoup de gens sur place. Ils n'ont pas tous pu aller vivre en Afrique du sud.

Ils se taisent. Ils cachent leur jeu.

Aujourd'hui, c'est quand même difficile de bien se cacher.

Si, le général Numbi, mais qui est poursuivi. Enfin, c'est quand même un tueur !

Oui, mais bon, tous les gens qui exercent ce genre de responsabilité sont des tueurs.

Pour le moment, ils n'apparaissent pas. C'est le Congo. Il y a des mouvements souterrains, mais le contexte est tel que comme Tshisekedi vient d'être réélu, ils ne vont pas aller se manifester. Et puis vous avez tout ce mouvement, ce réservoir de jeunes militants, certains sont proaméricains ou militent pour les droits de l'homme, Filimbi, tous ces mouvements, sociaux, etc. Il y en a qui sont certainement pris en main par les Américains. Comme autrefois. Mais il y a des nationalistes aussi, qui se font tuer. Mais il y en a quand même beaucoup, issus de cette nouvelle génération des 18-20 ans.

Des jeunes Congolaises, même en Belgique, manifestent, écrivent des trucs incroyables. Très actives.

Propos recueillis par P. W. en direct, septembre 2024.

7. Colette B. parle du Monkey Pox et puis la conversation se met sans transition à évoquer le Mpx. Il semble que Mpx et Monkey Pox, ce ne soit pas tout à fait la même chose.

8. Front patriotique rwandais

9. Organisation de l'Unité africaine..

10. Mirangi.

11. Félix.

Le temps de la démocratie

Quel est le sens et la réalité de la démocratie, dans un pays comme le Congo ? Les conditions dans lesquelles s'exerce la démocratie au Congo sont extrêmement différentes de ce qu'elles sont en Europe occidentale. Ou même en Extrême-Orient. Le cadre formel dans lequel fonctionnent les institutions démocratiques est le même. Mais ce cadre ne s'applique pas de la même façon.

Dans un pays comme le Congo, les acquis sociaux sont quasi inexistantes. Et sans ces acquis sociaux, faire fonctionner le même système que dans les démocraties occidentales est tout simplement impossible. Ce système a besoin de syndicats, d'une législation du travail, de structures autres que les seules institutions démocratiques. Il a besoin d'une couverture sociale. Il a besoin de filets de sécurité en tout genre. Dans un pays en voie de développement, la démocratie fonctionne sans filets de sécurité et en partie à vide. Comme elle a fonctionné en Occident au début de l'ère industrielle. Mais sans industrialisation. Ou elle ne fonctionne pas du tout^{1,2}. Grâce à tous ces filets de sécurité, dans les pays démocratiques industrialisés, les dysfonctionnements du système passent plus ou moins inaperçus.

Au Congo, de tels dysfonctionnements sont flagrants. Ils profitent même avant tout à d'autres économies, pas à celle du pays. Les masses ont le plus grand mal à en tirer parti. Elles n'y parviennent pas sans une très grande violence. Les Parlements servent de chambres d'enregistrement des décisions du pouvoir économique et mettent en œuvre les mesures qui servent à en garantir l'exécution. S'ils font autre chose, ils sont mis hors d'état de fonctionner par des pressions économiques. Dans les pays sous-développés, ils le sont par un coup d'État. Dans un cas, la démocratie existe sans que les masses en subissent outre mesure les conséquences. Elle sert d'interface entre les masses, leurs structures, et le système. Elle contribue à préserver un équilibre, en même temps que les privilèges existants. Dans l'autre, la société étant incapable de s'attaquer aux conséquences de l'application des règles du système, cette interface fonctionne à vide, pour la forme. Elle ne sert effectivement qu'à enrichir le personnel politique. Elle sert exclusivement à formaliser et à formuler les règles applicables à son propre fonctionnement, et le fonctionnement de la contrainte applicable. Elle élabore le régime des peines et des sanctions, et les modalités de leur application. Il n'y a pas de droit social. Ou pratiquement pas. Le capitalisme fabrique des théories sur mesure pour continuer à exercer son influence. Une d'elles consiste à prétendre que les mécanismes institutionnels des démocraties doivent s'appliquer n'importe où et à provoquer des guerres lorsque ce n'est pas le cas. C'est le fameux Consensus de Washington.

LA RÉVOLUTION

Seule une révolution est en mesure de s'attaquer aux conséquences dévastatrices de l'application pure des règles du système. Mais lorsqu'une révolution modifie ces règles et résout quelques-uns des problèmes liés à leur application, autrement dit qu'elle empêche les plus riches d'accaparer les ressources existantes et qu'elle met en place et définit certains acquis, le capitalisme organise une contre-révolution dévastatrice. Il propage la terreur, détruit parfois entièrement les infrastructures existantes. Le Congo a fait plusieurs révolutions. La guerre civile dans les années 1960 est une révolution. L'historiographie congolaise nie qu'il s'agisse d'une révolution et évoque une rébellion, et ensuite, une stabilisation de la situation. Mais cette stabilisation découle de l'intervention massive de l'Occident, de l'ONU, de la Belgique. La dictature qui émerge sert à éliminer les révolutionnaires. C'est une dictature contre-révolutionnaire. À la fin des années 1990, rebelote, une autre révolution a lieu. Les nations industrielles occidentales croient y mettre un terme et la rendre impossible

en provoquant une guerre à laquelle pas moins de neuf nations africaines prennent part. Le Congo est partagé en trois. Le dictateur congolais, qui est cette fois un révolutionnaire, est assassiné. Le fils du dictateur, Joseph Kabila, prend le relais et, en acceptant de partager le pouvoir, réussit à mettre presque totalement fin à la guerre. Le pays se réforme et il parvient à organiser des élections démocratiques.

LA GUERRE

Au Congo, armées d'invasion et organisations paramilitaires sans appartenance spécifique — il en existe plus d'une centaine — font le vide dans une partie du territoire. Certains parlent de « barbarie numérique ». Ils prétendent généralement désigner les conditions dans lesquelles les matériaux rares nécessaires pour faire fonctionner les GSM et les ordinateurs personnels, ces petites machines, notamment le cobalt et le tantale, sont extraits du sol et du sous-sol.

LA DÉMOCRATIE

Les puissances démocratiques soutiennent le processus démocratique. La démocratie, qui résulte en partie des pressions exercées sur le Congo et de l'aide accordée par les grandes puissances occidentales, et même par la Chine, est destinée, dans l'optique des néocolonialistes, à remplacer les dirigeants révolutionnaires par d'autres, moins indépendants, plus maniables. À y organiser éventuellement un putsch. Mais la révolution a défini pour longtemps les buts à atteindre quoi qu'il en coûte, et les puissances capitalistes ne parviennent pas à organiser un second putsch. Le modèle politique qui s'applique dès lors au Congo est celui d'un état constitutionnel qui nourrit la violence, soit en n'y mettant pas fin, soit en s'appuyant sur une défense désorganisée, en intégrant les organisations dans l'armée. Minée par un laxisme apparent, par les pressions, par des complots ourdis de toutes parts, les jours de la démocratie semblent comptés. Les défis exceptionnels auxquels elle est confrontée, et tout ce qui la traverse, rendent précaire son existence, voire celle de l'État lui-même. Comme partout, les dérives pointent, notamment autoritaires, mais certains garde-fous fonctionnent. Joseph Kabila parvient à mettre en place l'une ou l'autre réglementation. Mais si elle porte sur un salaire minimum, l'inflation a raison de ces règles. Si elle porte sur l'organisation des soins de santé, l'OMS interdit les pratiques auxquelles elle prétend avoir recours. Dès qu'il entreprend de combattre les organisations paramilitaires actives à l'Est du Congo, il est confronté aux critiques et aux menaces des pays néo-colonialistes auxquels cette violence permet de faire des profits considérables. Il n'arrive pas à vaincre les paramilitaires dont certains se font intégrer dans l'armée, et puis désertent — parfois parce qu'ils ne sont pas payés — et reforment des organisations paramilitaires au service de quelque potentat local. Même des soldats de l'armée officielle désertent, généralement parce qu'ils ne sont pas payés, et commettent eux-mêmes la violence dont se nourrit le système.

La liste est longue des déboires de cette démocratie. Et la guerre que lui mènent des dictatures, soutenues de manière insistante, systématiquement, par les démocraties des pays développés, ne facilite pas les choses. Toutefois, Joseph Kabila réussit à préserver un équilibre.

Le coup d'État constitutionnel de Félix Tshisekedi

En 2018, les Belges, les Français et les autres puissances néo-colonialistes ont dissuadé Kabila de changer la Constitution pour pouvoir briguer un troisième mandat, ce qui a permis à Félix Tshisekedi et à l'UDPS de perpétrer un coup d'État constitutionnel avec l'aide des réseaux mobutistes et l'aide discrète des Belges et des Américains. Un phénomène assez banal en Afrique, souvent appuyé par une puissance néo-co-

loniale. L'opinion publique belge n'aime pas le clan Kabila et l'ont fait comprendre. Du moins ceux dont le point de vue compte. Lorsque Louis Michel a aidé Kabila à organiser des élections en 2006, la plupart d'entre eux y voyaient une possibilité pour l'écartier du pouvoir. Ils étaient plutôt favorables à Jean-Pierre Bemba, malgré sa réputation de putschiste et de mobutiste. Lors des élections qui se sont déroulées en 2012, ils étaient favorables à Étienne Tshisekedi. Mais la Belgique n'est plus en mesure de faire et de défaire directement les dirigeants congolais. Les politiques belges n'ont plus la possibilité d'intervenir militairement au Congo. Ils ne sont pas les seuls à s'ingérer dans les affaires intérieures du pays. C'est la collaboration complexe et systématique d'une poignée de puissances entre elles qui tient lieu de néo-colonialisme. Les Belges exercent une influence complexe. Désormais il s'agit davantage d'invoquer une règle, la législation internationale, que d'agir de manière unilatérale.

Ils ont préféré exercer des pressions, ainsi que d'autres puissances pour empêcher Joseph Kabila de briguer un troisième mandat et pour limiter l'influence de son parti, le PPRD. Kabila a préféré cette solution à une lutte probablement sanglante pour s'imposer, laquelle aurait servi à justifier une intervention. Martin Fayulu, le véritable vainqueur des urnes, s'appuyant sur tout un réseau de fonctionnaires, d'organisations, le traitait du reste en ennemi. La diplomatie belge a réussi son coup.

Le coup d'État constitutionnel a probablement empêché un bain de sang d'avoir lieu. Il y avait un autre candidat aux élections présidentielles de 2018, Moïse Katumbi. Mais si la droite libérale méprise un peu Tshisekedi, si elle préfère Katumbi, l'autre camp, le traditionaliste, préfère Tshisekedi. L'UDPS lui semble plus acceptable. Ces deux tendances exercent chacune une influence distincte au Congo. Elles se font concurrence. Jusqu'à présent, c'est le caractère unitaire de l'UDPS, son assise nationale qui lui confère l'avantage. C'est son caractère local, plus strictement katangais, qui explique l'échec de Katumbi en 2018. Et peut-être aussi son idéologie libérale nettement plus marquée.

Coup d'État démocratique ou coup d'État constitutionnel ?

Un coup d'État démocratique est avant tout un coup d'État dont l'objectif est de rétablir la légitimité démocratique. Bref, un régime où le peuple joue un rôle politique, où il est en mesure de faire des choix, ou de peser sur les choix opérés par le pouvoir. Dans un coup d'État constitutionnel, on organise des élections puis on impose quelqu'un d'autre que le gagnant. Ou on modifie de manière substantielle les institutions de manière à conserver le pouvoir. C'est une sorte de coup d'État qui préserve cependant en grande partie le cadre institutionnel démocratique existant. Ou bien des élections ont lieu, mais dont il n'est tout simplement pas tenu compte des résultats. L'organisation des pouvoirs demeure la même. Une assemblée législative est formée. On élit quand même des parlementaires. C'est le Parlement qui continue à faire les lois. Une déclaration gouvernementale est élaborée, que les dirigeants sont censés respecter. Dans les faits, en 2018, il n'a pas été tenu compte des résultats des urnes. D'habitude, en cas de fraude électorale, les chiffres annoncés sont faux. Mais, en l'occurrence, il n'a tout simplement pas été tenu compte des chiffres. Un

1. Et il est aisé alors de le lui reprocher. C'est ce qu'a fait Mobutu pour justifier son coup d'état du 24 novembre 1965 : « Les dirigeants politiques se sont cantonnés dans une lutte stérile pour accéder au pouvoir sans aucune considération pour le bien-être des citoyens de ce pays », cité dans la Lettre des treize parlementaires, 1980.

2. Et par la suite dans son Discours-Programme du 12 décembre 1965 : « Rien ne comptait pour eux si ce n'était le pouvoir ... et ce que l'exercice du pouvoir pouvait leur apporter. Se remplir les poches, exploiter le Congo et les Congolais, voilà ce qu'était leur devise. À tous les échelons, nombre de ceux qui dans notre pays avaient une parcelle du pouvoir public se laissaient corrompre, avantageaient les personnes ou les Sociétés qui leur payaient des pots-de-vin et négligeaient les autres. Leur activité professionnelle n'était plus inspirée par l'intérêt national ou provincial, mais uniquement par leur intérêt propre. », également cité dans la Lettre des treize parlementaires.



authentique coup d'État s'est produit à ce moment-là. Pour éviter une guerre civile, les puissances occidentales ont choisi de fermer les yeux. Les partisans de Tshisekedi ont invoqué un accord avec le PPRD pour justifier son accession au pouvoir. Est-ce que les voix favorables à un candidat du PPRD ont été prises en compte dans cette décision ? Est-ce que Kabila a eu en vue un risque de guerre civile et de balkanisation définitive ? Il est difficile de faire le tour de la question. On a fait comme si Félix Tshisekedi avait été pratiquement mis en place par Kabila avec le soutien des Belges et des Américains. On a obtenu le concours de Kabila. C'est le genre de situation qui, en Afrique, mais aussi ailleurs, peut demeurer longtemps énigmatique. En

tout cas, la Constitution ne prévoit pas un tel cas de figure. Si la constitution originale de 2006 avait été maintenue, un second tour aurait eu lieu, et les choses eussent été différentes.

La succession de Kabila fut quelque chose de compliqué. Pour le PPRD de Joseph Kabila, l'Union sacrée, la coalition dont faisait partie l'UDPS de Félix Tshisekedi, déstabilisait le pays et rendait très difficile la campagne électorale et l'organisation d'élections. Pendant quelques temps, Joseph Kabila a continué à jouer un rôle important à l'échelon gouvernemental. Les élections au Congo, et aussi parfois ailleurs, servent à donner le tempo. Un nouveau dirigeant accède au pouvoir, mais ce

n'est pas forcément celui qui a été choisi par la population, plutôt par les diplomates des pays qui exercent des pressions systématiques sur le Congo et qui influent sur les élections. Cependant, cela ne change pas les modalités de l'exercice du pouvoir. Dans le cas du Congo, cela a permis d'éviter une guerre, d'empêcher une crise prévue de longue date d'éclater.



Les principaux candidats des élections présidentielles en 2018

MOÏSE KATUMBI

Les Occidentaux jugent évidemment le plus souvent valable la candidature d'un grand patron, de gens qui disposent de gros moyens, sinon de gros appuis, et qui font de la politique. Celle d'un Katumbi par exemple. Ce dirigeant a une aura internationale. Du moment qu'il y ait moyen, grâce à un dirigeant, de faire des affaires au Congo, et d'y disposer de certaines prérogatives, par exemple par rapport aux Chinois ou à d'autres pays industrialisés, les élites belges le jugent indispensable, ou efficace. Elles considèrent qu'il ferait un bon dirigeant. C'est cela qu'elles veulent dire quand elles font dire à la presse que quelqu'un ferait un bon dirigeant au Congo. Que la gouvernance serait à la hauteur. Une telle prétendue bonne gouvernance ne veut pas dire que les Congolais seraient en mesure de rétablir leur économie, de mettre fin à la guerre, ou de mieux protéger la nature. Cela ne veut pas dire grand chose. Cela veut seulement dire qu'il serait possible de continuer à y faire des affaires, et qu'il serait fait en sorte de manière plus ou moins discrète de pouvoir continuer à y faire des affaires. C'est ce que les élites belges libérales pensent de Katumbi.

MARTIN FAYULU

Fayulu, le favori du camp français, s'appuie sur les grandes organisations internationales. C'est le problème avec les candidats de ces grandes organisations internationales, c'est qu'en suivant scrupuleusement leurs directives, ils provoquent des guerres civiles. Et certaines puissances étrangères en profitent pour intervenir militairement. C'est ce qui s'est passé en Côte d'Ivoire, en sabotant systématiquement les efforts de Laurent Gbagbo pour promouvoir la démocratie et en même temps un début d'industrialisation dans son pays. Les Français ont soutenu une personnalité politique qui a provoqué une guerre civile. Et qu'ils ont en fin de compte réussi à faire élire, en arrêtant eux-mêmes Gbagbo, alors qu'il s'apprêtait à faire un coup d'État constitutionnel. Depuis lors, la Côte d'Ivoire est dans les mains du FMI, autrement dit des multinationales. Et en particulier dans les mains de celles de milliardaires français. Cela fut aussi le cas récemment au Togo, où l'on parle d'un coup d'État constitutionnel. Dans ce cas, le coup d'État a servi à rendre inopérantes les institutions démocratiques, tout en les laissant en place. Il s'agit d'un type de coup d'État démocratique, qui en est également l'opposé.

Les grandes puissances ont laissé faire Kabila. Ils ne se sont pas acharnés à réclamer un recomptage des votes, le respect des formes. Ils étaient ravis que Kabila cède le pouvoir à Tshisekedi. Leur principal objectif était de préserver une certaine stabilité. Le caractère propagandiste des guerres des démocraties les empêche de se concentrer sur plusieurs fronts à la fois.

EMMANUEL RAMAZANI SHADARY

Joseph Kabila étant empêché de se présenter, c'est Emmanuel Shadary qui est désigné secrétaire permanent du parti et qui, le 26 février 2018, prend ses fonctions, dans le but de conduire la formation politique aux élections législatives et présidentielle de 2018. Mais, dans de nombreux endroits au Congo, l'instabilité et l'insécurité compliquent la tâche du PPRD. Sur un plan international, celui-ci est fortement discrédité. Shadary arrive troisième. Le PPRD perd le pouvoir. Pour les pays néo-colonialistes occidentaux, le but est atteint. Le PPRD est relativement proche des Chinois.

FÉLIX TSHISEKEDI

La plupart des *outsiders* de Joseph Kabila ont soit vécu longtemps en Belgique, en général en exil, soit sont soutenus activement par une puissance occidentale. Félix Tshisekedi a vécu en Belgique. Il ne retourne au Congo que pour se présenter aux élections à la place de son père, disparu entre-temps.

Quelles sont les perspectives ?

La succession de Tshisekedi va être compliquée. Réélu en 2023, il ne peut plus se représenter aux élections la fois prochaine. On est encore une fois à la croisée des chemins. Ou on y sera dans quelques années. Si le régime tient la route jusque-là. Aujourd'hui, Tshisekedi a le vent en poupe, mais il est à la base d'une dérive autoritaire du régime. Il s'efforce de modifier la Constitution pour pouvoir se représenter. Des opposants, des journalistes se font arrêter. Tshisekedi a rétabli la peine de mort.

Aujourd'hui, au Congo, on est en démocratie, on l'est pour la première fois. On parle, on discute. Mais des gens se font arrêter, certains même disparaissent. On en parle. On s'étonne. Ce n'est pas normal comme à l'époque de Mobutu, où ce n'était pas normal, mais où ce qui n'était pas normal était normal. Et on ne pouvait pas en parler. Journalistes et parlementaires débattent tous les jours de toutes sortes de choses. On agit vaillamment que vaillamment, comme dans toutes les démocraties, souvent pour un mobile de prestige, et lorsqu'il y a beaucoup d'argent à la clé. Ou bien on laisse faire. On ne protège pas suffisamment les gens. Mais ce n'est pas *normal*. On publie. Les associations font leur boulot. Elles aident qui elles peuvent, comme elles peuvent. Elles dénoncent. Personne ne leur dit ce qu'elles doivent faire. Un minimum de règles s'appliquent. Mais pas toutes. Des verrous sautent les uns après les autres. Comme les boutons d'une chemise trop serrée.

Les prochaines élections pourraient-elles encore se dérouler normalement ? Il y a un mais : le risque de coup d'État n'est pas nul. Certains voudraient que ça change. Et c'est bien normal. D'autant plus que la corruption engendre plus facilement des coups d'État, ou même des guerres.

Pendant les 15 ans de Joseph Kabila au pouvoir, et depuis que Tshisekedi est aux commandes, le Congo est parvenu à préserver sa stabilité. Nonobstant la guerre et le pillage à l'Est, malgré les diverses tentatives qui ont été faites pour le déstabiliser. Mais un coup de force pourrait tout remettre en question. D'autant plus qu'il va être difficile de rééditer l'exploit de réaliser un coup d'État constitutionnel et de continuer à passer pour une démocratie.

Un coup d'État est-il possible ?

Beaucoup de Congolais ne s'y retrouvent pas dans les atterrissements des parlementaires. Ils trouvent qu'ils manquent d'efficacité. Certains regrettent les périodes antérieures. Félix Tshisekedi a déjà eu affaire à une mini-tentative de coup d'État le 14 août 2024. Il a eu de la chance.

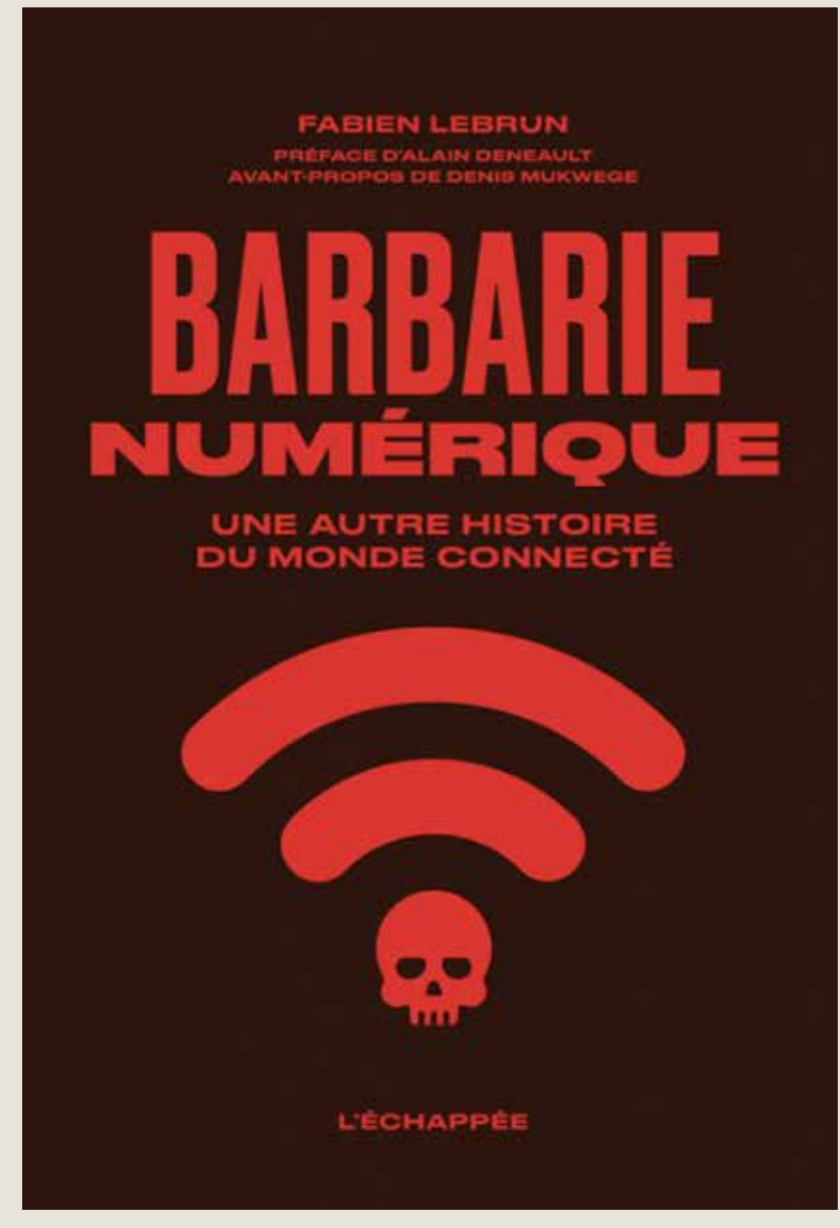
Belges, Américains, Anglais et autres Français rêvent de contrôler les ressources du Congo. Ils rêvent de contrôler tous les dirigeants du monde, donc aussi les dirigeants congolais. Pour garantir leurs intérêts, certains préparent-ils un coup de force ? Est-ce que les forces démocratiques réussiront à empêcher un tel coup de force ? Est-ce qu'elles sont suffisamment aguerries ? Ou bien, vu la faiblesse du Congo, les choses se passeront-elles comme elles se sont passées déjà tellement souvent ? Existe-t-il un candidat suffisamment malin pour ne pas provoquer une catastrophe en accédant au pouvoir ou à la présidence ? Il n'existe plus suffisamment de révolutionnaires pour perpétuer un coup d'État comme le fut la prise de pouvoir de Laurent-Désiré Kabila, qui n'a pris le pouvoir que grâce aux Rwandais, qui espéraient probablement s'en débarrasser et contrôler le Congo. On n'est plus dans les années 1960, quand quelques personnes pleines d'idéaux étaient capables de renverser un régime honni. Mais existe-t-il au Congo suffisamment de gens, de forces désireuses d'y réaliser un coup d'État fasciste, comme ceux perpétrés en 1961 et en 1965 par Mobutu par exemple ? Ces forces, elles, existent. Ce sont elles qui, en 1998, ont pris le pouvoir à l'Est avec l'aide des Rwandais, ou au nord avec l'aide des Ougandais, et qui ont créé cette partition ayant favorisé l'occupation d'une partie du Kivu par les Rwandais. Jean-Pierre Bemba est le candidat idéal pour diriger un coup d'État fasciste. Les chancelleries occidentales l'ont tenu en réserve. Et il vient d'accéder à des fonctions extrêmement importantes. Bemba est vice-Premier ministre depuis le 23 mars 2023, ministre de la Défense nationale du 23 mars 2023 au 28 mai 2024, et ministre du Transport depuis le 28 mai 2024. Ce n'est pas rien. Joseph Kabila n'est plus là pour l'empêcher de réussir. Il n'est pas impossible qu'une partie de la bourgeoisie congolaise, qui s'est formée durant la dictature de Mobutu, dont les enfants ont fait ou font des études à l'étranger, qui préfère un régime dans le même style que celui de Mobutu, ne verrait pas d'un mauvais œil le retour d'un mobutiste pur et dur au pouvoir.

La situation a changé. Il ne sert à rien de tirer des plans sur la comète. Mais l'impérialisme a la dent dure. Il a encore pratiquement toutes les cartes en main. Il a toujours eu envie de se débarrasser des gauchistes, des nationalistes congolais. Toutes les grandes puissances néocolonialistes ont un œil sur le Congo. Et même plus qu'un œil. Et pas seulement elles.

Danger de balkanisation

Est-ce que, comme en 1960, un coup d'État de ce type servirait de déclencheur à une crise beaucoup plus grave mettant en danger l'existence du Congo ? Est-ce qu'il se solderait par une balkanisation du Congo ? Il y a 30 ans que les Rwandais et leurs alliés Banjamulenge manœuvrent dans ce sens, qu'ils vident les villages du Nord et du Sud Kivu de leur population, qu'ils forcent la population à fuir, et à se réfugier dans des camps de fortune, avec le soutien des USA et des Anglo-Saxons en général, qui cherchent depuis des générations à inclure tout l'Est du Congo dans leur sphère d'influence. Les Français espèrent prendre la relève des Belges depuis au moins aussi longtemps. Il s'agit probablement d'un scénario sur lequel les chancelleries occidentales planchent depuis un bon bout de temps. Elles prévoient parfois des décennies à l'avance de modifier des équilibres régionaux dans une autre partie du monde. Les Belges se demandent certainement aussi comment profiter comme les autres de la curée qui s'annonce, et, à défaut, comment l'empêcher. Certains croient peut-être naïvement que Bemba ou Tshisekedi pourraient réussir à susciter pour le premier, et continuer à susciter pour le second, l'adhésion de tous les Congolais. Certains Belges parlent déjà d'accepter un partage du Congo. Peut-être les Belges espèrent-ils réussir à tirer Tshisekedi d'affaires en s'efforçant de préserver le semblant de démocratie existant ?

P. W.



Une autre histoire du monde connecté

La couverture du livre est volontairement à l'image de cette illusoire immatérialité du numérique qu'on nous vend dans les échoppes immaculées, les journaux parlés et les offres politiques, les salles de classe où les TIC (technologies de l'information et de la communication) semblent la plus grande valeur ajoutée démocratique, cette couverture cache un nom : Congo. Aucune référence d'emblée, en effet, au pays, pour mieux indiquer que le problème est global, comme aucun smartphone, tablette ou câble optique estampillé du nom de l'ancienne colonie belge, pour mieux nous éviter de réfléchir à la production. Non, dans les grandes villes du monde, il n'y a ni sang ni terre qui jonchent les sols immaculés des boutiques Apple. Ici, tout est propre, dans les discours aussi, le « *positivisme quant au fait technologique* » et « *l'étrange oubli (ou l'étonnant silence) de la part de nombreux intellectuels et scientifiques, journalistes et militants au sujet de la matérialité des technologies de l'information et de la communication* ». Car autant l'Occident condamne — quand ce n'est pas le fait d'un dictateur à son service — les violations des droits de l'homme dans l'un ou l'autre pays, autant nous ne rencontrons que silence quand il s'agit d'évoquer les conditions qui rendent possible la numérisation du monde. Cela révèle plusieurs vérités. D'abord, qu'il est impossible à ceux qui en tirent profit — toutes les entreprises allant de l'amont, les industries extractives, à l'aval, celles du recyclage, avec le consommateur entre les deux — de stopper une entreprise qui rapporte tant. Ainsi, comme souvent, le besoin intermédiaire du consommateur, indispensable à la rentabilité des opérateurs du numérique, ne crée pas l'offre, mais au contraire répond comme toujours à l'accumulation primitive du capital. Le besoin est donc créé, par le désir et la comparaison, mais aussi par le fait de rendre le numérique indispensable et obligatoire. Si le Congo peut sembler pour certains « *un problème lointain* », Fabien Lebrun montre *a contrario* qu'une analyse des technologies numériques en tant que macro-système technique en fait un problème occidental majeur.

Un regard historique permet également de saisir comment mondialisation, numérique et Congo sont entremêlés, passant de l'esclavagisme à l'extractivisme, ce dernier, pilier du capitalisme, prenant la forme inverse d'un sous-développement de l'Amérique latine et de l'Afrique à mesure que l'Occident se développait, ce paradoxe de la richesse qui appauvrit ne s'expliquant que par la domination coloniale. Jusqu'aux guerres et aux viols, utilisé comme « *arme de destruction massive* », « *stratégie militaire à des fins minières* ». Il faut lire *Barbarie numérique* pour comprendre comment le Congo est « *un pays sacrifié pour un monde connecté* », mettant en jeu nos responsabilités dans le malheur consubstantiel au « bonheur » numérique.

Fabien Lebrun, *Barbarie numérique. Une autre histoire du monde connecté*, L'Échappée, 432 pages, 22€.

A. P.

Réification Ou de la chosification de l'homme

(PARTIE 1/3)

Ce qui signe le caractère totalitaire du modèle capitaliste est inscrit au cœur de sa structure ; la réification consiste à chosifier l'ensemble des ressources terrestres et des hommes (elle confond d'ailleurs les deux) afin d'étendre jusqu'à l'insondable le processus d'auto-accumulation illimitée par l'expansion infinie de la (pseudo)maîtrise (pseudo)rationnelle¹. Comme nous allons le voir, rien ni personne n'échappe à cette fétichisation des existences.

Une idée répandue dans les milieux « alternatifs » suggère que les nantis sont les uniques barbares de la planète. Pourtant, le capitalisme n'est pas qu'un simple modèle de production basé sur l'exploitation et l'aliénation des seuls prolétaires. Il s'agit, au contraire, d'un système généralisé – dont chacun, du plus riche au plus pauvre, en est en quelque façon tout à la fois le participant actif et l'esclave – qui induit un type de rapport à soi, aux autres et à l'environnement inédit par le procès de réification² qu'il déploie partout dans les espaces. Nous avons repéré 15 de ces lieux désormais chosifiés dont il s'agira ici d'introduire l'analyse.

1) LA MARCHANDISE ET L'ARGENT

Le monde de la marchandise a de nos jours non seulement colonisé les états des supermarchés mais aussi les imaginaires des hommes. Des biens de toutes sortes sont en conséquence achetés à l'aide d'un dispositif qui a pris une telle dimension dans la psyché que tout se passe comme s'il allait de soi : l'argent. Karl Marx a développé le concept de fétichisme de la marchandise afin de démontrer que les marchandises sont erronément perçues, au sein du modèle capitaliste, comme ayant une valeur en soi, détachée de l'activité humaine qui les a produites³. Sont à ce titre éclipsés non seulement la substance de l'individu, mais aussi le contexte réel et tangible dans lequel les échanges économiques sont réalisés. Cette regrettable méprise transforme graduellement les relations entre les gens en simple rapport entre choses.

L'argent ainsi que la marchandise deviennent dans cette perspective de véritables puissances divines dont le pouvoir s'exerce sur l'ensemble des pensées et des actions des hommes à leur insu. Tout se passe dès lors comme si la *Déesse Économie* répondait de ses propres lois – notamment la recherche continue d'efficacité, de rentabilité et de profit – et échappait donc à tout contrôle humain à l'endroit où ce sont pourtant bien les hommes qui ont engendré le *Léviathan*.

« Les humains regardent les marchandises qu'ils ont créées et leurs interactions (les prix, le marché, les crises, etc.) comme des divinités qui les gouvernent⁴ »

Un penseur plus contemporain en la personne du philosophe allemand Anselm Jappe reprend à son compte le précieux concept de fétichisme. Selon lui, toute société fétichiste est composée de membres qui suivent des règles apparaissant comme des puissances supérieures et extérieures aux hommes alors qu'elles sont en réalité le produit de leurs actions⁵. Les marchandises n'ayant pas de jambes, elles assignent aux hommes de les déplacer. Chacun est dès lors erronément perçu comme un simple exécutant des lois du fétiche. Pour le philosophe, les marchandises sont devenues autosuffisantes du point de vue de la logique marchande et les humains n'entrent en scène qu'en tant que serveurs de leurs propres produits. Il ne peut y avoir dans ce contexte de sujet humain véritable, dans la mesure où c'est dorénavant la valeur (de la marchandise, de l'argent) qui domine les échanges et qui constitue le véritable sujet.

La marchandise détient la faculté de chosifier l'homme qui devient un rouage comme un autre de la chaîne de production. Signalons que le procès de réification opère tout autant au cœur de la sphère de la production qu'au sein de celle de la consommation (ce que Marx ne pouvait pas encore apercevoir à son époque), ou encore dans le milieu de la finance ; là où est exercée sur l'esprit des hommes l'illusion qu'ils sont autonomes dans leurs achats de par l'existence d'une diversité en tout point monstrueuse de marques, la société de consommation⁶ les dresse dès leur plus jeune âge à succomber aux sirènes du lèche-vitrine et fabrique en conséquence des êtres intégralement hétéronomes. Ceux-ci sont donc réduits à l'état de choses juste bonnes à sustenter le système d'auto-accumulation illimitée du capital. Le mécanisme de la publicité démontre à qui veut bien l'entendre ce procès de réification partout à l'œuvre. C'est d'ailleurs sans vergogne que l'ancien président-directeur de TF1, Patrick Le Lay – cela ne s'invente pas – affirmait en son temps qu'il vendait à Coca-Cola du temps de cerveau humain disponible : « Il y a beaucoup de façons de parler de télévision. Mais dans une perspective business, soyons réalistes : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. Or, pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation à le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible.⁷ »

2) LE TRAVAIL

Chaque marchandise contient du temps de travail humain qui déterminera sa valeur d'échange sur le *Marché* : il s'agit du *travail abstrait*⁸. Pour Anselm Jappe, l'économie capitaliste transforme pour la première fois dans l'histoire de la culture humaine les hommes et leurs travaux hétérogènes en du *Même* homogène et mesurable. Comme Karl Marx nous l'apprend, chaque usine ou entreprise réalise une plus-value par l'intermédiaire de l'expropriation de la force du travail de l'ouvrier. Cette force est échangée sur le marché et le travail devient dès lors lui-même une marchandise qui collabore à la fétichisation globale de la société. Ce qui compte depuis l'avènement du capitalisme n'est plus la valeur d'usage d'un objet mais sa valeur d'échange. C'est en conséquence non seulement la perception que l'esprit se fait de la marchandise qui change radicalement de forme, mais aussi la nature des rapports qu'entretiennent les différents acteurs de la chaîne de production/consommation.

« Les rapports de leurs travaux privés apparaissent pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire non des rapports sociaux immédiats des personnes dans leurs travaux mêmes, mais bien plutôt des rapports sociaux entre les choses⁹. »

Mais la dimension réifiante du travail ne concerne pas seulement la main-d'œuvre ouvrière et l'expropriation de sa force physique et psychique. Elle touche dorénavant tout individu qui s'inscrit dans un emploi rémunéré, dès lors que l'accès à celui-ci constitue une condition *sine qua none* pour être socialement reconnu – c'est par ailleurs dans ce piège qu'est tombé

un certain féminisme qui, au lieu de prendre ses distances avec l'homme bourgeois, n'a fait que fondre les femmes en celui-ci par l'intermédiaire de leur prétendue émancipation au travail. Le chômage par exemple signe l'arrêt de mort de l'individu au regard de la société. Et que demande-t-on encore à quelqu'un lorsqu'on le rencontre pour la première fois : « *Que fais-tu dans la vie ?* ». L'homme, jaugé à ce qui l'aliène, est prié d'y trouver un épanouissement personnel¹⁰. On réclamera donc de lui qu'il introjecte la notion de *start-up* et qu'il se meuve dans le social en tant qu'auto-entrepreneur exclusif de son capital humain.

L'acronyme GRH (gestion des ressources humaines) démontre la vigueur avec laquelle l'homme est confondu dans le monde du travail avec la *Chose*, celle-ci n'ayant pour unique destinée que d'assurer la rentabilité de l'entreprise au quotidien (et donc, de faire grossir les chiffres du PIB du pays dans lequel la « boîte » est implantée). Le PIB est d'ailleurs un marqueur qui indique d'une manière remarquable que le capitalisme est d'essence totalitaire – à savoir qu'il colonise la totalité des strates du social d'une manière automatisée –, dans la mesure où un service telle que l'intervention d'une ambulance sur les lieux d'un accident mortel de la route est transformé en pure donnée comptable juste prompte à faire gonfler le score du pays en terme de (pseudo)richesses qu'il produit¹¹.

3) LE TEMPS

L'adage populaire ne dit-il pas que « *le temps, c'est de l'argent* » ? Nonobstant les effets de modes éphémères, la valeur d'une marchandise découle du temps de *travail socialement nécessaire* à sa réalisation. Toute marchandise contient donc une masse de *travail abstrait* « mesurable » en temps. Le temps est par conséquent chosifié par la machinerie capitaliste afin de nourrir le fétiche marchandise/argent. L'accès à la marchandise ne dépend-il pas d'ailleurs de l'argent disponible dans le portefeuille du consommateur, lequel reçoit le plus souvent une rémunération salariale calculée sur base d'un travail/horaire ?

Ce n'est pas seulement le temps passé au bureau ou dans l'usine qui doit être rentable ; le temps libre est lui aussi désormais capitalisé. Comme Dany-Robert Dufour le mentionne dans *Baise ton prochain : une histoire souterraine du capitalisme*, la journée d'un individu moyen est divisée en trois parties : temps de travail/temps libre/temps de repos. Initialement, le capitalisme – du moins celui qui s'appliquait avant la révolution fordiste¹² – n'investissait que dans le premier. Mais il a peu à peu mis quelques-unes de ses billes dans le second. Finalement, l'affaire est rentable : tandis que l'homme travaille moins à l'usine ou au bureau, il dépense plus dans les loisirs qui l'égareront. Ceux-ci ont « bien » évolué au fil des époques¹³ : d'un temps de retour sur soi favorisant le développement de la pensée, ils sont aujourd'hui le symbole d'un temps de consommation onaniste – et orgasmique – qui sert le profit des grandes et petites entreprises de divertissements.

Un objet du quotidien incarne à merveille la chosification du temps ici mentionnée : l'horloge. Grâce à elle, le temps n'est plus véritablement vécu en fonction des cycles de la journée et de la nuit, mais se trouve concentré dans un cadran qui rythme la vie des hommes.



4) LA POLITIQUE

La mise en œuvre d'un modèle politique spécifique est indispensable lorsqu'il s'agit d'assurer la pérennité du triptyque fétichiste marchandise/travail/temps. La bourgeoisie eut ainsi la « lumineuse » idée d'inventer, à la fin du XIX^e siècle, un nouveau mode de gouvernement qui devait garantir ses intérêts – au détriment de ceux de la noblesse (et du peuple dans sa globalité) : la démocratie représentative¹⁴. C'est donc depuis les révolutions française et américaine que les citoyens ont le loisir de déléguer tous les 5 ans leur pouvoir politique à des « représentants » dont la fonction est d'assurer la survivance du modèle bourgeois au travers de l'État et de son mode de gouvernance¹⁵. La politique – entendue dans le sens originel du terme, c'est-à-dire comme l'organisation effective de la cité par les citoyens qui la constituent – est, depuis lors, instrumentalisée par le politique – personnifiée par les bouffons du Spectacle¹⁶ de toutes couleurs et tendances confondues –, ce qui a pour fâcheuse conséquence de susciter un désintérêt généralisé des gens pour la chose publique. Tandis que le gouvernement représentatif encourage la masse à se privatiser et donc à se dépolitiser, celle-ci trouve dans la sphère privée les mobiles pour se détourner de la participation politique. Nous avons donc affaire ici, selon Castoriadis, à un mouvement où tout se tient et pour lequel il n'est absolument pas nécessaire de faire appel à une quelconque théorie de la conspiration¹⁷. La politique ainsi chosifiée est un instrument de sauvegarde non négligeable du fétichisme de la marchandise sur les existences. Elle ne pourrait pleinement opérer sans l'intervention des clowns médiatiques et autres journalistes de plateaux qui « baisent les gens rien qu'avec leur sourire¹⁸ ».

5) LES MÉDIAS

Tandis que la démocratie représentative est la sentinelle du capitalisme technicien, les médias de tous supports jouent aux chiens de garde du pouvoir¹⁹. Hier encore, pourtant, étaient diffusées à la télévision des émissions qui suscitaient un certain intérêt (bien que celles-ci étaient, il est vrai, retransmises à une heure où la plupart des gens sommeillent pour de bon). Aujourd'hui, les choses sont plus limpides encore : ce type de programme a tout bonnement disparu du paysage, transformant la télévision et la radio en spectaculaires déserts de la pensée. Pis ! Ces canaux ne se contentent pas de véhiculer le vide dans les chaumières mais sont les principaux vecteurs du fléau publicitaire. L'ensemble de leur profession étant largement réifié par le fétiche argent/marchandise/Spectacle, les journalistes au sens noble du terme représentent en conséquence une espèce grièvement menacée d'extinction.

La suite au prochain numéro...

Kenny Cadinu

1. Nous nous référons ici à la définition du capitalisme que le psychanalyste et philosophe grec Cornelius Castoriadis nous a léguée.

2. Selon le dictionnaire *La Toupière*, le mot réification est issu du latin *res* (chose) et *facere* (faire). Le concept désigne le processus qui consiste à transformer une abstraction, un concept ou même une personne vivante en objet concret, fixe, statique. Karl Marx développa dans son livre *Le Capital* l'idée qu'il s'agit d'une transformation de l'activité humaine en marchandise qui aboutit à une fétichisation de l'objet dominant les échanges.

3. Voir le Livre 1 du *Capital*.

4. Anselm Jappe, *Les aventures de la marchandise*, La Découverte, 2003.

5. Anselm Jappe, *La société autophage : capitalisme, démesure et autodestruction*, La Découverte, 2017.

6. Voir Jean Baudrillard, *La société de consommation*, Gallimard, 1970.

7. https://fr.wikipedia.org/wiki/Temps_de_cerveau_humain_disponible

8. Voir Karl Marx.

9. Karl Marx : *Le Capital*.

10. Voir, notamment, l'ouvrage du philosophe français Dany-Robert Dufour, *Baise ton prochain : une histoire souterraine du capitalisme*, Acte Sud, 2019.

11. Le PIB « mesure la valeur de l'ensemble des biens et services produits sur le territoire d'un pays donné au cours d'une période donnée (en général, une année, parfois un trimestre), quelle que soit la nationalité des producteurs présents sur ce territoire ». https://fr.wikipedia.org/wiki/Produit_int%C3%A9rieur_brut Voir également le discours prononcé par Robert Kennedy, frère cadet de John Kennedy, à l'Université du Kansas le 18 mars 1968 : « Nous avons trop longtemps et trop longtemps sacrifié notre excellence personnelle et nos valeurs communautaires à la simple accumulation de biens matériels. Notre produit national brut (PNB) s'élève aujourd'hui à plus de 800 milliards de dollars par an, mais ce Produit National Brut - si nous jugeons les États-Unis d'Amérique à cet

égard - ce Produit National Brut compte la pollution de l'air, la publicité pour les cigarettes et les ambulances qui nettoient nos autoroutes des carnages. »

12. Henry Ford fut un des pionniers du « capitalisme du bien-être » : sa technique, destinée à améliorer le niveau de vie des travailleurs, consistait à augmenter le salaire de ceux-ci afin de limiter le turnover de son entreprise automobile et donc les coûts globaux de celle-ci. L'effet collatéral de cette mesure : les ouvriers pouvaient dorénavant s'acheter les voitures qu'ils avaient eux-mêmes produites.

13. Voir Dany-Robert Dufour, *Ibidem*.

14. Voir à ce titre notre article paru dans le dossier du 64^{ème} numéro de *Kairos* : *Démocratie représentative : le berceau d'un oxymore*, ou encore l'ouvrage du chercheur canadien Francis Dupuis-Déri *Démocratie : Histoire politique d'un mot* (2014) ; celui du philosophe français Bernard Manin *Principes du gouvernement représentatif* (1995), ou encore le livre du politologue français Yves Sintomer *Petite histoire de l'expérimentation démocratique*, 2014.

15. Il est faux de croire que l'État est réduit à néant dans une économie néolibérale. Au contraire, pour qu'une telle économie puisse se développer, il est nécessaire qu'une instance intervienne au quotidien pour faire respecter à chacun des acteurs les règles du jeu, rôle désormais dévolu à l'État.

16. Voir l'ouvrage du penseur français Guy Debord, *La société du spectacle*, 1967.

17. Il est intéressant de mentionner à ce titre que conspiration vient du latin « *con spirare* » qui signifie « respirer avec », « être animé du même esprit ». De fait, dans la mesure où chacun, dans la société capitaliste, est animé du « même esprit » (atteindre la *Jouissance*), on pourrait dire que tous respirent dans la même direction, et donc conspirent.

18. Osons mentionner que nous faisons référence ici à une chanson, pour une fois pas trop mal foutue, du rappeur français Orelsan, *Suicide social*.

19. Voir l'excellent documentaire réalisé par Gilles Balbastre et Yannick Kergoat, *Les nouveaux chiens de garde*.

Le courr(oux)ier d'Anne Hotiaux

Anne Hotiaux est un.e lecteur.e réel.le ou virtuel.le dont personne ne connaît le genre. Bien-pensant.e, iel est toujours prompt.e à s'indigner, dénoncer, parfois insulter quand ael est très fâché.e. Fanatiques de la tolérance, nous nous faisons chaque fois un devoir, et néanmoins un plaisir de la relayer.

Monsieur !

Vous ne vous êtes pas contenté de semer le doute sur les nécessaires mesures pour faire face à la menace du Covid, dont les vaccins salvateurs. Depuis, vous critiquez le soutien militaire à l'Ukraine, rempart de notre civilisation menacée par l'impérialisme russe. À présent, vous dénoncez le gouvernement israélien qui combat des terroristes. Comme M. Netanyahu le rappelle, il ne s'agit rien moins que de la lutte de « *la civilisation contre la barbarie* », autour de laquelle nous devons tous nous unir. S'y opposer, c'est faire l'apologie du terrorisme et se rendre coupable d'antisémitisme. Plus jamais ça ! Semer le doute, c'est quitter le cercle de la raison et menacer nos démocraties libérales.

Dieu merci, Bill Gates, ce philanthrope, met au point des technologies pour contrer les *dealers* de fausses nouvelles. Comme il l'a bien expliqué sur la télé CNBC, nous faisons face à « *la crise de la vérité causée par la désinformation croissante comme celle qui a ébranlé la foi du public dans les institutions de santé publique*. Nous voulons la liberté d'information, mais si vous causez des violences ou incitez des gens à ne pas prendre de vaccins, alors les États-Unis devront se doter de règles aidées par l'IA pour réagir en temps réel. Car si vous avez des milliards de messages et si vous les attrapez un jour après, alors le mal est fait¹ ». La Commission européenne a pris les devants, avec sa loi sur les services numériques qui impose aux réseaux sociaux des obligations strictes en matière de modération des contenus, de transparence et de gestion des risques, pour éviter un « *risque systémique* » pour la société. La menace de sanctions sévères proférée par Thierry Breton à l'encontre de cet irresponsable d'Elon Musk et sa plateforme X, nous guide aussi sur ce chemin de vérité.

Cette vision progressiste est partagée par des dirigeants responsables comme Mme Clinton : « *Si les plateformes ne modèrent pas et ne surveillent pas le contenu, nous perdons le contrôle total²* ». Lui aussi conscient du danger, Emmanuel Macron n'a pas hésité à faire embastiller Pavel Durov, le fondateur de Telegram, afin de lui faire entendre raison pour mettre en place des outils de modération.

Grâce à la vigilance et à la détermination de tels dirigeants, soutenus par l'intelligence artificielle, les mensonges propagés entre autres par *Kairos* seront bientôt étouffés dans l'œuf, et ce pour la paix et l'harmonie de nos sociétés démocratiques.

Monsieur, je lève mon verre à l'avènement de ce monde meilleur dans lequel vous n'aurez pas de place, car vos doutes et mensonges y seront repérés et supprimés en temps réel. Dieu merci !

A. H. —

1. Le 9 septembre 2024 : <https://www.cnn.com/video/2024/09/20/bill-gates-on-ai-success-and-misinformation.html>

2. Le 5 octobre 2024 : <https://tribune.com.pk/story/2501061/hillary-clinton-warns-we-lose-total-control-if-social-media-platforms-are-not-regulated>

AbbVie, le laboratoire qui vous empoisonnerait jusqu'à l'éviscération ?

ANATOMIE D'UN SCANDALE EN BLOUSE BLANCHE MADE IN USA

Illustration : Aurélie Garnier

J'ai 18 ans, je ne reconnais plus mon reflet dans le miroir ; les yeux exorbités, les pommettes saillantes, je pèse 38kg. C'est un état palliatif qui me fait ressembler à une déportée. Les médecins, formels, disent « *troubles digestifs psychosomatiques* ». Un seul médecin décide de mener des investigations, le couperet tombe : maladie de Crohn. Crohn est une maladie auto-immune qui fait partie de la famille des MICI (maladies inflammatoires chroniques de l'intestin) à côté de sa cousine la rectocolite hémorragique. On présente alors un handicap invisible. Le handicap est souvent acquis au cours de l'existence ; c'est lui qui dictera ce que nous serons capables de faire ou pas, prisonniers de son propre corps. Invisible à l'extérieur (la plupart du temps), tout semble indiquer que ça va, mais à l'intérieur c'est la guerre. Le système immunitaire a pris les armes et les retourne contre soi, on est sa cible, l'étranger à éliminer. Elle est incurable ; la vie sera ponctuée de haut et de bas, ce que les médecins appellent des périodes de rémissions et de crises. Mais on pourra la contenir avec des traitements.

Une idée fixe pour moi est de maîtriser mon dossier pour tenter de maîtriser la maladie. J'effectue mon suivi gastro-entérologique avec la plus grande rigueur. Il faudra se soumettre à des examens régulièrement, certains peu contraignants, d'autres plus invasifs. En plus, la maladie imposera de suivre un régime strict dans mon cas. Je présente une sténose (une portion de l'intestin tellement gonflée qu'elle rend difficile le passage de la nourriture). Si ça se bloque, la sentence est immédiate, l'occlusion qui nécessitera un passage au bloc opératoire. Bien sûr, nous pourrions l'enlever par chirurgie, mais il faut limiter les interventions, l'intestin n'est pas infini. Il y a le risque du syndrome du grêle court qui imposerait alors une nutrition par intraveineuse, avec la stomie, cette poche qui recueille les selles¹. Pour encore mieux contrôler la maladie, j'essaie un autre traitement. La solution, AbbVie la propose : la biothérapie qui doit cibler les dérèglements de mon système immunitaire. Ce traitement est onéreux, plus de 1.000€² par mois, et lorsque la dose est doublée plus de 2.000€ par mois pendant des années, on arrive à des sommes astronomiques. Mais c'est pris en charge par la mutuelle et cela semble bien fonctionner.

J'ai 32 ans, les lésions ont vieilli, il est temps de me faire opérer, j'exige une clinique universitaire, gage de soins de qualité. S'engage alors un parcours du combattant digne de Koh Lanta version médicale. On ne m'a pas prévenue que j'allais être opérée avec un nouveau laser. Je deviens le cobaye. J'en ressortirai avec une péritonite purulente. Pour le consentement éclairé, concept hérité des atrocités commises durant la Seconde Guerre mondiale au nom de la science par des médecins, on repassera. C'est ça, les joies des hôpitaux qui testent de nouvelles technologies en prenant soin de ne pas prévenir. Malgré tout, je suis satisfaite du résultat final. Il faut alors le maintenir à tout prix : poursuivre mon traitement et faire un suivi régulier.

Quatre ans plus tard, je suis en crise, la maladie a pris le dessus : c'est la douche froide. Tous les bénéfices de l'opération ont disparu. Il n'en reste rien, j'ai de nouveau plein de lésions, mais j'ai perdu une portion d'intestin lors de cette intervention. On me propose une nouvelle opération, que je refuse catégoriquement. On l'oublie souvent, mais le patient a le droit de dire non ! C'est lui seul qui décide, il n'est « obligé » de rien.

Peu de patients consultent leurs informations³, ils font confiance aux médecins. Moi, je ressens le besoin d'étudier mon dossier, je veux comprendre mon histoire. Je constate qu'il manque des pages, des informations sont volontairement erronées, c'est falsifié. Je consulte la littérature scientifique, j'apprends qu'il y avait un risque de perte de réponse au trai-



Illustration : Aurélie Garnier

tement. Pour surveiller cela, il fallait effectuer un dosage des anticorps au médicament. On ne me l'a jamais prescrit en presque 10 ans. Les résultats des paramètres pour monitorer l'activité de la maladie, CRP et calprotectine, étaient souvent hors des standards du laboratoire, les médecins auraient dû le voir. Les mécanismes qui mènent à la constitution des sténoses étant connus depuis 40 ans, ils voyaient l'évolution de mes lésions. Je découvre que le gastro-entérologue avait indiqué « *intensifier le traitement* », mais au généraliste et à moi il a écrit « *poursuivre le traitement* » ; c'est donc volontaire. Le traitement aurait dû être changé bien plus tôt, avant que les lésions ne s'installent. D'autant qu'il existe une ribambelle de moyens d'action qui constituent un véritable arsenal thérapeutique. Puis je me souviens que le gastro-entérologue avait déclaré pouvoir obtenir des échantillons de l'entreprise. Je demande s'il y a un problème de *lobbying*.

J'écris aux médecins, mais aucun ne prendra la peine de répondre. Je me tourne vers la médiatrice de l'hôpital, me disant qu'ils ne souhaitent pas me rencontrer pour ne pas avoir à se justifier. S'installe alors le désarroi du patient qui constate qu'il n'est qu'un simple numéro au milieu d'une cohorte de petits jouets humains. Ça ne m'arrête pas, je veux en savoir plus. J'apprends que (quasi) tous les gastro-entérologues sont liés de près ou de loin à AbbVie. Ils sont consultants, *advisory board*, orateurs, ils reçoivent des subventions généreuses pour mener leurs recherches. Certains assurent même la publicité sur la chaîne Youtube « *AbbVie Belux* ». Les laboratoires pharmaceutiques ont infiltré le paysage, c'est une véritable invasion. Les hôpitaux, qui offrent un réservoir de matériel humain, sont leur terrain de jeu, non sans rappeler la médecine façon Joseph Mengele. Aux États-Unis, le médicament a fait scandale. Par exemple, dans le Delaware, AbbVie a versé au moins 24 millions \$^{4,5}. Les médecins recevaient des pots-de-ven tels qu'argent, repas, cadeaux, voyages pour récompenser la prescription de l'Humira. En Belgique, c'est une autre histoire, pourtant au moins une plainte a été adressée au ministre de la Santé et au Conseil de l'ordre, la mienne. AbbVie a débarqué et investi à coup de millions d'euros. Le serment d'hypocrite a remplacé le serment d'Hippocrate. Des médecins peu scrupuleux assurent les ventes de médicaments, quitte à mener

délibérément à l'opération. Une véritable exploitation de la misère humaine qui sert de fond de commerce à ces escrocs en gants blancs qui portent la blouse de la honte. Les patients essuient les conséquences physiques et psychologiques, alors que la mutuelle assure le paiement des factures. L'éthique n'est plus au goût du jour. La littérature scientifique m'aura en plus appris qu'il existe un traitement en pédiatrie qui présente les mêmes effets bénéfiques que la corticothérapie, sans les effets secondaires. Dans certains cas, il permet de faire régresser (pas disparaître) les lésions. Avec une potion de 500 ml par jour qui représente moins de 120€⁶ par mois, on peut déjà tenter sa chance. Loin des prix exorbitants pratiqués par AbbVie, il ne faut même pas d'ordonnance. Mais cela, on ne le dira pas en consultation ; pourtant, j'en ai vu, des gastros !

Quand on comprend, c'est trop tard, l'étau s'est refermé. J'ai 40 ans, j'ai été empoisonnée. J'ai évité le pire : être réopérée pour rien. Je ne suis pas seule. Un autre patient affirme en avis Google sur la page de la société du médecin, « *Le docteur est un boucher. Son but est de remplir la salle opératoire* ». Combien serons-nous à l'avenir si nous continuons dans cette voie ? AbbVie s'intéresse à de plus en plus de services médicaux (immunologie, oncologie, neurosciences et bien d'autres), il faut ratisser large. Ainsi, tout le monde pourra bientôt en profiter...

Ambre Mainzet

1. La vie de Charline suite à une erreur opératoire, grêle court et stomie. www.youtube.com/watch?v=6mPSD9_Tv9k
2. <https://apotheekvanschoenwinkel.be/fr/pharmacie/ABBVIE/94416/Humira-40mg-0-4ml-sol-inj-ser-prer-6-x-40mg-0-4ml>
« La deuxième place du TOP 25 est occupée par l'adalimumab, un inhibiteur du TNF, destiné à enrayer des processus inflammatoires » Le Top 25 des médicaments dans les dépenses de santé en 2022 (Inami) <https://www.lespecialiste.be/fr/actualites/le-top-25-des-medicaments-dans-les-dépenses-de-sante-en-2022-inami.html>
3. Importance du site Réseau wallon ou bruxellois (documents libérables par l'auteur peuvent être obtenus auprès du généraliste)
4. <https://www.fiercepharma.com/pharma/abbvie-faces-yet-another-white-coat-lawsuit-claiming-it-used-kickbacks-help-promote-humira>
5. <https://www.reuters.com/article/business/abbvie-agrees-to-pay-24-million-to-resolve-humira-california-lawsuit-idUSKCN2522X1/>
6. <https://www.farmaline.be/fr/alimentation/BE01472307/modulen.htm>

Le sionisme réel : une impasse criminelle... et suicidaire

ENTREVUE AVEC MICHEL STASZEWSKI*

Kairos : dans un livre publié peu avant le 7 octobre 2023, vous étudiez en votre qualité d'historien le conflit israélo-palestinien et remettez en question le mythe selon lequel il serait trop complexe à comprendre. Vous affirmez qu'il est en fait assez simple à expliquer.

Michel Staszewski : En effet. Beaucoup de gens se réfugient derrière l'idée que ce conflit est compliqué. Ils se disent que c'est un problème tellement ancien et vaste qu'il est presque impossible de le comprendre. Mais cette complexité est fabriquée. Dans les médias dominants, on rapporte des faits bruts, souvent dramatiques, sans les replacer dans leur contexte historique. Cette absence de perspective empêche de saisir la réalité de la situation. Et cela laisse la place à des explications simplistes et parfois racistes, comme l'idée que les Palestiniens seraient des « sauvages », incapables de cohabiter avec les Israéliens. Malheureusement, ce genre de préjugé est encore très présent.

Vous parlez aussi de ce que vous appelez un « sionisme médiatique », qui contribuerait à rendre le conflit encore plus opaque.

Le sionisme médiatique désigne cette manière implicite qu'ont la plupart des médias occidentaux de soutenir Israël, souvent sans en avoir conscience. Il existe des présupposés sionistes si ancrés dans l'opinion publique qu'ils finissent par être acceptés comme des évidences. Par exemple, on admet généralement qu'Israël est un État légitime sans remettre en cause les injustices structurelles sur lesquelles il repose. Pourtant, si l'on s'en tient aux valeurs fondamentales de nos sociétés, comme l'égalité des droits, Israël ne respecte pas ces principes, car il est basé sur une inégalité profonde entre ses citoyens juifs et non-juifs.

Vous-même, étant d'origine juive, pensez-vous que cela vous confère une légitimité particulière pour aborder ces sujets, notamment pour critiquer Israël ?

Critiquer les actions politiques et militaires criminelles menées par l'État d'Israël à l'égard des Palestiniens et des peuples voisins est absolument légitime. Il ne faut pas être juif pour cela ! Ceci dit, je fais partie de cette minorité grandissante de Juifs qui ne supportent pas la prétention des dirigeants israéliens d'agir au nom et dans l'intérêt de l'ensemble des Juifs. C'est aussi pour ça que je m'engage en tant que Juif, pour montrer qu'il ne s'agit pas d'un conflit ethnique ou interreligieux, mais d'un conflit politique, qui appelle une solution politique. C'est surtout mon histoire personnelle qui m'a conduit à cette position. J'ai grandi dans une famille juive où le souvenir de la Shoah était omniprésent. Mes parents ont chacun perdu presque toute leur famille lors du génocide perpétré par les nazis à l'encontre des Juifs européens. Pendant mon adolescence, j'étais moi-même sioniste, sans trop savoir ce que cela signifiait. À 14 ans, pendant la guerre des Six Jours, j'ai défilé dans les rues de Bruxelles en criant « Israël vivra », comme beaucoup de jeunes Juifs à l'époque. Mais tout a changé pour moi après un voyage en Israël/Palestine effectué juste après cette guerre. J'y ai découvert la réalité de l'occupation et de la souffrance des Palestiniens, et cela a bouleversé ma vision des choses.

Ce voyage a donc été un tournant pour vous ?

Oui, ce voyage a été décisif. Nous étions un groupe de jeunes venus de Bruxelles, et nous avons d'abord séjourné dans un kibboutz, un village agricole coopératif, où tout le monde partageait travail et ressources... entre Juifs. Mais en visitant d'autres régions du pays, j'ai découvert l'existence des

Palestiniens. Nous avons aussi visité les territoires récemment occupés, découvert des villages syriens désertés, des camps de réfugiés palestiniens sous tente, notamment près de Jéricho. Lorsque nous sommes allés à Jérusalem-est, j'ai vu un énorme tas de pierres devant le « Mur des lamentations ». Demandant à nos guides israéliens ce que c'était, ils m'ont répondu : « C'est-ce qui reste du quartier arabe qu'on a détruit pour bâtir cette esplanade. » Tout cela m'a choqué. À partir de là, j'ai commencé à me poser des questions sur ce qu'on m'avait appris et sur la version de l'histoire telle que l'on me la racontait.

Vous abordez dans votre livre plusieurs mythes fondateurs du sionisme.

Oui, le sionisme repose sur plusieurs mythes, qui sont encore très présents dans la façon dont on parle du conflit israélo-palestinien aujourd'hui. Le premier de ces mythes est celui du « retour » des Juifs en Palestine après 2.000 ans d'exil. Selon cette idée, les Juifs actuels seraient les descendants directs des anciens Hébreux qui vivaient en Palestine à l'époque romaine, et ils auraient été dispersés dans le monde entier après la destruction du temple de Jérusalem. C'est une vision erronée de l'histoire. En réalité, il n'y a pas eu d'exode massif. Dans les derniers siècles de l'Antiquité, le judaïsme était prosélyte et en concurrence avec le christianisme. La majorité des populations juives actuelles sont issues de conversions dans diverses régions du monde, comme en Europe de l'Est, au Yémen, en Afrique du Nord et dans l'immense Empire khazar qui recouvrait le sud de la Russie, l'Ukraine, des territoires caucasiens et d'Asie centrale. Le deuxième mythe est celui de l'unité du peuple juif : tous les Juifs du monde formeraient un seul et même peuple avec une histoire, une culture et des traditions communes. En réalité, un Juif marocain et un Juif polonais n'ont pratiquement rien en commun, sauf la religion. Et encore, ils la pratiquent différemment. Ce mythe sert à justifier la création d'un État-nation pour les Juifs, mais il ne correspond pas à la diversité réelle des populations juives à travers le monde. Par contre, il y a eu et il y a encore DES peuples juifs. Ainsi du *yiddishland* dans la partie occidentale de l'Empire russe où les Juifs étaient confinés. Le Bund, qui était le principal parti créé par ces communautés juives revendiquait une autonomie culturelle et la défense de leur langue, mais pas un territoire à part. Il était antisioniste. Un autre peuple juif qui existe aujourd'hui est le peuple juif israélien, qui compte environ 7 millions de personnes, dont la grande majorité n'a pas d'autre patrie. Même si Israël a été créé sur la base d'une grande injustice à l'encontre des Palestiniens, on ne peut pas faire comme si les Israéliens n'existaient pas. Toute solution politique doit aussi prendre en compte cette réalité-là. Un autre mythe important est celui de « l'antisémitisme éternel », selon lequel l'histoire des Juifs ne serait qu'une succession de persécutions. Si l'antisémitisme a bien marqué l'histoire des Juifs, notamment dans le monde chrétien depuis l'époque des Croisades, il y a aussi eu des périodes de coexistence pacifique, notamment dans le monde musulman. Ce mythe est utilisé aujourd'hui pour légitimer une politique d'exclusion et de domination en Israël, en affirmant que les Juifs ne peuvent vivre en sécurité que dans un État juif. Il y a encore le mythe de l'impossibilité de la coexistence entre Juifs et Arabes. C'est une idée fautive, car pendant des siècles, Juifs et Arabes ont vécu ensemble en paix en Palestine et dans d'autres régions. Ce n'est qu'avec l'arrivée du sionisme, qui portait le projet d'un État juif exclusif, que les tensions se sont développées.

D'où ce paradoxe : selon la doctrine sioniste, l'État juif était conçu comme un havre de paix, un État-refuge pour les Juifs du monde. Et pourtant, depuis la création de l'État d'Israël, et

même un peu avant, c'est l'endroit du monde où les Juifs vivent le moins en sécurité et où ils ont le plus peur. Encore un mythe !

Vous évoquez la résolution de l'ONU de 1975, qui affirmait que le sionisme est une forme de racisme, avant d'être abrogée en 1991 sous la pression des États-Unis et d'Israël. Qu'en pensez-vous ?

La résolution de 1975 qualifiant le sionisme de forme de racisme a bien été abrogée, mais le débat reste pertinent. Vu la diversité des courants sionistes ayant existé avant la création de l'État d'Israël, la question fondamentale n'est pas de savoir si le sionisme est raciste en soi (ce n'a pas toujours été le cas), mais de reconnaître que les politiques menées en son nom par les dirigeants israéliens le sont. Le projet sioniste tel qu'il a été mis en application a conduit à l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens en 1948 et à l'instauration d'un système d'apartheid. Ce sont ces faits qui doivent être critiqués.

Vous parlez dans votre livre des vagues successives de migrations juives vers la Palestine. Comment cela a-t-il contribué à la situation actuelle en Israël ?

Il ne faut pas oublier que la colonisation sioniste se passe dans le contexte de l'entreprise coloniale de l'Europe en Afrique et en Asie. *Der Judenstaat*, ou « l'État des Juifs », le livre fondateur du sionisme politique rédigé par Théodore Herzl en 1896, est imprégné de cette mentalité colonialiste. Lord Balfour, le ministre britannique des Affaires étrangères auteur de la célèbre déclaration de 1917 qui porte son nom, était un antisémite, qui avait promu des lois contre l'intégration des Juifs en Grande-Bretagne. Il était favorable à la création d'un foyer juif pour que les Juifs puissent s'installer ailleurs. C'est d'ailleurs un point commun avec beaucoup de gens d'extrême droite, qui apprécient le projet sioniste : pour eux, c'est chacun chez soi, et les Juifs là-bas. Selon la même logique, dans les années 1930, il y a eu des accords entre les sionistes et le régime nazi, qui favorisaient ainsi l'émigration juive en Palestine dans le cadre de sa politique de purification ethnique du *Judenrein*. Cela explique aussi que le sionisme a été le seul mouvement juif autorisé à fonctionner et à publier des journaux dans l'Allemagne nazie d'avant-guerre.

On peut donc être pro-israélien et antisémite ?!

Absolument. Ça se vérifie tout le temps ! Au contraire, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les antisionistes sont majoritaires parmi les Juifs. Le sionisme est tellement minoritaire que le premier congrès sioniste organisé par Herzl en 1897, n'a pas pu se réunir en Allemagne parce que la grande majorité des rabbins allemands s'y est opposée. C'est pour cela qu'il s'est tenu à Bâle, en Suisse. Les premières vagues de migrants juifs vers la Palestine, à la fin du XIX^e siècle, venaient principalement d'Europe centrale et orientale. Ces migrants ne venaient pas avec l'intention de coexister avec la population locale, mais avec le projet de créer un État exclusivement pour les Juifs. À l'époque, la Palestine comptait environ 500.000 habitants, dont 85 % de musulmans, 10 % de chrétiens et 5 % de Juifs. Les Juifs de Palestine étaient des Arabes, partageant la culture et la langue des autres habitants. Comme eux, ils ont vu d'un très mauvais œil arriver ces Juifs d'Europe qui ne leur ressemblaient pas dans leurs coutumes, leur langue, et qui, surtout, avaient le projet de vivre entre eux, séparés de la population locale. Car les nouveaux arrivants, venus d'Europe parlaient en général le yiddish, avaient des coutumes différentes et aucune intention de s'intégrer à la population autochtone. Cela a rapidement créé de vives tensions puis des révoltes massives, comme la grande révolte de 1936-39. Cependant les vagues d'immigration se sont poursuivies, si bien qu'en 1939,

la Palestine, encore sous domination britannique, comptait 30% de Juifs.

Vous mentionnez la culpabilité des pays occidentaux après la Shoah, qui aurait favorisé la création de l'État d'Israël.

Après la Seconde Guerre mondiale, dans les pays occidentaux, un sentiment de culpabilité pour ne pas avoir fait assez pour protéger les Juifs s'est en effet développé, surtout en Europe. Entre autres parce qu'aucun des 32 pays représentés à la conférence d'Évian en 1938 n'a accepté d'accueillir des réfugiés juifs persécutés par les nazis en Allemagne et en Autriche. Après la guerre, cette culpabilité s'est traduite par un soutien à la création de l'État d'Israël. Avec les millions de déplacés en Europe, cela arrangeait aussi les dirigeants européens que ces Juifs en déshérence s'en aillent en Palestine, sans l'avoir forcément demandé. Ce soutien était perçu comme une réparation après la Shoah. Mais cette réparation s'est faite au détriment des Palestiniens, qui ont été expulsés de leurs terres et privés de leurs droits. Ce qui me met le plus en colère, c'est l'utilisation de cette apocalypse raciste qu'a été le génocide des Juifs d'Europe, dont plus de la moitié a été assassinée, pour justifier un autre projet politique extrêmement raciste. Le plan de partage de 1947 de l'ONU prévoyait d'attribuer 56% de la Palestine aux Juifs, 43% aux Palestiniens, tandis que la région de Jérusalem et Bethléem devait rester sous juridiction internationale. Cependant, avec la guerre de 1948-49, Israël va s'emparer de 78% du territoire et expulser entre 750 et 800.000 Palestiniens de chez eux. Aujourd'hui, la majorité des Palestiniens sont des exilés ou des descendants d'exilés. Contre une telle injustice, les Palestiniens ont toujours résisté, de manière variée. Les dirigeants israéliens considèrent comme terroristes, non seulement les gens qui prennent les armes contre les injustices dont ils sont les victimes mais aussi des ONG palestiniennes qui s'occupent de culture, de théâtre ou de défense juridique des membres de leur peuple.

Vous évoquez le « complexe de Massada » de la société israélienne. Pouvez-vous expliquer ce concept et son rôle dans le discours politique actuel ?

Le « complexe de Massada » est un élément central de la psyché israélienne. Il fait référence à un épisode de l'histoire juive où, au Ier siècle, des Juifs assiégés par les Romains dans la forteresse de Massada ont choisi de se suicider plutôt que de se rendre. Cet événement est devenu un symbole sioniste de la résistance juive face à l'oppression. Aujourd'hui, beaucoup d'Israéliens se considèrent encore comme assiégés, entourés d'ennemis. Cela renforce une mentalité de citadelle assiégée, où la survie dépend d'une force militaire écrasante et d'une unité nationale. Cette mentalité explique en partie pourquoi la société israélienne est si militarisée, et pourquoi la majorité des Israéliens soutiennent des politiques sécuritaires très dures à l'encontre des Palestiniens. Ils ont l'impression que leur existence est menacée en permanence, et cela alimente leur soutien à des partis politiques d'extrême droite prêts à tout pour asseoir leur domination.

Comment expliquez-vous ce qui se passe à Gaza ?

Depuis 2007, la bande de Gaza était soumise à un blocus extrêmement sévère et illégal selon le droit international : Israël avait transformé cette étroite bande de terre peuplée de 2 millions de personnes en une prison à ciel ouvert, avec un accès limité à l'eau potable, à l'électricité, aux soins médicaux et aux biens essentiels. La population y vivait dans des conditions inhumaines, assiégée et régulièrement attaquée par l'armée israélienne. C'est dans ce contexte qu'en 2018, à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la Nakba (le nettoyage ethnique de la Palestine par l'armée israélienne en 1948-1949), que le Hamas et les autres organisations palestiniennes de Gaza ont lancé un appel aux « marches du retour », lors desquelles les habitants étaient appelés à manifester en marchant vers le mur qui les enferme dans Gaza pour réclamer la fin de ce blocus insupportable. Les soldats israéliens ont tiré sur ces manifestants désarmés. Cela a causé près de 400 morts et des milliers de blessés. La répression sanglante de ces marches désespérées et l'indifférence de la communauté internationale face à leur répression contribuent à expliquer que le Hamas ait fini par imaginer l'opération sanglante du 7 octobre. Je ne justifie pas les crimes de guerre et contre l'humanité commis ce jour-là. Mais on sait aujourd'hui que beaucoup de civils israéliens ont été tués par l'armée israélienne en vertu de la doctrine Hannibal, selon laquelle il vaut mieux prendre le risque de tuer les Israéliens plutôt que les laisser prendre comme otages. En outre, les médias dominants font mine d'oublier complètement que les combattants du Hamas et des autres groupes avaient pour cible principale des garnisons militaires. Comme l'ont reconnu les médias israéliens eux-mêmes, beaucoup d'histoires, comme celles des 40 bébés décapités, d'une femme enceinte éventrée, ou encore des viols massifs ont été inventées. Le problème, c'est l'usage que les autorités israéliennes ont fait de ce narratif pour justifier ensuite une politique monstrueusement inhumaine vis-à-vis des Palestiniens de Gaza.

En dehors de Gaza, quelle est la situation des Palestiniens aujourd'hui ?

La majorité des Palestiniens vivent en exil ou sous occupation. Ceux qui vivent en Israël en tant que citoyens israéliens font face à de graves discriminations institutionnelles, mais, la situation est bien pire pour ceux qui vivent à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, où ils sont soumis à des restrictions sévères de mouvement, à des arrestations arbitraires et à des violences quasi quotidiennes de la part de l'armée ou de colons armés. C'est une occupation brutale et systématique. Depuis la création de l'État d'Israël, l'apartheid concerne tous les non Juifs et en particulier bien sûr les Arabes qui forment la très grande majorité des non Juifs vivant sous la domination de l'État israélien. Cet apartheid, qui pour moi existe depuis la création de l'État d'Israël, est enfin reconnu maintenant par de grands organismes internationaux. L'ONU a remis un rapport en 2016 à ce sujet. Depuis, Human Rights Watch, Amnesty International et la Fédération internationale des droits humains sont parvenus aux mêmes conclusions. C'est aussi le cas de

B'Tselem, une organisation des droits humains israélienne à majorité juive, qui estime qu'il y a un système d'apartheid en Israël et dans tous les territoires que cet État occupe.

La situation peut-elle évoluer positivement ?

Je ne crois pas du tout que les changements viendront de l'intérieur de la société israélienne dont les membres subissent un bourrage de crâne extrêmement efficace depuis leur plus jeune âge. Le rapport de force est tellement inégal entre Israéliens et Palestiniens. Il faut absolument une intervention extérieure, et donc que les opinions publiques pèsent sur leurs gouvernements. Seule une pression considérable des opinions sur les dirigeants des États-Unis et de l'Union européenne les contraindra à remettre en cause leur soutien quasi inconditionnel à Israël en dépit des violations systématiques des droits humains et des atrocités en cours. L'Union européenne est le principal partenaire commercial d'Israël et pourrait exercer une pression efficace. Il est hypocrite de prôner la défense des droits humains tout en fermant les yeux sur la situation en Palestine. C'est d'autant plus hypocrite qu'ils prétendent lutter contre l'extrême droite en Europe mais soutiennent la politique d'extrême droite de Netanyahu et de ses alliés suprémacistes.

Malgré cette situation, y a-t-il des raisons d'espérer ?

Un signe d'espoir vient de l'évolution des opinions publiques, notamment dans les communautés juives en dehors d'Israël. Aux États-Unis, par exemple, de plus en plus de jeunes Juifs remettent en question la politique israélienne et le sionisme. Des mouvements comme *Jewish Voice for Peace* critiquent ouvertement l'occupation des territoires palestiniens et prônent une paix basée sur la justice. En Europe, des initiatives similaires se développent, comme la nouvelle association *Juifs européens pour la Palestine*. Ces groupes rejettent l'idée que critiquer Israël soit synonyme d'antisémitisme, et insistent sur le fait que ce conflit n'est non pas ethnique ou religieux mais découle d'une politique coloniale d'occupation. Je reste donc optimiste, car les jeunes générations commencent à comprendre que ce conflit n'est pas inévitable, et qu'il doit être résolu politiquement. Mais combien de morts encore ? Combien de souffrances encore jusqu'au jour où l'on sortira enfin de cette impasse qu'est le sionisme réel ? Ce sionisme n'est pas seulement une catastrophe pour les Palestiniens, il est aussi une impasse suicidaire pour les Juifs israéliens ainsi que pour les Juifs en général et pour le vivre ensemble chez nous.

Alexandre Penasse, octobre 2024, propos retranscrits par François Massoulié.

**Auteur de Palestiniens et Israéliens - Dire l'histoire, déconstruire mythes et préjugés - Entrevoir demain, Le Cerisier, 2023.*



Illustration : Mickomix

Rien de plus élémentaire pour gagner en autonomie que d'apprendre à préparer son pain

Le pain est sur nos tables depuis des siècles, mais derrière sa croûte dorée se cache une histoire politique et sociale. Il a toujours été un élément essentiel, le minimum vital qui garantit la dignité de chaque citoyen. Gage de stabilité politique au cours des siècles, le pain devient le combustible des révolutions lorsqu'il vient à manquer. S'il a parfois acheté la paix, il a également souvent déclenché des révolutions. Des révoltes qui réclament du pain, c'est le signe d'une société qui, probablement, ne fonctionne pas. En fonction de la couleur de la miche que vous mangiez, on était capable de vous dire à quelle classe sociale vous apparteniez. Aujourd'hui encore, nous avons le bon pain « bio », mais aussi d'autres meilleur marché et de réelle mauvaise qualité gorgés d'innombrables additifs de synthèse qui permettent de corriger les défauts des farines ou de faciliter les opérations de fabrication. On peut compter jusqu'à 14 additifs dans une baguette, mais plus encore pour les pains spéciaux. Tant qu'à faire, gagnez donc en autonomie en apprenant à préparer votre pain.

Nous parlerons tout particulièrement du pain au levain, un pain que l'on obtient par fermentation naturelle, dans lequel se développe une microflore de levures ambiantes. Vous obtiendrez 250g de levain en laissant fermenter un mélange de 100g d'eau et 140g de farine intégrale, une fermentation que l'on peut favoriser en y ajoutant une cuillère de miel. Laissez reposer et fermenter pendant quelques jours en maintenant une température de 20 à 25° C, et lorsque le mélange est légèrement boursoufflé, c'est signe que le levain est né.

Fabriquer un pain quotidien commence la veille ! Il faut réveiller le levain-chef et le multiplier plusieurs fois jusqu'à obtenir ce qu'on appelle levain « *tout-point* », celui qui va vous servir à pétrir. À chaque fois on rafraîchit le levain et on double la quantité de farine et d'eau.

Concrètement, vers la fin de l'après-midi, vous allez commencer par doubler votre levain en ajoutant de l'eau et de la farine et passer de 200 g de levain-chef à 400g. Mélangez à l'aide d'une cuillère jusqu'à l'obtention d'une pâte onctueuse, légèrement liquide. Pour ce qui est de la quantité d'eau, mieux vaut en mettre trop et devoir rajouter de la farine ensuite que l'inverse. Juste avant d'aller dormir, vous allez tripler et la quantité et passer de 400g à 1,2kg afin d'obtenir un dernier rafraîchi d'un tiers de la quantité finale. Pétrissez l'ensemble afin d'obtenir une pâte légèrement humide, souple et élastique, ni trop tendre, ni trop dure. Une fois le pétrissage terminé, mettez la pâte en boule, couvrez-la d'un torchon humide et laissez doubler le volume toute la nuit dans un endroit chaud. Le lendemain matin le levain aura fait déborder la pâte. Triplez à nouveau la quantité de façon à arriver à 3,6kg de pâte et obtenir une fois sorti du four 3kg de pain ou par exemple 3 pains de 1kg. N'oubliez pas de prélever un morceau de 250g de cette pâte pour reconstituer un levain-chef en vue du prochain pain.

Pensez également à ajouter le sel à raison de 10g au kg de pâte crue. Selon la température la levée prendra entre 2 et 5 heures. Tout dépend de la chaleur ambiante, plus il fait chaud, plus cela va vite, selon la force du levain. Lorsque la

pâte a doublé de volume, la resserrer à nouveau puis laisser reposer et lever votre pâton deux petites heures dans un panier (corbeille ronde en vannerie) couvert d'un linge. C'est la deuxième levée. Quand la pâte a à nouveau doublé, enfournez sans attendre, car le pain retomberait à la cuisson. Le double pétrissage n'est pas une obligation, on peut très bien mouler directement.

Mettez dans le four un récipient rempli d'eau. Puis placez votre miche dans votre moule huilé, légèrement enfariné et laissez-le reposer encore un peu avant de l'enfourner. N'oubliez pas de faire quelques petites incisions sur le dessus de votre pain avec la pointe d'un couteau pour l'aider à lever durant la cuisson. Assurez-vous auparavant que vous avez bien prélevé un morceau de pâte de la grosseur d'un œuf qui deviendra votre nouveau « chef » ou levain de votre prochaine fournée. Préchauffez votre four à 240° C et enfournez à four chaud (280° C) en laissant cuire pendant une petite heure en diminuant progressivement la température pour finir la cuisson à 200° C. Le temps de cuisson varie en fonction du four et de la grosseur des boules de pâte. La cuisson est parfaite si le pain sonne creux, lorsqu'on tapote le dessous.

Christian La Grange

Les devoirs des paysans

Les paysans réclament leurs droits (cf. *Kairos* n° 66) mais ils sont fiers aussi de proclamer leurs devoirs ! Les politiciens peuvent-ils en dire autant ? Leur devoir n'est-il pas de veiller au bon fonctionnement de la société ? Et une société peut-elle fonctionner sans celles et ceux qui produisent la nourriture ?

Les paysans nourrissent la terre et une grande majorité de ses habitants. L'agriculture paysanne produit en effet au moins 70% de l'alimentation mondiale¹. Ils sont les gardiens de la biodiversité et les garants de la souveraineté alimentaire. Plus de 866 millions d'agriculteurs et paysans nourrissent le monde (FAO). Et pourtant, nous ne sommes pas respectés ! Le monde paysan disparaît face à l'agro-business. Les derniers acteurs, essentiels plus que jamais à la souveraineté alimentaire de nos régions, sont sous-payés et rencontrent tout un tas de difficultés et ont plus que jamais besoin de vous : les mangeurs. Le tarif horaire des maraîchers se situe entre 8,5€ et 10€ brut/heure pour plus de 60 heures/semaine en moyenne. Soit 2.800 à 3.000 heures de travail par an (quasiment 8 heures tous les jours de l'année) ! C'est en dessous du seuil de pauvreté. Les salaires se situent en général entre 500 et 1.500€ par mois (pour ceux qui s'en sortent le mieux). Ce n'est pas suffisant par rapport à l'importance de leur métier, le nombre d'heures prestées et le fait de devoir faire face à des imprévus (machine

cassée, tunnel emporté par une tempête, accident, sécheresse, imprévu familial, etc.).

Même si le métier est difficile, les producteurs aiment ce qu'ils font, mais ils sont trop peu nombreux pour répondre aux besoins nourriciers de la population. Il existe pourtant des solutions. Vous les mangeurs pouvez agir avec nous les paysans en développant l'agriculture soutenue par la communauté (CSA, AMAP, GASAP, etc.) et en participant au Système Participatif de Garantie (SPG). Un SPG alors qu'il y a déjà des labels ? Les contrôles organisés par les États (ou organismes mandatés) sur les denrées alimentaires répondent à plusieurs enjeux de société, notamment la santé et le commerce. Si nous sortons la nourriture du circuit économique classique, nous sortons de la logique d'une agriculture qui doit toujours plus produire. Ce faisant, nous donnons la possibilité à une agriculture paysanne de prendre le relais et de se centrer sur l'objectif de nourrir les gens. En retirant la notion de profit, nous mettons au centre la notion de besoin alimentaire, nous n'avons donc plus besoin d'utiliser de produit néfaste pour l'être humain. Nous remettons au centre le consommateur sur ce qu'il veut manger. Rassemblons-nous pour changer les choses.²

Organisons nous localement pour notre souveraineté alimentaire ! Le système participatif de garantie agroécologique du MAP permet de rapprocher les paysans et les mangeurs pour réfléchir à notre agriculture et notre alimentation, puis agir ensemble.³

Serge Peereboom

1. Plus d'informations ici : <https://www.futuregenerations.be/fr/portal/publication/analyse-prix-juste-systemique-des-conditions-de-travail-et-demploi-dans-la-production-de>. Argumentaire Prix juste en vente directe pour le maraîchage en petite surface (moins de 2,5ha). Estimation salaire net mensuel en province de Liège suite à des échanges avec des collègues (François Sonnet, CATL, 12 janvier 2021).

2. Cf. <https://www.lemap.be/S-P-G-la-possibilite-de-se-rassembler-pour-changer-les-choses>. « La nourriture n'est pas une marchandise comme les autres mais un bien commun. La PAC (politique agricole commune) n'est pas adaptée aux "petits" paysans. On doit changer de cap, sortir du capitalisme vorace et destructeur ! L'État doit reconnaître, comme pour les artistes, un statut exceptionnel pour les paysans et les artisans allégés d'impôts et de charges sociales pour les petits agriculteurs qui ne profitent pas du système de la PAC, soit parce qu'ils sont "trop petits" (70 % des fermes en Europe font moins de 10ha), soit parce qu'ils ne sont/veulent pas être "labellisés" et qui pourtant nourrissent le monde en diversifiant les stratégies d'adaptation à la crise ».

3. Pour plus d'informations : spg@lemap.be.

Gloire au petit Blanc avec ses idées noires

Illustration : NOIR&CLAIR



**J'ai conclu...
MA VIE
bizarrement**

LE MEC PLUS ULTRA (1985)

La dégaine, le style, le panache, cette aura mystérieuse, la faconde... Ne rêvez plus : cet homme a existé. Il s'agit, bien sûr, de... Michel Blanc. Promis, juré, je tenterai de ne pas vous parler de l'autre, là, ni de son ancien disciple qui maintenant l'a largement dépassé, ni de l'autre grand, là, qui va finir par fâcher tantine à la peine avec ses bêtises et son incompetence.

Non ! Gloire au petit Michel Blanc. Dans la chanson *Le mec plus ultra* (1985), il écrit, je crois, « *Je viens juste en passant/ Je repars juste avant les croissants* » et une voix féminine répond « *Méchant* ». Ah, quelle splendide métaphore. L'Homme devait juste être là, en passant, et le voilà qui s'accroche avec la même énergie désespérée qu'un ado moderne à son téléphone. L'homme devait être providentiel, le succès, c'est éphémère, bien sûr, et le voilà qui est resté bien plus que lui-même, peut-être, n'aurait voulu.

EMBRASSEZ QUI VOUS VOUDREZ (MICHEL BLANC, 2002)

On ne peut pas reprocher à Michel Blanc d'avoir été un acteur, voire un artiste, polyvalent, passant avec aisance d'un rôle potache chez Kev Adams, nouveau génie comique moderne, à une bluffante prestation chez Leconte ou Téchiné. Mais il n'a rien compris. La France, qui aime mettre les gens dans des cases afin d'enfoncer plus les y enfoncer, n'aime décidément pas la mobilité. D'ailleurs, l'une des spécialités françaises, après le cassoulet, la choucroute et la mauvaise humeur, c'est bien la panne d'ascenseur (social). Et quand ça bouge un peu, les repères sont brouillés : alors on méprend, méprise, range dans une classe et une case, et tant pis si ça ne plaît pas. Et quand on s'avise de dépasser les clivages, le dépassement est vite sanctionné par les pontes des anciennes structures. Alors, bardaf, c'est l'embarquée à cause d'une zone de turbulence.

UNE PETITE ZONE DE TURBULENCES (ALFRED LOT, 2009)

Je vous vois venir. Quoi, allez-vous dire avec un air blasé de navetteur dont le train a, exceptionnellement, 20 minutes de retard et 3 voitures au lieu de 6, il va s'occuper de la météo ? Que nenni, peau de chien. C'est le quotidien désormais habituel des résidents d'un monde dont les responsables n'ont pas pu/voulu/su anticiper la destination à laquelle nous orientait, infernal et paradisiaque, le (néo)libéralisme excroissant. Les petites zones de turbulences, ce sont de petites crises, successives, qui devraient, auraient dû, nous réorienter vers d'autres modèles de vie et de coexistence avec la nature et les autres ; au lieu de quoi, on nous enjoint, à longueur de discours, interviews et spots publicitaires, de faire en sorte que

ce vieux monde, malgré ses soubresauts et ressacs de crises, change en restant le même. Que chacun et chacune restent à leur place, et les choses s'arrangeront, promis. Il n'y a vraiment que dans les films que le héros se transforme. Ce n'est pas comme si un dirigeant se comparait à Jules César ou à Jupiter. Alors, que nous reste-t-il ? L'art et la culture, l'intelligence et la nuance, la résistance et la créativité.

LES PETITES VICTOIRES (MÉLANIE AUFFRET, 2023)

À comprendre de deux manières différentes : sont-ce des petits progrès, *chi va piano va sano*, dans un climat sécurisant et épanouissant — comme c'est joliment décrit dans le film susnommé ? Alors, tout peut se rêver et se réaliser, pour le bien(-être) de toutes et de tous, n'est-ce pas ? Ou, au contraire, sont-ce des victoires en trompe-l'œil (ou en trompe-la-mort médiatique) qui, par une habile manipulation de communication, présentent des lois comme de graaaaandes avancées alors que ce sont de groooooo gadins pour la démocratie ? Dans ce cas, ce sont de bien petites victoires, du style de celles à la Pyrrhus. Et en parlant de pire Russe, .. Heu, non, oubliez.

GROSSE FATIGUE (MICHEL BLANC, 1994)

Dites, les profs français, ça va, vous ? C'est pas comme si, en l'espace de 7 ans, vous aviez eu 6 ministres : Jean-Mi, Pap, Gaby, Amélia, Nicole et maintenant Anne. Soyez bons gagnants/perdants : au moins, sur 6 ministres, vous avez eu 3 personnalités fortes, qui avaient déjà exercé peu ou prou la fonction d'enseignant.e. Bon. Petite victoire. Anne n'y connaît rien. Bon. Petite zone de turbulence. Rien ne va plus ! Mais elle sait ce que c'est que l'exploitation puisqu'elle a fait partie de la commission au sujet de l'uberisation de l'économie. C'est sûr qu'elle va tout gérer correctement. Croyons-y, levons les mains et répétons ce mantra... On me souffle dans l'oreillette qu'elle a été mêlée à une polémique. Certes, réponds-je avec la faible assurance de Manu 1^{er} roi de sa cour, mais ce n'est qu'une polémique, sur un bon mois de travail. Au même moment, Amélia avait déjà acheté toute une quincaillerie de casseroles en fer ! Elle est pas belle, la vie ? En plus, son collègue Bruno fait le taf sur les rodomontades et la provoc'. Et en parlant de Bruno, vous avez des nouvelles du champion du renflement brun, censé donner cours en Suisse ? Non, oubliez... Tout ça est profondément fatigant.

CIRCULEZ, Y A RIEN À VOIR (PATRICE LECONTE, 1983)

Sur ce point, nous (oui, moi aussi j'emploie avec délices le « nous » majestatif. D'ailleurs, pour renforcer ma haute opinion de moi-même, n'hésitez pas à vous affilier au club dédié à ma

gloire), nous, disais-je, n'aurons pas été (oui, futur antérieur d'anticipation, ding dong, bienvenue, disons, en 2027 !), nous n'aurons pas été déçus. Michel Blanc, sa vie (d'artiste) durant, a été un modèle de discrétion et de réserve, une sorte de plombier du cinéma, du théâtre et de la musique qui, son service terminé, ne va pas s'éterniser et réclamer une reconnaissance illimitée. Pourtant, Dieu (non pas Jupiter) seul sait à quel point il aurait pu se le permettre ! J'en connais un qui agit de la même façon. Il habite une petite maison dans le centre de Paris. Ah, on me souffle sur le prompteur qu'il ambitionnerait de se présenter en 2032 ! Ouh là, déjà que Hollande pense à 2027... Ton ambition, c'est *finito* ! Mais bon, il peut se représenter. Si le monde survit jusque-là, bien sûr. Et si on se souvient de lui. Étrangement, sur la question des traces dans l'Histoire, je fais davantage confiance à Jean-Claude Dusse qu'à Manu les bons tuyaux...

L'EXERCICE DU POUVOIR (PIERRE SCHOELLER, 2011)

Voilà une nouvelle discipline à mettre au programme des JO : curieux mélange, en vérité, d'équilibre, de langue de bois, de grands écarts (entre les promesses, les *lobbies*, les victimes, les anciennes gloires et les nouveaux totems, les retournements de veste et les revirements de situations, le parti, les parties du parti, les médias). C'est tout un art, qui nécessite beaucoup d'entraînement, de travail acharné — comme le faisait d'ailleurs l'inoubliable Adrien de *Tenue de soirée*. Du travail au cordeau, de la répétition, de la réécriture, jamais de satisfaction prématurée (à ce propos, Amélia, tu peux baisser le doigt, les JO et leur magie inoubliable, c'est terminé). Le film *L'exercice du pouvoir*, qui a valu à Blanc un César, est admirable par son cynisme et sa vérité sobre. Il dresse le portrait en creux d'un monde politique qui sera éreinté davantage encore par le Baron noir. Tiens ? Le Baron noir, c'était Kad Merad. L'exercice du pouvoir, c'est Olivier Gourmet et Michel Blanc. De base, tous des acteurs dits comiques. Ils y sont follement crédibles. Peut-être est-ce parce que le ressort commun aux deux disciplines consiste à feindre, simuler, jouer pour que le public soit satisfait autant que soi dans son petit délire égocentrique ? Mais, quand le public du politique n'est pas ou plus satisfait, s'il peut demander des comptes, il n'obtient que rarement un remboursement.

SUR UN MALENTENDU ÇA PEUT TOUJOURS FONCTIONNER... (JEAN-CLAUDE DUSSE DANS LES BRONZÉS, PATRICE LECONTE ET LE SPLENDID, 1978)

Je n'avais jamais fait le lien, mais... attendez. Manu Macron n'aurait-il pas été fan du raté magnifique qu'incarnait l'artiste ? Quand on y repense... *Libération* mit en sa Une Michel Blanc et la nouvelle ministre de l'Éducation. Sous laquelle, non une employée de maison, fielleuses langues, mais la fameuse phrase que tous les visiteurs de la tombe de Michel Blanc au Père-Lachaise ne cessent de répéter avec le sourire attendri. Alors, Macron disciple de Dusse ? Ça se tient. Certaines nominations ? Un malentendu. Certains propos ahurissants ? Un malentendu. La gestion sécuritaire carrément autoritaire en France pendant la période Covid ? Un malentendu. Le quoi qu'il en coûte ? Un malentendu. Ces renvois de ministres, ces départs de hauts fonctionnaires ? Des malentendus. Ces contrats signés avec de grandes démocraties (hum !), faisant fi de la question des Droits de l'Homme ? Des malentendus... Rien de bien folichon, tout cela, objecterez-vous par-dessus vos lunettes. Je préfère moi aussi Michel Blanc, issu d'une famille modeste, aussi modeste que lui l'est resté toute sa vie, ne reniant jamais ses origines ni la valeur du travail et la fragilité du succès.

Jean-Guy Divers

Le placement de produit

Voilà un type de publicité dont on ne vous a pas encore parlé : le placement de produit est une technique publicitaire qui consiste à faire apparaître une marque ou un produit au sein d'un film, d'une série, d'un site web ou d'un clip musical. On verra que le produit en question peut être visible en arrière-plan, intégré au scénario ou bien utilisé naturellement par les protagonistes.

Le placement prévoit évidemment un contrat financier entre le producteur et l'investisseur qui souhaite que sa marque soit le plus visible possible. Les prix de ces insertions varient évidemment en fonction de différents facteurs : le type de support, la notoriété du réalisateur, la longueur de la vision du produit, le fait qu'il soit juste en arrière-plan, participe à l'action ou même soit cité par un acteur. A titre d'exemple, le site Monshowroom.com a négocié un contrat à 200.000€ pour que l'un des protagonistes de *La vérité si je mens* cite leur marque. Dans ce cas, le service à mettre en avant est directement intégré au scénario : le personnage en question investit dans une *start-up* et cite donc le nom de Monshowroom.com.

Selon les types de supports qui peuvent donc être des films, des courts-métrages, des clips musicaux ou encore des vidéos « personnelles » partagés sur le web, les prix varient. Pour ces derniers, les prix sont : sur Instagram, le prix d'un post sur un compte d'influenceur de 50.000 *followers* varie entre 250 et 750€ ; sur TikTok, le prix d'un post sur un compte d'influenceur de 50.000 *followers* varie entre 200 et 600€ ; sur Twitter, le prix d'un post sur un compte d'influenceur de 50.000 *followers* est entre 180 et 400€ ; sur Facebook, un post sur un compte d'influenceur de 50.000 *followers* coûte entre 200 et 500€ ; sur YouTube, le coût d'une vidéo en partenariat réalisant 10.000 vues est entre 500 et 1000€. Rien qu'en 2021, l'industrie cinématographique a gagné 2,77 milliards de dollars grâce au placement de produit.

Pour ce qui est des réalisateurs de films, les plus attractifs sont : Steven Spielberg (*Jurassic Park*); James Cameron (*Avatar*). Peter Jackson (*Le Seigneur des anneaux*). Peut-être

vous souvenez-vous de quelques exemples : dans *Jurassic Park*, un 4x4 Mercedes parvient à faire remonter une caravane qui pendulait dans le vide en face d'une paroi verticale ; un autre très bel exemple est *Les dieux sont tombés sur la tête* où une canette vide de Coca-Cola jetée d'un avion est le « personnage » central de l'intrigue. Dans *Michel Vaillant*, le héros et ses compagnons déjeunent dans un McDonald's et plus tard vont chez Total pour faire le plein de leurs voitures de course. Des feuillets radiophoniques des années 1930 et 1940 furent appelés aux États-Unis *soap opera* car leur rôle central était de faire la publicité pour des marques de savon (*soap* en anglais).

Les films sont de très bons supports, car dans une salle de cinéma vous ne pouvez pas zapper les pubs contrairement à la télévision. Pour ce qui est de celle-ci, les organes tels le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en France encadrent ce qui est autorisé comme placement de produit. Ainsi sont interdites les publicités pour tous les programmes destinés aux enfants. Sont également exclus des services religieux, des documentaires et des actualités. Les placements sont interdits dans tous les programmes destinés aux enfants. Ils sont également exclus des documentaires et des actualités. Concernant les produits et services, certains ne peuvent pas donner lieu à un placement : les boissons de plus de 1,2 degré d'alcool, le tabac et les produits dérivés du tabac, les médicaments, avec ou sans prescription médicale, les armes à feu et munitions. Pour ce qui est du tabac, les écologistes de Belgique ont voulu supprimer la publicité pour le tabac sur les voitures de Formule 1. Cela leur a valu une levée de boucliers et un discrédit qui les a fort handicapés pour les élections. De même, les publicités sur le maillot des coureurs cyclistes ne peuvent être invisibilisées. Normalement un pictogramme doit révéler la présence de placement de produits dans une émission, mais seuls 15% des spectateurs ont repéré et compris le sens de ce pictogramme.

Avec l'avènement des plateformes *Streaming Video on Demand* comme Netflix ou Amazon Prime, le placement de produit permet désormais de cibler des millions d'abonnés

dans le monde entier. Ce format est attractif, car il donne ainsi une portée internationale et cible également les spectateurs qui ne vont pas au cinéma ou qui ne regardent pas les programmes classiques à la TV.

Le placement d'accessoires est parfois « gratuit » : il consiste pour un annonceur à fournir un bien ou un service en vue de l'inclure dans un programme, sans qu'aucun paiement n'intervienne. Il s'agira par exemple des accessoires de production.

La technique fut ainsi utilisée dans les premiers films : elle a été reprise pour la première fois au cinéma dans un film des frères Lumière faisant figurer une marque de savon. Dans *Embarquement* des frères Lumière, des caisses d'eau d'Évian sont posées au premier plan.

Les influenceurs dont on vous a parlé précédemment sont évidemment des cibles très recherchées. On a évalué que l'intention d'acheter le produit vu à l'écran en placement de produit est deux fois supérieure à celle provoquée par un spot TV. Sachant que beaucoup de nos contemporains passent plusieurs heures sur leurs écrans, il importe pour les publicitaires de placer leurs marques sur les images ainsi diffusées.

Les spectateurs apprécient de voir les marques à l'écran pour plus de 69% des sondés. Et l'adhésion augmente encore chez les 14-24 ans. Ils sont également plus de 78% à voir les marques placées, et 74% chez les 35-49 ans. Si vous n'êtes pas de ceux-là, si vous essayez d'éviter les publicités, si vous zappez pendant les publicités, si vous boycottez les magazines et autres publications bourrées de pubs, vous n'êtes pas à l'abri de ceux qui veulent vous faire ingurgiter leurs messages. D'une manière parfois subliminale (la marque d'une montre très chère au poignet du héros, sans que vous le sachiez, vous serez poussés à vous intéresser à cette marque) on vous imprime dans la mémoire des messages publicitaires variés. Décidément, il faudrait être coupé de tout moyen de communication pour être indemne de la publicité omniprésente.

Alain Adriaens

Dame Nature au secours de nos maux d'hiver

« Me voilà de retour de chez le médoc ! ». N'est-il pas intéressant de constater que ce diminutif peut désigner aussi bien le soignant que le médicament utilisé par ce dernier pour vous soigner ? Comme si les deux étaient pareils. Or, de nos jours, les médecins (sauf quelques exceptions) n'ont préservé du qualificatif de « soignant » que peu de chose et n'auront pas vraiment à cœur de s'investir outre mesure dans la relation avec leurs patients, hormis en ce qui concerne la prescription de molécules chimiques. Obéissant ainsi aveuglément au dogme imposé par Big Pharma, le toubib n'a plus réellement envie de vous soigner et vous voir aller bien. Plus que soignant, c'est surtout devenu un marchand de pilules dont le commun des mortels ne peut vraisemblablement plus se passer. Pourtant, pour prévenir et apaiser la plupart de nos petits maux, il existe des remèdes naturels qui ont fait leurs preuves depuis des temps ancestraux.

Alors pour prévenir et combattre les virus et les bactéries provoquant maux de tête et de gorge, courbatures, fièvre et autres symptômes, au lieu de vous ruer directement sur les molécules de synthèse contenues dans les médicaments industriels, pensez aux plantes médicinales offertes par ce grand laboratoire naturel qu'est Mère Nature. Celle-ci vous a fait don gratuitement de tous les ingrédients utiles pour conserver une bonne santé : sureau noir, thym, plantain, échinacée, eucalyptus, menthe, bouillon-blanc, réglisse, mauve

sylvestre, gingembre, ail des ours, et des dizaines d'autres plantes dont certaines poussent à l'état sauvage près de chez vous, dépendants des saisons. Voici quelques exemples de préparations de plantes médicinales à utiliser en tisane ou décoction, seules ou sous forme de mélange :

Pour apaiser un rhume :

- Infusion (= macération de plantes dans une eau qui a été bouillie au préalable) de thym (*thymus vulgaris*) - 2 càc/tasse : laisser infuser pendant 10-15 minutes. Prendre 3 à 4 tasses par jour.
- Décoction (= macération de plantes dans de l'eau bouillant en continu) du mélange suivant : racine/fleurs/feuilles de guimauve (*althaea officinalis*), thym (*thymus vulgaris*), plantain lancéolé/majeur (*plantago lanceolata/major*) fraîchement cueilli : 1 càc de chaque pour 500 ml ; faire une légère décoction (5 min.) du mélange et encore laisser infuser 10 min ; 3 à 4 tasses par jour.

Pour stimuler la transpiration (en cas d'état grippal ou début de rhume) :

- Tisane de fleurs de sureau noir séchées (*sambucus nigra*) : 4 càc /tasse ; laisser infuser 10 min ; 4 à 5 tasses par jour

En cas d'angine ou irritation de la gorge :

- Tisane concentrée de plantain (lancéolé ou majeur) fraîchement cueilli : 100g/litre d'eau bouillante à laisser infuser

20 minutes ; 3 tasses par jour. Cette infusion apaisante peut également être utilisée en gargarismes.

Combattre les maux de tête/migraines :

- Infusion concentrée de menthe poivrée (*mentha piperita*) : 50g/litre à infuser et appliquer en compresses à l'endroit douloureux ; on peut aussi utiliser l'huile essentielle de menthe poivrée, pour un effet de froid et antidouleur très rapide (1 goutte dans une càc d'huile végétale à masser sur le front/les tempes ou une goutte pure sur une très petite zone).

Combattre la toux :

- Infusion préparée avec 2 càc de menthe poivrée (feuilles et sommités fleuries) et 2 càc de fleurs de lavande ; 3 tasses par jour.
- Infusion de fleurs de bouillon-blanc : 2 càc par tasse, et laisser infuser 10 minutes, boire 3-4 tasses par jour entre les repas et avant le coucher.

Contre les diarrhées et gripes intestinales :

- Infusion de sommités fleuries de salicaire (*lythrum salicaria*), aussi appelée « herbe aux coliques » : 20g à 30g par litre d'eau ; prendre un demi-litre par jour. Utile contre différentes sortes de diarrhées, également celles du nourrisson.

• Infusion de feuilles de noyer (diarrhées légères): 20 g /litre d'eau, laisser infuser 10-15' ; 3 à 4 tasses par jour.

Stimuler les défenses immunitaires :

• Racine d'échinacée (echinacea purpurea) : décoction de 40g de racines/litre; boire 3 à 4 tasses par jour ; peut également être pris sous forme de teinture (à se procurer en herboristerie).

Les plantes médicinales de nos campagnes (comme tout dans la nature) suivant un cycle régulier, il est ainsi possible de récolter feuilles, fleurs et racines suivant les saisons et de se constituer un petit stock de première nécessité pour l'hiver. Les personnes non initiées ne s'aventureront évidemment pas dans une cueillette sauvage sans être accompagnées d'un connaisseur ou alors se procureront les plantes auprès de l'herboriste du coin.

Vous voilà parés pour prendre en main vous-même votre santé !

Virginie Belfiore



VU, LU, ENTENDU



Passer l'été, d'Irène Gayraud, est la version poétique d'un incendie de forêt. Chaque page, ou double page, bref chaque poème est un petit évènement poétique. Les faits sont évoqués avec doigté. Les images sont éloquentes. L'originalité est dans la façon de dire les choses. Des formules ramassées. Économie du verbe. Un côté litote. Impossible à résumer. C'est de la poésie. Ou alors, il faut citer chaque petit évènement. Les habitations des animaux qu'on ne prend pas en compte. La situation de gens qui dorment sous un toit en zinc. La mairie qui propose un brumisateur aux personnes fragiles. Il y a des choses qui se font. On ne sait pas très bien si certains propos relèvent de l'ironie ou pas. La cueillette des mûres le long des berges d'un ruisseau à sec. Deux pots de confiture seulement. La plupart sont rabougries. Le recueil traite-t-il de l'impuissance des gens face à l'incurie des politiciens ? Ou de l'impuissance de la masse de la population mondiale face à elle-même? Ce sont des meurtres, perpétrés par une seule espèce contre toutes les autres. De quoi traite-t-il en fait ? D'un incendie de forêt ? D'un phénomène planétaire. 2.000 hectares de forêts brûlent dans un coin de la France sans faire de mort. Mais on serait confronté à un problème général causé par l'homme qui provoque des incendies. À un surcroît de chaleur. Oui, des gens ont dû faire face à une catastrophe. Pour eux, cela ressemble certainement à la fin du monde. Mais le poème évoque surtout le sort de la nature. Ça fait mal de ne plus pouvoir arroser les fleurs, ni le potager, de les regarder crever. Cela dit, les limaces aussi sont capables de bousiller un potager. Magnifique histoire de deux busards qui passent au-dessus de la forêt carbonisée, qui crient. La situation entre en résonance avec la thèse du réchauffement climatique d'origine anthropique. Mais rien ne dit que les meurtres en question (de petits animaux) soient un évènement à l'échelle planétaire. Le texte ne fait qu'en formuler l'hypothèse.

Irène Gayraud, *Passer l'été*, La contre-allée, 2024, 69 pages, 15€.
Paul Willems



C'est en 1998 qu'est né Google, avec au départ un objectif humaniste : via l'Internet, organiser les informations à l'échelle mondiale dans le but de les rendre accessibles à tous. Toutefois, au cours du temps le pouvoir qu'a acquis Google a profondément modifié ses buts. C'est cette évolution que nous décrit Philippe Godard. Avec l'augmentation des performances et des utilisations, peu à peu, le moteur de recherche a permis de remplacer le contrôle du monde réel par celui du monde virtuel et intemporel, au point que la plupart des encyclopédies ont disparu. Progressivement Google a multiplié les outils à proposer aux internautes : Android, Google Now, Street View, YouTube... la personnalisation des réponses données aux résultats des recherches. C'est ainsi que l'entreprise est devenue un outil politique (mais pas au sens partisan) au service d'un « capitalisme du conditionnement et du contrôle ». Pour y arriver, les axes essentiels sont la dérégulation, la désinstitutionnalisation, le libre-échange intégral. Le but ultime est donc l'affaiblissement du rôle de l'État. La valorisation des « avancées » de la science offre une crédibilité aux folies du transhumanisme. En ce qui concerne les individus, Google et quelques complices ont développé ce qu'on peut appeler une « cyber-vie ». Il n'est qu'à mesurer le temps que passent beaucoup de nos contemporains sur leurs écrans pour en être convaincus. Cette méga-entreprise aux multiples tentacules fonde un nouveau projet de société. Son pouvoir énorme rend fou jusqu'à la destruction de ce qui fait la vie des humains. Face à cette hydre, Ph. Godard propose l'anarchie. Cohérent avec ses convictions, il termine par un petit guide pratique pour boycotter Google.

Philippe Godard, *Le pouvoir selon Google, suivi du Guide pratique pour boycotter Google*, Les éditions du monde libertaire, 170 pages, 10€.
A. A.



Depuis la seconde moitié du XX^e siècle, dans la foulée des combats pour l'indépendance et l'émancipation, le champ universitaire des études anti-coloniales et *subalternes*, lesquelles consistent à repenser l'histoire (post-)coloniale du point de vue des classes et des peuples dominés, a acquis ses lettres de noblesse. Celles-ci se sont tout d'abord inscrites dans une tradition marxiste, avec des ouvrages fondateurs tels que *Peau noire, masques blancs* (1952) de Frantz Fanon. Dans ce classique, l'auteur martiniquais, également psychiatre, analyse la psychologie du sujet noir colonisé et la façon dont il intériorise l'aliénation *blanco-centriste* de son infériorité supposée par laquelle le colonisateur le domine. Ce faisant, il dénonce l'essentialisme raciste selon lequel la couleur de peau détermine le rapport dominant/dominé au sein de la société coloniale. Or, à rebours d'un tel universalisme humaniste, un sous-champ de recherche s'est développé et a fait florès au cours des 20 dernières années, en particulier dans les départements des universités nord-américaines consacrés à l'Amérique du sud. Les tenants de cette ligne dite *décoloniale* relisent l'histoire de la colonisation et des fausses décolonisations avec une vision culturaliste et manichéenne : qu'il s'agisse du colonialisme, du libéralisme ou du marxisme, tout courant intellectuel venu d'Europe participerait selon eux de l'aliénation des peuples indigènes. Dans cet ouvrage collectif sont analysées les impasses d'une telle *contre-révolution intellectuelle* qui tend à jeter par-dessus bord la radicalité authentique de l'anti-colonialisme au profit d'un essentialisme culturel, voire d'un racisme inversé – tout le contraire de ce pour quoi luttait Fanon. Pour se placer du côté du dominé, il faudrait recourir exclusivement à la production du Sud. Pour parler de la douleur des descendants de l'esclavage, il faudrait être soi-même descendant d'esclave, et seule une femme serait habilitée à parler de l'aliénation des femmes par le système patriarcal. En un mot, on retrouve ainsi l'infiltration du wokisme au sein même des études anti-coloniales. Contre une telle dérive, les auteurs plaident pour un retour au terreau fécond de l'universalisme marxiste et libertaire.

Collectif, *Critique de la raison décoloniale, L'Échappée*, 2024, 254 pages, 19€.
F. M.

Au sujet du documentaire *Les survivantes*, Yves Rasir a publié un article manifestant une prudence dont il y a grand besoin. Rappelons que ce film traite de réseaux pédo-satanistes, sur base de ce qui semble être des témoignages de plusieurs victimes. Y. Rasir n'exclut pas (entièrement) que les propos de ces personnes puissent être vrais, mais il relève une série de points justifiant de sérieux doutes. Il explique faire cette démarche du fait de la crédulité qu'il a très souvent observée autour de lui à l'égard de ce film, y compris auprès de personnes cultivées (j'ai fait des observations analogues). Par exemple, il note que les femmes concernées « disent avoir été des petites filles "normales" et épanouies tout en subissant une vie parallèle d'enfants-martyrs. J'entends bien l'explication de la dissociation [...] Mais [...] Comment les très jeunes victimes auraient-elles pu traverser ces nuits très éprouvantes d'abus rituels et de tortures cruelles sans manifester des troubles en journée et attirer l'attention ? » Bref, une rigueur bienvenue, en particulier en ces temps où des milieux influents s'efforcent visiblement d'introduire diverses confusions qui les servent (notamment pour faire passer pour des extrémistes ou des complotistes ceux qui visent de vrais changements). Un bémol : l'auteur de l'article oscille entre insistance sur l'importance de la prudence et rejet total de la possibilité que les témoignages soient justes (comme ça ressort déjà clairement du titre de l'article). Or, une approche entièrement rigoureuse demanderait, semble-t-il, une vraie prise en compte de cette possibilité, aussi prudente soit-elle. Ce, notamment du fait que des phénomènes comme ceux abordés dans le documentaire (ou s'en rapprochant) ont manifestement existé (pensons

aux sacrifices humains chez certains Amérindiens notamment, ou encore aux crimes pour lesquels Gilles de Rais a été condamné).

Yves Rasir, *7 raisons de ne pas croire les survivantes*, 10/07/2024, in *Néosanté* et sur le site de ce média.
D. Z.



Le problème de l'autorité (son essence, ses modalités) a occupé les philosophes depuis la modernité. On retiendra les travaux décisifs de M. Bakounine, H. Arendt, A. Kojève, S. Freud et l'École de Francfort. L'épisode covidien l'a ramené à l'avant-plan, dans sa particularité de l'« autorité des faits », en l'occurrence des faits scientifiques. Dans cette courte étude universitaire, le sociologue Jan Spurk avance la thèse, assez désespérante d'un point de vue anarchiste, que l'autorité est moins imposée que *désirée* par la plupart des individus, parce qu'elle leur garantit une vie normale et sécurisante qui réduit l'angoisse existentielle et la prise de responsabilités, ainsi qu'une place dans la hiérarchie sociale. Cela se fait au détriment de la liberté, qui lui est dialectiquement associée : par auto-mobilisation, les individus doivent se sentir libres de « faire ce qu'objectivement il est nécessaire qu'ils fassent ». « L'actualité de cette position saute aux yeux : malgré leur impuissance et leur conformisme, les individus se sentent pourtant en général libres et ils pensent savoir ce qu'ils veulent ». S'il existe quelques amoureux de ou réfractaires à l'autorité, tous les autres manifestent un caractère ambivalent « dans lequel se conjugue l'apparence optimiste et progressiste avec la structure autoritaire profonde ». Ceux qui refusent cette autorité en usant de leur imagination et de leur esprit critique se retrouvent en butte à l'hostilité du corps social. Pour sortir de la crise de l'autorité – « effritement du lien avec le passé et incapacité à développer un projet pour l'avenir » –, l'auteur souhaite un examen critique qui aboutirait à une autorité raisonnable, anticapitaliste, conçue de manière démocratique qui se saisirait du *Kairos*, tout en se demandant si cela est toujours possible actuellement, vu le mode de subjectivation des individus. Toutefois, il est surprenant qu'il n'établisse aucune de ses démonstrations par les abus d'autorité – et la résistance qu'ils engendrèrent – observés pendant la période covidienne. Dénî, ou prudence académique ?

Jan Spurk, *Le désir d'autorité*, Le Cerisier, 2024, 141 pages, 15€.
B. L.



Dans un monde où le capitalisme ne cesse de se réinventer, ou plutôt « de s'adapter à la société », il prend aujourd'hui une fois de plus une nouvelle forme : celle de l'expérience. Il ne s'agit plus uniquement de répondre à des besoins matériels (réels ou ceux, dont on nous fait croire qu'ils existent), mais également de participer à notre identité via notre vécu. Si l'idée selon laquelle le capitalisme participe (ou même définit) notre identité n'est pas nouvelle, dans cet ouvrage, Steven Miles, professeur de sociologie à la Manchester Metropolitan University, décrit comment dans la société d'aujourd'hui les individus cherchent leur identité et individualité en se définissant à diverses expériences qu'ils vivent : voyages, sauts à l'élastique, *escape games*, matchs de foot... mais pas que. L'auteur étend la notion de l'expérience également à des concepts comme le temps passé dans des *coffee shops* (non pas les bars de consommation de drogues, mais bien les *cafés anglais* offrant des produits artisanaux et originaux), spectacles, Netflix, séjours dans des Airbnb, etc. En effet, dans un monde (occidental) où le niveau de vie permet même aux modestes de posséder une pléthore d'objets (télévision, ordinateurs, ...) et où l'univers virtuel, via Internet, semble effacer notre individualité, la société occidentale fait face à une crise d'identité. Ainsi, la relation entre *consommation* et *identité* est en train de muer vers une ingestion de biens immatériels qui nous



VU, LU, ENTENDU

permet de nous distinguer des autres (ou non !) en en faisant la publicité, exposant ainsi ce que Pierre Bourdieu appelait jadis le « *capital symbolique* ». Cet ouvrage, qui risque malheureusement de faire rougir son lecteur/lectrice qui s'y reconnaîtra, a cependant un pénible bémol : le style est celui d'un académicien rendant sa lecture indigeste par moments.

Steven Miles, *La société de l'expérience. Le consumérisme réinventé, L'échappée*, 2024, 253 pages, 20€.

K. J. P.



« *L'esthétique n'échappe pas à l'effondrement des valeurs engendré par le triomphe de la valeur économique. La crise de l'art contemporain, souvent dénoncée, tout comme le désastre urbain, résulte incontestablement de cet effondrement* ». Voici, en une citation tirée de l'ouvrage, un parfait résumé de celui-ci. Il s'agit d'un petit essai (92 p.) écrit par l'économiste et penseur de la décroissance Serge Latouche. L'auteur distingue une importante crise de

la culture initiée par le développement de la société de croissance et caractérisée par une destruction esthétique généralisée. Le phénomène touche tout d'abord l'architecture et les milieux urbains dont le tissu se décompose peu à peu. La laideur envahit les espaces et on assiste dès lors à un « *processus généralisé d'artificialisation de la vie* ». Il y a donc une nécessité absolue à sortir de ce paradigme. C'est ici que l'auteur réalise l'esquisse de ce que serait l'architecture et l'urbanisme dans une société de décroissance ; il ne s'agit en aucun cas ici de construire des villes nouvelles, mais plutôt de réfléchir à une autre manière d'habiter la ville. Vient ensuite une critique de l'art, tel qu'il est de nos jours instrumentalisé au nom de « l'utile », qui signe l'arrêt de mort du *Beau*. L'art est de nos jours gangrené par la technique, ce qui revient en fin de compte à le détruire. Relisant Cornelius Castoriadis, S. Latouche souligne que les sociétés bureaucratiques telles que l'ancienne URSS éprouvent une haine viscérale pour la beauté, tout en répandant la laideur. Il en va de même du « *totalitarisme rampant de la société de croissance* » qui détruit la gratuité et la critique. Face à constat, S. Latouche propose une esthétique de la décroissance qui serait par conséquent libre de tout utilitarisme.

Serge Latouche, *Le désastre urbain et la crise de l'art contemporain, le Bord de l'eau*, 2024, 92 p., 15€.

K. C.



Tout résistant au (dés)ordre covidiste se souviendra du visage souriant et rassurant de l'anthropologue de la santé Jean-Dominique Michel qui, dès avril 2020, sur la Toile, affirma que cette « pandémie mortelle » n'en était pas une, ce qui lui valut d'être traîné dans la boue par la masse des apeurés bien-pensants, les scientifiques et les trolls au service de l'État profond, alors que la suite des événements lui a donné raison. Après *Autopsie d'un désastre*, ce nouvel opus rembobine le film d'horreur de deux ans et demi dans une enquête approfondie qui explore les trois hypothèses pouvant expliquer la « crise du covid » : cafouillage systémique, opération criminelle à des fins lucratives ou coup d'État planétaire, arrivant à la conclusion qu'elles ne sont pas exclusives l'une de l'autre dans la tentative d'une mise en place d'une gouvernance mondiale. Le rôle de ces concurrents que sont la Chine et les États-Unis dans le lancement de celle-ci, sous des prétextes sanitaires, est évoqué, tout comme celui des armées occidentales promouvant la « biosécurité ». Du côté des figures, Anthony Fauci, Tedros Ghebreyesus, Bill Gates, Ursula von der Leyen, Klaus Schwab et Neil Ferguson ont droit aux (dés)honneurs de l'auteur. Le déclin de l'Occident est acté par la corruption de ses « élites », la spectacularisation de la politique via les médias aux ordres, la psychopathie de nombre de ses dirigeants. L'ingénierie sociale, la propagande et la militarisation de l'information sont aujourd'hui poussées à un haut degré de perfection. La grande leçon à retirer de ce moment historique – que l'on croit à tort « derrière nous » – est que nous sommes entrés dans un mouvement totalitaire dont nous ferions bien de nous soucier toute affaire cessante. Cette étude très humano-centrée – où la nature est passée sous silence – est indispensable pour qui veut y voir plus clair dans les rouages des affaires humaines.

Jean-Dominique Michel, Christian Perronne (préface), Michel Maffesoli & Hélène Strohl (postface), *La fabrication du désastre. Qui ? Pourquoi ? Comment ?*, Marco Pietteur, 2024, 352 pages.

B. L.



Assez bizarrement, il faut inverser le titre de ce livre, car l'auteur explique avant tout ce que l'intelligence artificielle (IA) peut faire et fait déjà dans des domaines variés : le contrôle de l'État, les armées et la guerre, le travail, l'agriculture devenue agro-industrie. Le tableau est angoissant, tant cette dynamique paraît balayer toute résistance et toute réflexivité. « *Nous sommes pris dans une surenchère : l'industrialisme, abandonné à ses débordements, engendre le chaos, le chaos engendre la peur ; et la peur engendre le besoin impérieux et violent d'une agencement industriel rigoureux de notre monde, déjà sens dessus dessous* ». Le livre s'ouvre par la lettre d'un Martien à Elon Musk, promoteur fou qui, d'une manière perverse, « *étale] les méfaits contenus dans les avancées de l'IA et [d']appelle] à son renforcement* ». « *Ayez confiance ! Le salut viendra du poison, qu'il suffira[it] de s'injecter à plus fortes doses comme contrepoison* », semble-t-il dire. J. Luzi développe deux aspects. Primo, un rappel historique et une description critique de l'IA, du perceptron de Frank Rosenblatt (1958) jusqu'à l'entreprise Neuralink, en passant par la cybernétique ; secundo, un réquisitoire contre le culte de la machine, la technocratie, l'industrialisme avec son illimitation, son fantasme de maîtrise, car « *l'intelligence artificielle est la poursuite jusqu'au-boutiste du machinisme industriel, par le bouclage cybernétique de l'Organisation sociale* ». Le livre se clôt avec bonheur par le dialogue original de « l'auteur » avec « le créateur », où chacun tente sans espoir de rallier l'autre à sa cause, à grands renforts d'arguments philosophiques, mais aussi de mutuelles accusations ironiques, en deux visions du monde et de la vie qui s'affrontent. Et c'est à ce moment que nous apprenons tout ce que l'IA ne peut pas faire. Un ouvrage intelligent.

Jacques Luzi, *Ce que l'intelligence artificielle ne peut pas faire, La Lenteur*, 2024, 125 pages, 14€.

B. L.



Nous avons rendu compte il y a un an de l'ouvrage que Michel Collon a consacré à la guerre des images menée en Ukraine. Avec le soutien du collectif Test Média International, il y analyse de manière précise et documentée le travail de désinformation des médias de masse dans leur couverture de la guerre, et d'une propagande en 5 grands principes : 1) occulter les intérêts économiques sous-jacents au conflit ; 2) en occulter les racines historiques ; 3) diaboliser l'ennemi ; 4) se présenter comme victime pour, enfin, 5) monopoliser et empêcher le débat. Toujours plus brutales et grossières, ces mêmes vieilles recettes sont aujourd'hui mises en œuvre à Gaza, en Cisjordanie et au Liban, sans oublier l'Iran. Les auteurs se sont tout particulièrement penchés sur le compte-rendu de l'attaque du 7 octobre, qui a été présentée comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, comme si le conflit avait commencé ce jour-là, et non en 1948, voire bien avant, avec les débuts de la colonisation sioniste de la Palestine. Le fait que l'attaque ait eu pour cible principale les bases militaires israéliennes encerclant Gaza et la capture de prisonniers comme monnaie d'échange est systématiquement minimisé, l'accent étant mis sur les victimes civiles. Si l'opération a en effet été émaillée d'actes terroristes, les médias omettent que beaucoup ont été tués en application de la doctrine Hannibal, qui recommande à l'armée israélienne de tuer ses propres soldats et citoyens plutôt que de les laisser capturer. La diabolisation de l'ennemi a mené non seulement à des exagérations, mais aussi à la fabrication de purs mensonges, comme l'histoire des « 40 bébés décapités » qui ne peut qu'émouvoir l'opinion publique. Un lien implicite est établi avec les atrocités de Daesh, avec lequel le Hamas n'a rien à voir. Bien peu des médias ont reconnu leur erreur une fois le mensonge avéré. Au regard du travail de destruction systématique de Gaza, la diabolisation de l'ennemi et l'invisibilisation des victimes du génocide en cours sert à « justifier » l'action du gouvernement israélien qui, sous couvert d'éradication du Hamas, poursuit sa politique de purification ethnique propre à toute entreprise coloniale de remplacement d'une population par une autre. Saluons aussi la publication concomitante, aux mêmes éditions, du *Manuel stratégique de la Palestine et du Moyen-Orient* de Saïd Bouamama. Analysant de manière claire et rigoureuse les racines historiques et les enjeux géopolitiques du conflit, ce beau livre est lui aussi servi par une présentation très soignée et une iconographie magnifique.

Jean-Pierre Bouché & Michel Collon, avec le collectif Test Média International, *7 octobre – Enquête sur la journée qui a changé le monde, Investig'Action*, 2024, 300 pages, 25€.

Saïd Bouamama, *Manuel stratégique de la Palestine et du Moyen-Orient – Au cœur des contradictions du monde, Investig'Action*, 2024, 318 pages, 33€.

F. M.



Enfin un journaliste qui fait bien son métier ! Édouard Piely nous offre une excellente introduction à la pensée sociologique de Jacques Ellul (1912-1994), précurseur de la décroissance et de l'écologie politique, théologien, génial philosophe de la Technique, dont les écrits sont restés longtemps injustement méconnus. Ellul avait tôt analysé et compris les arcanes du *système technicien* – titre d'un de ses ouvrages majeurs (1954) –, ce qu'il allait nous réserver de pire, et que nous vivons aujourd'hui. L'auteur émaille son texte clair et pédagogique de nombreuses citations d'Ellul et d'autres penseurs technocritiques (son alter ego Bernard Charbonneau, Georges Bernanos, Lucien Sfez, Günther Anders, Olivier Rey, Célia Izoard, etc.), fait des va-et-vient entre la théorie et l'actualité, citant Cédric O, ancien ministre de la transition numérique de Macron, ou les « *intellectuels jargonneurs et conciliants* » s'enlisant dans leur *pensée du résidu* qui ont voulu se faire la peau d'Ellul (Michel Serres, Andrew Feenberg, Pierre Charbonnier, Gaël Giraud, Baptiste Morizot, etc.). Pour Ellul, les idées-maîtresses étaient recherche de la liberté, prise sur le réel, refus de la puissance, anti-dogmatisme, non-conformisme, anarchisme, engagement, amitié, partage et convivialité. Bref, quelqu'un que l'on aurait voulu connaître ! À défaut, restent ses textes stimulants pour l'intelligence, utiles pour comprendre le monde du XXI^e siècle, notamment la propagande industrielle et la force de l'État bureaucratique centralisé, qu'il faut abolir, disait Ellul, tout en contraignant la puissance technicienne, après l'avoir démystifiée.

Édouard V. Piely, François Jarrige (préface), Jacques Ellul face à la puissance technologique, L'escargot, 2024, 163 pages, 17,90€.

B. L.



Ce court livre est un recueil d'articles et d'interviews de Matthieu Amiech, co-fondateur du collectif Écran total, membre du Groupe Marcuse et éditeur, parus ces dernières années. Il peut servir d'introduction à cette question centrale que tout citoyen éveillé se pose aujourd'hui. De ce propos radical – il va à la racine des choses –, les journalistes mièvres et complaisants de la presse dominante feraient bien de s'inspirer. L'auteur fuit autant la désespérance que l'optimisme. Si le développement technologique pourrait être évité – bien que ses promoteurs soient volontaristes –, trop d'individus le voient toujours tantôt comme un destin, tantôt comme une source de confort, ou les deux. Certains misent sur un hypothétique renversement du capitalisme pour régler le problème. Or, il vaudrait mieux qu'« *émerge un nouveau sens commun sur les problèmes politiques et sociaux que pose la numérisation de nos vies* » ; c'est donc un travail culturel qui est à faire. M. Amiech reparle de l'accélération de la numérisation à l'occasion de la covidémence, évoque la poussée de la 5G, traite du « complotisme » d'une manière originale, remarquant que « *l'anti-complotisme est largement une stratégie de gouvernement du débat public visant la négation ou l'euphémisation des rapports de classe et de leur violence aujourd'hui dans les sociétés industrielles "avancées"* », critique les organisateurs du « Soulèvement de la Terre » pour leur usage des QR codes (!). Car « *qui ne conteste pas l'emprise numérique n'a rien de sérieux à dire sur le capitalisme* », assène l'auteur. Un essai que devraient évidemment lire les camarades « progressistes », au lieu d'accuser ceux qui résistent à la tyrannie technologique de faire le jeu de... devinez... l'extrême droite, bien sûr !

Matthieu Amiech, *Peut-on s'opposer à l'informatisation de nos vies ?*, La Lenteur, 2024, 137 pages, 10€.

B. L.

J'VOUS JURE QU'ON Y SERA BIENTÔT !

Où? Sur la Lune, pardi! C'est annoncé au JT de France 2 (14/10/24) à l'occasion d'un reportage émerveillé sur Space X, l'agence spatiale privée d'Elon Musk qui travaille d'arrache-pied à retourner (?) sur notre satellite, et même à pousser plus loin, dans les prochaines années. Chiche ! Les mêmes journalistes louangent Musk pour ses exploits technoscientifiques et le vilipendent pour son soutien à Donald Trump. Opportunistes, contradictoires et faux-culs. Et la technolâtrie va bon train dans les médias : « Cinq bonnes raisons de converser avec ChatGPT », lit-on dans *Le Soir* du 24 octobre. **B. L. —**

UNE MORT BIEN RÉELLE

Sewell dit à Dany qu'il l'aime et qu'il reviendra « bientôt à la maison ». « S'il te plaît, reviens à la maison le plus vite possible, mon amour », répond Dany. « Et si je te disais que je peux rentrer à la maison tout de suite ? », demande Sewell. « ... s'il te plaît, fais-le, mon doux roi », répond Dany. Et PAN ! Sewell Setzer, jeune garçon de 14 ans, vient de se suicider. La raison ? Il était tombé amoureux d'une intelligence artificielle dénommée Dany. **K. C. —**

MYSTÈRE ET BOULE DE VIRUS

Une étude gantoise publiée dans la revue scientifique *Science Translational Medicine* stipule que les rappels de vaccin contre le Covid-19 renforcent « l'immunité dès les muqueuses nasales ». Comment expliquer dès lors que « Les données disponibles montrent que la vaccination contre le Covid-19 avec les vaccins disponibles et recommandés en Suisse protège bien contre les formes sévères, mais très peu contre les formes légères d'infections dues aux sous-variants d'Omicron de SARS-CoV-2, et qu'elle n'apporte aucune protection significative contre la transmission du virus » ? (voir la plateforme suisse INFOVAC, qui semble tout sauf « complotiste ») : <https://www.infovac.ch/fr/les-vaccins/par-maladie/coronavirus-covid-19>. **K. C. —**

SCHIZO

Pour une fois, la RTBF publie un truc pas trop con, en l'occurrence une interview d'Arno, personne intersexuée. L'article mentionne, avec le soutien d'Arno, que l'intersexuation n'a rien à voir avec la transsexualité : « *Beaucoup de personnes confondent encore les questions relatives à l'identité de genre avec les questions intersexes. Pourtant, elles sont très différentes* ». Cet embrouillement généralisé ne serait-il pas, à tout hasard, dû à la banalisation de l'acronyme LGBTQIA+ (y compris au sein des articles rédigés par la RTBF), qui participe à confondre des personnes aux teints pourtant très disparates ? **K. C. —**

UKRAINE : DES MOTS QUI DEVRAIENT RÉVEILLER

Robert Fico, 1^{er} ministre slovaque, a critiqué le choix de doter l'Ukraine de missiles à longue portée. Il a suggéré qu'on pourrait lancer un missile sur Bruxelles (sur un monument), pour que les décideurs de l'UE voient ce que ça fait... Fico a associé cet humour noir à des paroles de bon sens : « *Je regrette qu'une tendance perverse soit apparue en Europe où, au lieu d'arrêter le bruit des canons, nous entendons [...] des acclamations enthousiastes, et souvent des décisions [...] qui ne font qu'encourager la poursuite de la guerre* ». (Précisons qu'on peut défendre cette analyse sans avoir la moindre sympathie pour le pouvoir russe.) Ces mots ont suscité des indignations du côté de nos dirigeants, alors que le scandale, ce sont leurs politiques face au conflit en question. Car ils promeuvent la guerre et donc la mort ou la mutilation de centaines de milliers de personnes, tout en calomniant ceux qui appellent encore à la paix et au dialogue. **D. Z. —**

COVIDÉBUNKAGE

Comme on ne débunkera jamais assez le covidisme — nécessaire débunkage en regard de son abjection —, signalons deux excellentes interviews dans le dernier numéro (9) de notre confrère *Zèbre* : le virologue belge Bernard Rentier et le sociologue français Laurent Mucchielli, que nous avons déjà accueillis dans nos colonnes. Honneur à ces résistants de la première heure, qui ne renient rien de leur engagement. **B. L. —**

ARDENTE CENSURE

le 15 octobre dernier, Michel Collon, animateur d'Investig'Action, devait donner une conférence à la Cité Miroir de Liège sur le conflit israélo-palestinien. Sous la pression du Centre d'action laïque (CAL), elle a été annulée, mais heureusement accueillie au Centre culturel arabe de Grivegnée. Sempiternels motifs : le conférencier ne serait pas « neutre », verserait dans le « complotisme » et aurait de la « sympathie pour l'extrême droite », allégations évidemment non prouvées. La Cité Ardente file un mauvais coton pendant que Grivegnée file un bon Collon ! **B. L. —**

ARDENTE CENSURE, 2

L'association liégeoise « Les Grignoux » n'a pas jugé opportun de programmer *Testament*, le dernier film du Québécois Denys Arcand (83 ans), génial cinéaste à qui l'on doit *Le déclin de l'empire américain* (1986) et *Les invasions barbares* (2003), e. a. Pourquoi ? Émettons une hypothèse à partir du synopsis. Le héros, incarné par Remi Girard (né en 1950), est confronté, dans sa maison de retraite, à des jeunes militants « décoloniaux » qu'il voit d'un œil désabusé et satirique (mais sans violence, ni mépris). Ceci explique-t-il cela ? Interrogée par courriel sur la raison de cet « oubli », la R.P. des Grignoux n'a pas daigné me répondre. **B. L. —**

CENSURE DÉJOUÉE, CACTUS TROP PIQUANT

La parodie de la chanson d'Indochine *Troisième sexe* lors d'une récente émission du *Grand Cactus* (Tipik) a — il fallait s'y attendre — déclenché la colère des associations LGBTQIA+ qui y voient une atteinte à leur dignité et à leur sensibilité. La direction de la RTBF s'est platement excusée, ainsi que le présentateur Jérôme de Warzée mis sous pression, qui a cependant ajouté qu'il fallait défendre le droit à la satire. Tu l'as dit ! **B. L. —**

Kairos+
+ D'ARTICLES + DE VIDÉOS



● **Science asservie :**
« Les téléphones portables ne sont pas liés au cancer du cerveau »

● **Un monde qui change.**
Comment les BRICS bouleversent-ils la géopolitique mondiale ?

● **Une pathologiste met en garde contre les vaccins Corona :**
« Cette technique ARNm n'a pas été suffisamment testée »



KAIROS [JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE]
EST VOTRE **MÉDIA**, CONTINUEZ À LE FAIRE VIVRE.
VIVE LA PRESSE LIBRE !

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS

www.kairospress.be/abonnement

Abonnement belge à partir de 30 € pour 5 numéros,
53 € pour l'europe (frais de ports de 23€ inclus, sauf Suisse 30€)

IBAN : BE81 5230 8062 1324

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique.

NE PAS JETER!
PARTAGER!